

EUROBAROMETER 59

PUBLIC OPINION IN THE EUROPEAN UNION

SPRING 2003

NATIONAL REPORT

BELGIUM

The survey was requested and coordinated by the Directorate General Press and Communication.

This report was produced for the European Commission's Representation in Belgium

This document does not represent the point of view of the European Commission.

The interpretations and opinions contained in it are solely those of the authors.

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	4
<u>I. APERCU SUR LES CITOYENS BELGES</u>	7
<u>1. DISCUSSIONS POLITIQUES ET PARTAGE D'OPINION</u>	7
<u>1.1. Discussions politiques</u>	7
<u>1.2. Partage d'opinion</u>	8
<u>2. CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS</u>	9
<u>3. PROBLÈMES ET CRAINTES</u>	11
<u>4. CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE PARTIE</u>	14
<u>II. LES BELGES ET L'UNION EUROPÉENNE</u>	15
<u>1. CONNAISSANCE DE L'UNION EUROPÉENNE</u>	15
<u>2. INFORMATION</u>	16
<u>2. AVANTAGES POUR LA BELGIQUE D'ÊTRE UN ETAT MEMBRE</u>	19
<u>4. IDENTITÉ</u>	21
<u>5. IMAGE, NOM ET REPRÉSENTATION</u>	23
<u>5.1. Image de l'Union européenne</u>	23
<u>5.2. Ce que l'UE représente</u>	23
<u>5.3. Quel nom pour l'Union européenne ?</u>	24
<u>6. LES INSTITUTIONS ET LEUR FONCTIONNEMENT</u>	25
<u>6.1. Connaissance, importance et confiance</u>	26
<u>Connaissance</u>	26
<u>Importance</u>	28
<u>Confiance</u>	29
<u>6.2. La Convention</u>	33
<u>6.3. La Commission</u>	35
<u>6.4. La présidence du Conseil européen</u>	38
<u>6.5. Le Parlement européen</u>	39
<u>Information</u>	39
<u>Importance</u>	41
<u>7. PRISE DE DÉCISION</u>	42
<u>7.1. Qui devrait décider ?</u>	42
<u>7.2. Niveau de prise de décision</u>	44
<u>8. DÉMOCRATIE</u>	46
<u>9. PRIORITÉ DES ACTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE</u>	48
<u>10. PESC ET POLITIQUE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE</u>	51
<u>11. POSITION CONCERNANT QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES</u>	54
<u>11.1. Une Constitution</u>	54

<u>11.2. Le droit de veto</u>	54
<u>11.3. Fiscalité</u>	55
<u>11.4. Questions diverses</u>	55
<u>12. ENGAGEMENT POLITIQUE</u>	59
<u>13. CONCLUSIONS DE LA DEUXIÈME PARTIE</u>	62
<u>13.1. Ce que les Belges pensent de l'UE</u>	62
<u>13.1.1. Image de l'Union</u>	62
<u>13.1.2. Ce que l'Union représente</u>	62
<u>13.1.3. Les priorités de l'Union</u>	62
<u>13.1.4. Les institutions</u>	63
<u>13.1.5. Niveau de prise de décision</u>	65
<u>13.1.6. La PESC et la politique européenne de sécurité et de défense</u>	65
<u>13.1.7. Constitution, droit de veto et fiscalité</u>	66
<u>13.1.8. Questions diverses</u>	66
<u>13.2. Connaissance de l'Union européenne et information</u>	66
<u>13.2.1. Connaissance de l'Union européenne</u>	66
<u>13.2.2. Sources d'information utilisées</u>	67
<u>13.2.3. Sources utilisées pour connaître la situation internationale</u>	67
<u>III. L'ÉLARGISSEMENT</u>	69
<u>1. FAUT-IL ÉLARGIR ?</u>	69
<u>2. LES CONSÉQUENCES DE L'ÉLARGISSEMENT</u>	72
<u>3. CONNAISSANCE DES PAYS CANDIDATS</u>	73
<u>4. INFORMATION SUR L'ÉLARGISSEMENT</u>	75
<u>5. CONCLUSIONS DE LA TROISIÈME PARTIE</u>	80
<u>5.1. L'Élargissement et ses conséquences</u>	80
<u>5.1.1. Faut-il élargir ?</u>	80
<u>5.1.2. Les conséquences de l'élargissement</u>	80
<u>5.2. Connaissance des pays candidats</u>	81
<u>5.3. Information sur l'élargissement</u>	81
<u>ANNEXES</u>	83
<u>QUESTIONNAIRE</u>	83
<u>SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES</u>	2

INTRODUCTION

Le présent Eurobaromètre 59 est le fruit d'une enquête réalisée en Belgique et dans les quatorze autres Etats membres de l'Union européenne au cours de l'hiver et du printemps 2003. Deux aspects principaux ont été envisagés : la position des Belges vis-à-vis de l'Union européenne au sens large et la position des Belges vis-à-vis de l'élargissement. Quelques données destinées à avoir un aperçu rapide sur les citoyens belges eux-mêmes ont également été récoltées. Au total, plus de 16.400 personnes ont été interrogées dans les quinze Etats membres, dont 1112 en Belgique. Parmi celles-ci, 94,9% étaient de nationalité belge, 2% de nationalité italienne et 1% de nationalité française. Les pourcentages restant sont constitués d'Allemands (0,3%), de Néerlandais (0,7%), de Grecs (0,2%), d'Espagnols (0,3%), de Portugais (0,2%), de Britanniques (0,3%), de Luxembourgeois (0,3%) et de Suédois (0,1%). Dans ce rapport, nous ne faisons pas la distinction entre toutes les nationalités et nous utilisons le vocable « les Belges » pour toutes les personnes qui ont répondu aux questions en Belgique.

Dans chaque groupe national, les enquêteurs ont veillé à ce que toutes les tendances socioculturelles et socioprofessionnelles soient représentées. Ainsi, nous avons eu l'opportunité de préciser ou d'affiner plusieurs résultats en fonction :

- De la région d'origine
- Du sexe
- De l'âge
- Du niveau d'étude
- De la profession

Nous n'avons pas utilisé ces variables de façon systématique mais seulement lorsque elles présentaient des différences significatives. A propos de la région d'origine, les enquêteurs ont interrogé 359 Wallons, 104 Bruxellois et 649 Flamands.

Hormis ces différentes variables, nous avons également eu l'opportunité de comparer plusieurs résultats avec ceux obtenus dans des rapports Eurobaromètre précédents, et principalement l'Eurobaromètre 56.3 (printemps 2002), l'Eurobaromètre 57.1 (été-automne 2002) et l'Eurobaromètre 58.1 (novembre 2002).

L'enquête qui nous occupe aujourd'hui se présentait sous la forme de 50 questions (en annexe). Dans la mesure du possible, nous avons respecté l'ordre des questions. Cependant, il est arrivé que, pour une raison de lisibilité, de clarté ou de cohérence, certaines questions soient déplacées. C'est le cas, par exemple, de la question principale

l'Eurobaromètre 56.3 (printemps 2002), l'Eurobaromètre 57.1 (été-automne 2002) et l'Eurobaromètre 58.1 (novembre 2002).

L'enquête qui nous occupe aujourd'hui se présentait sous la forme de 50 questions (en annexe). Dans la mesure du possible, nous avons respecté l'ordre des questions. Cependant, il est arrivé que, pour une raison de lisibilité, de clarté ou de cohérence, certaines questions soient déplacées. C'est le cas,

déterminée pour répondre à une question. C'est le cas, par exemple, de la question 21 : « Je vais maintenant vous citer un certain nombre d'actions que pourrait poursuivre l'Union européenne. Pour chacune d'elles, pourriez-vous me dire si, à votre avis, elle doit être une priorité ou pas ? ». L'utilisation de ce genre de listes, si elle est nécessaire, oriente inmanquablement les choix réalisés puisque aucune liste ne peut prétendre à une exhaustivité absolue.

Nous devons aussi signaler que nous avons été confrontés à quelques reprises à des réponses en apparence contradictoires. Dans certains cas, nous disposions d'éléments qui nous ont permis de comprendre ces contradictions. Dans d'autres cas, cela n'a pas été possible et nous n'avons pas voulu résoudre ces interrogations au prix d'arguments trop hypothétiques ou fallacieux.

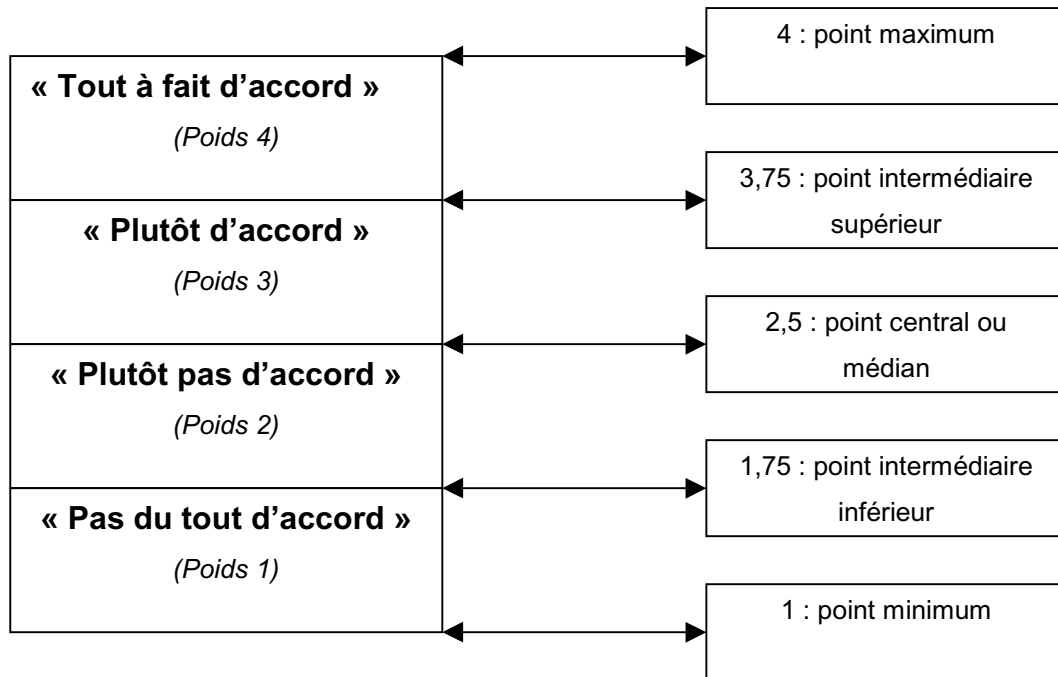
Nous avons choisi d'illustrer de nombreuses réponses aux questions par des graphiques. Nous estimons en effet qu'ils permettent une compréhension plus immédiate des données. Certains graphiques sont d'une lisibilité évidente et ne nécessitent qu'un commentaire succinct. D'autres sont plus complexes et ont fait l'objet de commentaires plus développés.

Certains graphiques présentent des résultats sous forme de pourcentages, d'autres sous forme de moyenne. Lorsqu'il s'agit de pourcentages, il arrive que le total des pourcentages dépasse 100. Cela signifie qu'il était proposé aux personnes interrogées de donner plusieurs choix. Lorsqu'il s'agit de moyennes, c'est que les personnes sondées étaient invitées à choisir entre plusieurs options auxquelles étaient associées des valeurs (p.ex. : très bon = 4 ; bon = 3 ; assez mauvais = 2 ; très mauvais = 1). Cette pondération, en permettant un calcul de moyennes, offre la possibilité de visualiser rapidement les positions respectives de différents groupes de personnes interrogés entre eux et permet de les comparer au point médian de la série de valeurs proposées (p.ex : le point médian d'une série de valeurs allant de 1 à 4 est de 2,5. Le point médian d'une série de valeurs allant de 1 à 7 est 4).

Le schéma ci-dessous illustre cette façon de travailler.

Exemple de questions à quatre niveaux de réponses :

« Etes-vous tout à fait d'accord (=4), plutôt d'accord (=3), plutôt pas d'accord (=2) ou pas du tout d'accord (=1) avec l'affirmation suivante... ? »



I. APERÇU SUR LES CITOYENS

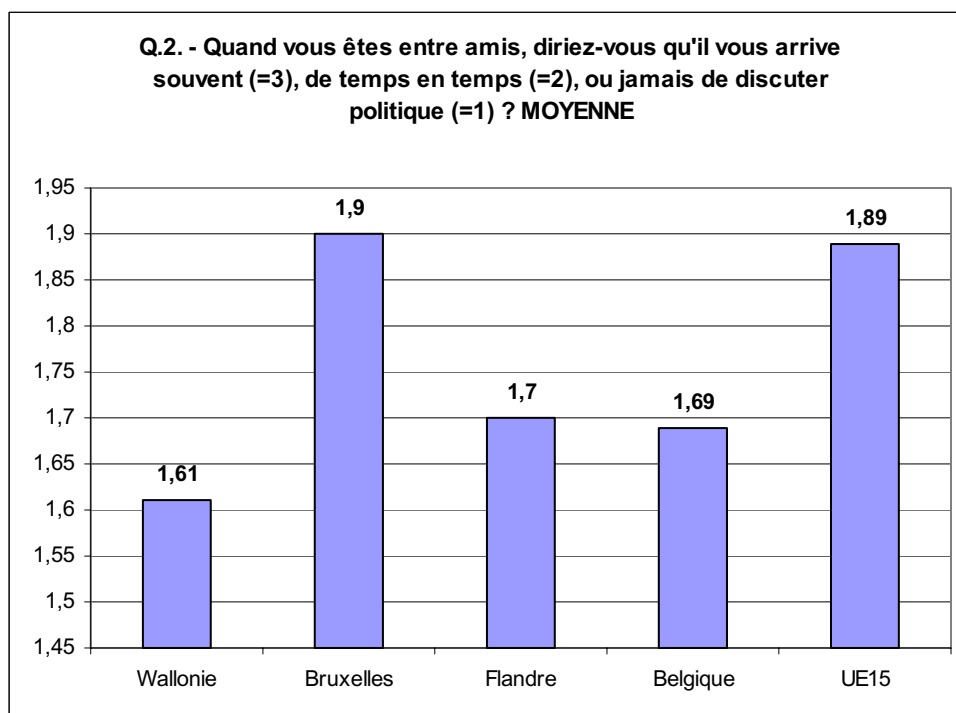
BELGES

Pour débiter cet Eurobaromètre 59, une série de questions que nous pourrions qualifier de personnelles ont été posées aux personnes interrogées. Ces questions ainsi que leurs réponses n'ont pas forcément de rapport direct avec l'UE. Elles nous permettent cependant de mieux connaître les personnes qui ont répondu à cette enquête.

1. DISCUSSIONS POLITIQUES ET PARTAGE D'OPINION

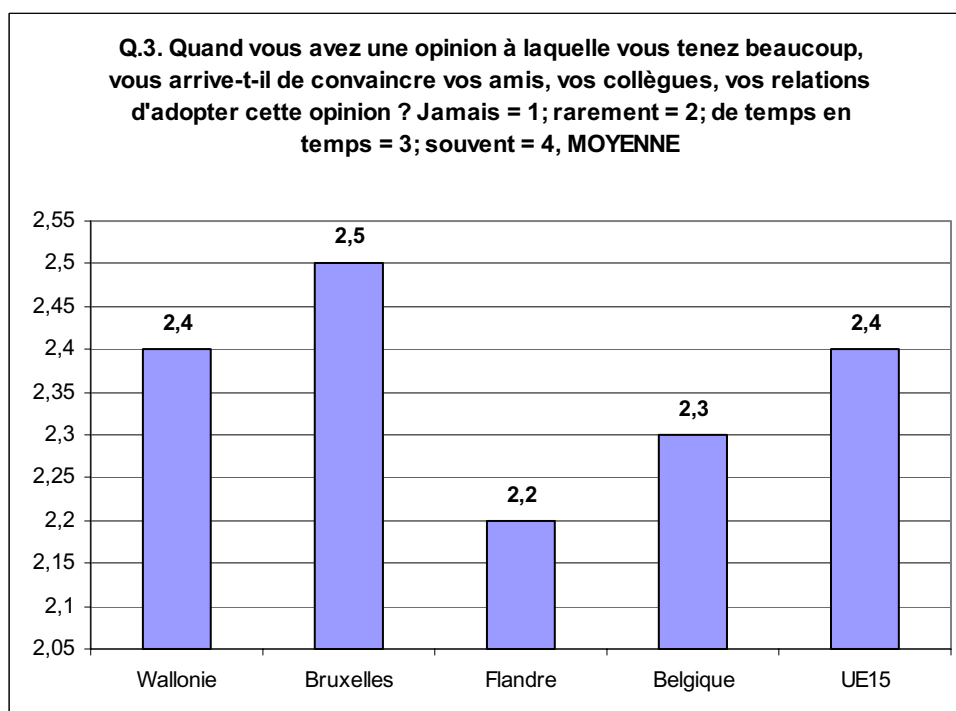
1.1. Discussions politiques

Les Belges font partie, avec les Espagnols et les Polonais, des Européens qui discutent le moins de politique entre amis. En effet, 40% des Belges déclarent ne jamais parler de ce genre de sujet avec leurs amis.



1.2. Partage d'opinion

Ce rapport nous révèle également que lorsque les Belges ont une opinion à laquelle ils tiennent beaucoup, ils arrivent de temps en temps à convaincre leur entourage d'adopter cette dernière. Parmi les différentes régions d'origine des habitants de Belgique, ce sont les Bruxellois qui semblent être les plus nombreux à convaincre, de temps en temps, leurs amis, leurs collègues ou leurs relations d'adopter leurs opinions. Ils sont suivis par les Wallons et ensuite par les Flamands.



2. CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

Le graphe suivant nous montre que les Belges ont plutôt tendance à avoir confiance en les médias, c'est-à-dire la radio, la télévision et la presse écrite qu'en des institutions comme les partis politiques, la justice ou les institutions religieuses.

Plus précisément, le média qui se voit accorder le plus de confiance par la population belge est la radio. 70% des Belges déclarent avoir confiance en cet outil de communication. 67% des individus se prononcent ensuite pour la télévision et 60% pour la presse écrite.

Par contre, plus de la moitié des citoyens belges disent ne pas avoir confiance en les partis politiques (71%), en la justice (59%), en les institutions religieuses (56%) ou encore en les grandes entreprises (51%).

Si nous comparons ces résultats à ceux de novembre 2002 (Eurobaromètre 58), nous constatons que la confiance des Belges en la radio a augmenté de 9%; celle accordée à la télévision de 10% et celle en la presse écrite a augmenté de 16%. Il y a donc une augmentation significative de la confiance belge en ces trois médias.

Si nous nous penchons sur les variables, nous voyons que les Belges les plus nombreux à avoir confiance en la radio sont :

- Les 15-24 ans (74%) et les 25-39 ans (73%)
- Les travailleurs manuels (73%)
- Ceux qui ont fait des études au-delà de 20 ans (71%)

Parmi la population belge, les individus qui ont le plus confiance en la télévision sont :

- Les travailleurs manuels (73%) et les retraités (71%)
- Les 15-24 ans (71%)
- Ceux qui n'ont pas entrepris d'études au-delà de 19 ans (71%)

Et enfin, nous constatons que les Belges les plus nombreux à accorder leur confiance à la presse écrite sont :

- Les cadres (69%)
- Les 25-39 ans (65%)
- Ceux qui ont fait des études au-delà de 20 ans (64%)

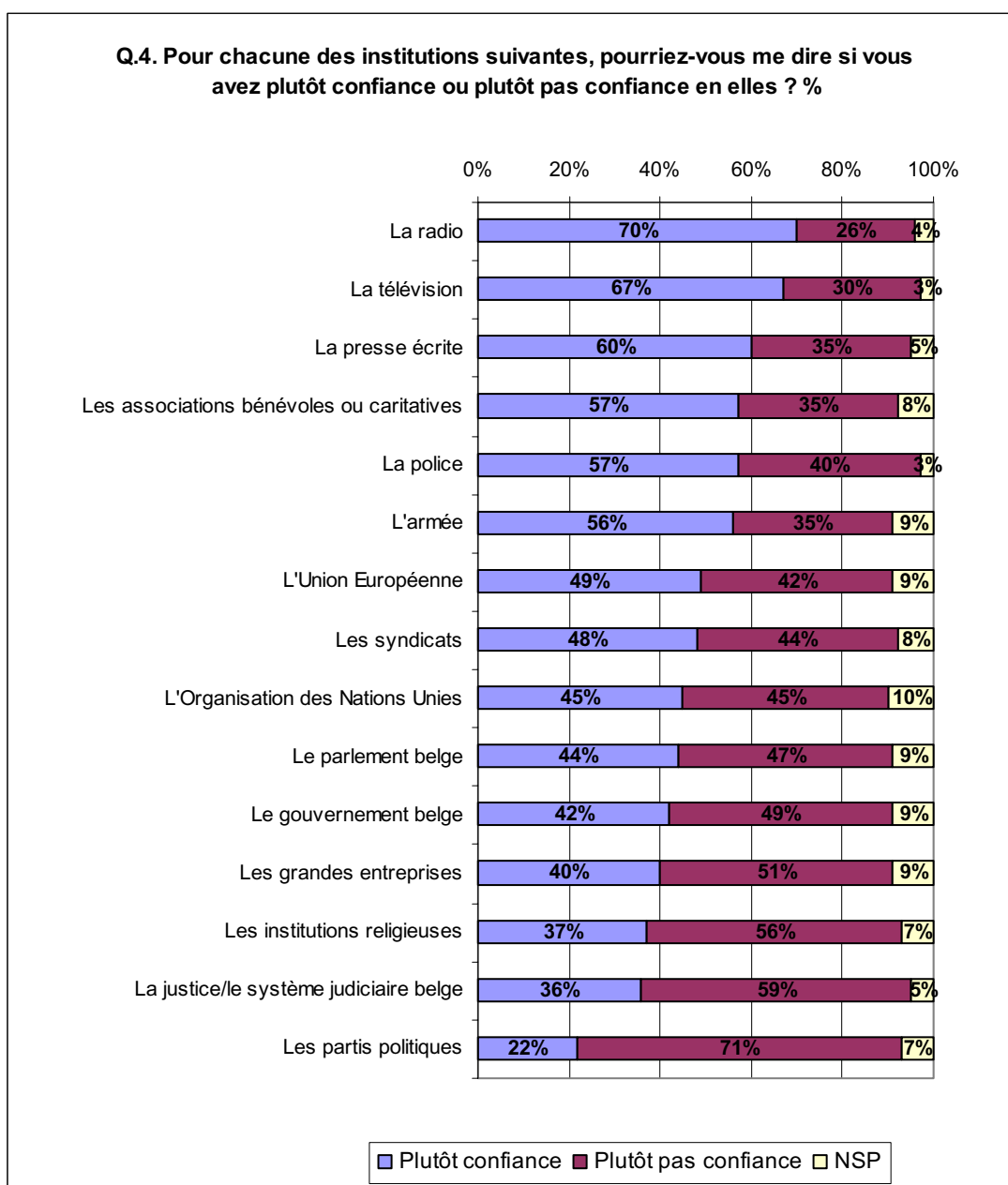
Pour terminer, il nous semble important de voir également quels sont les groupes qui ont le plus ou le moins confiance en l'Union européenne. Globalement, 49% des personnes sondées déclarent avoir confiance en cette institution.

Ceux qui ont le plus confiance en l'Union européenne sont :

- Les étudiants (57%)
- Les jeunes de 15-24 ans et les indépendants (55%)

Inversement, les Belges ayant le moins confiance en l'Union européenne sont :

- Les sans-emploi et les personnes au foyer (42% n'ont pas confiance)
- Les gens qui ont arrêté leurs études à 15 ans (43%)
- Les plus de 55 ans (47% n'ont pas confiance) et les personnes de 25-39 ans (48% n'ont pas confiance)



3. PROBLEMES ET CRAINTES

Aux yeux de citoyens belges, le chômage (41%) et l'insécurité (34%) représentent les deux plus importants problèmes auxquels la Belgique doit faire face actuellement. A contrario, les questions des transports en commun, de la défense, du système éducatif et de la protection de l'environnement ne préoccupent que très peu de Belges (moins de 5%).

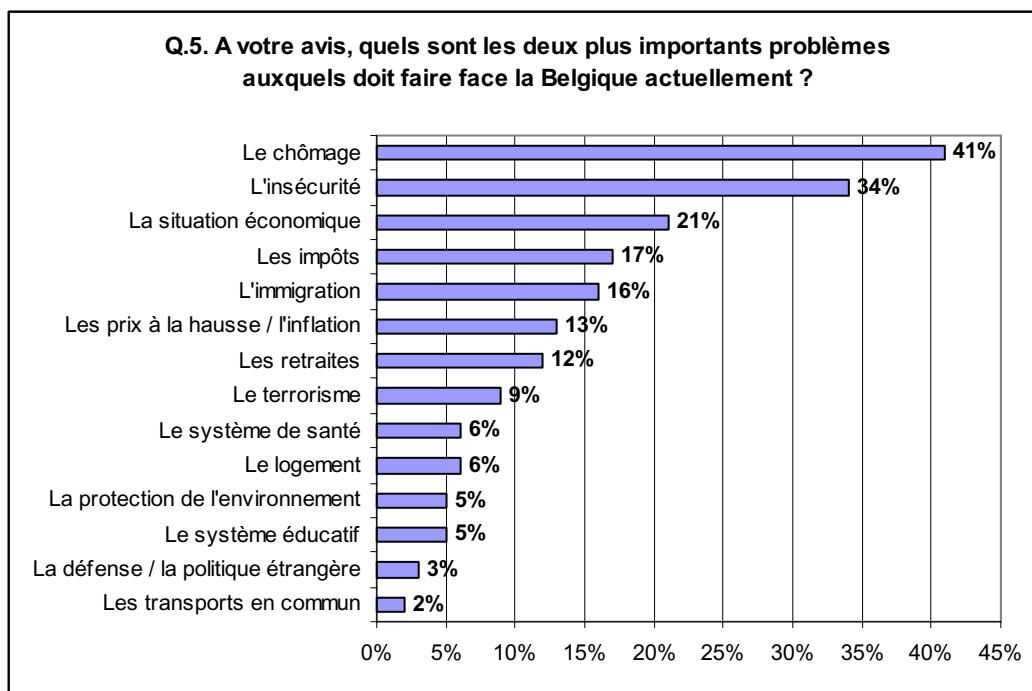
Les autres problèmes que craignent aussi les Belges sont la situation économique, les questions des impôts ainsi que celle de l'immigration.

Les Belges les plus nombreux à penser que le chômage représente un des deux plus importants problèmes pour leur pays sont :

- Les cadres (61%), les étudiants (50%) et les sans-emploi (50%)
- Ceux qui sont toujours aux études (50%)
- Les jeunes de 15-24 ans (48%)

A propos du problème de l'insécurité, les retraités (41%), les plus de 55 ans (40%) et ceux qui ont fait des études jusque 15 ans (39%) représentent les individus les plus nombreux à estimer que l'insécurité est un des plus grands problèmes auquel la Belgique doit faire face.

Nous remarquons, enfin, que les questions relatives aux transports en commun, au système éducatif et à la protection de l'environnement, qui font partie de celles qui sont les moins importantes aux yeux des Belges, préoccupent beaucoup plus les jeunes de 15-24 ans et les étudiants.



Les Belges, comme les autres Européens, éprouvent certaines craintes. Nous avons remarqué, dans le précédent rapport, que les deux principales menaces qu'ils redoutaient étaient le terrorisme international et le crime organisé.

Si nous les interrogeons à nouveau sur leurs craintes personnelles, nous voyons que pour plus de 70% d'entre eux (73%), le terrorisme international constitue la menace la plus importante. Ensuite, c'est le crime organisé qui, pour 71% des citoyens belges, représente également une crainte très importante.

Par contre, une guerre conventionnelle, un conflit nucléaire en Europe ou encore le lancement accidentel d'un missile nucléaire constituent les choses qui effraient le moins les Belges. Cependant, ils sont quand même plus de 40% à penser que ces trois choses représentent un danger potentiel.

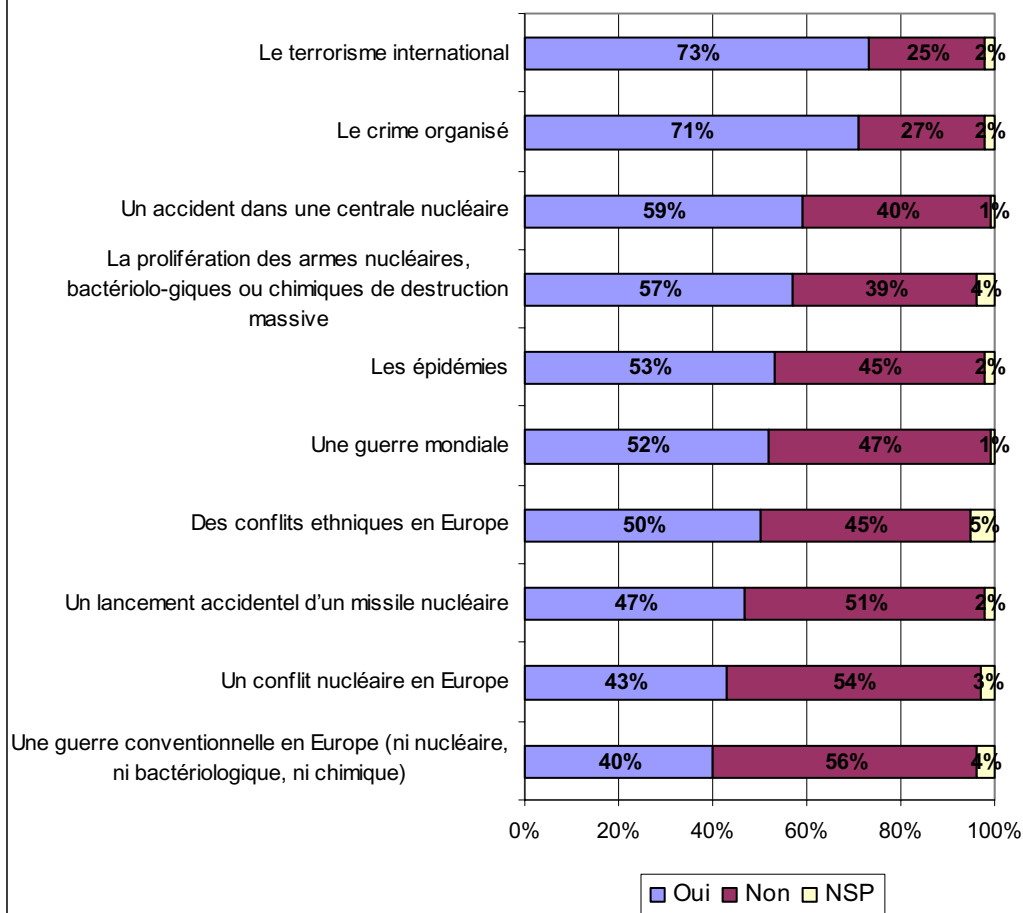
Les Belges les plus nombreux à craindre le terrorisme international et le crime organisé sont :

- Ceux qui ont étudié jusqu'à 15 ans
- Les sans-emploi
- Les plus de 55 ans

Inversement, ceux qui craignent le moins ces deux phénomènes sont :

- Les indépendants et les cadres
- Ceux qui ont étudié jusqu'à 20 ans
- Les personnes entre 15 et 39 ans

**Q. 6. Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre.
Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement,
vous la craignez ou non ?**



4. CONCLUSIONS DE LA PREMIERE PARTIE

Dans cette première partie du rapport, nous avons dégagé un certain nombre d'éléments qui permettent d'expliquer les positions que les Belges adoptent, au cours de ce sondage, à propos de l'Union européenne et de son élargissement.

- Les Belges font partie, avec les Espagnols et les Polonais, des Européens qui discutent le moins de politique entre amis. En effet, 40% des Belges déclarent ne jamais parler de ce genre de sujet avec leurs amis. Nous remarquons, en outre, que cette tendance à ne pas parler politique entre amis s'est accrue depuis cette année.
- Les Belges ont tendance à avoir plus confiance en les médias, c'est-à-dire la radio, la télévision et la presse écrite qu'en des institutions comme les partis politiques (71% déclarent ne pas avoir confiance en eux), la justice belge (59 % n'ont pas confiance en le système judiciaire belge), les institutions religieuses ainsi que les grandes entreprises. 49% des personnes sondées déclarent avoir confiance en l'Union européenne.
- Aux yeux de citoyens belges, le chômage (41%) et l'insécurité (34%) représentent les deux plus importants problèmes auxquels la Belgique doit faire face actuellement. Les autres problèmes que craignent aussi les Belges sont la situation économique, la question des impôts ainsi que celle de l'immigration. A l'inverse, les problèmes des transports en commun, de la défense, du système éducatif et de la protection de l'environnement ne préoccupent que très peu de Belges (moins de 5%).
- Les Belges, comme les autres Européens, éprouvent certaines craintes. Nous remarquons, comme dans le précédent rapport, que les deux principales menaces qu'ils redoutent sont le terrorisme international (redouté de 73% des Belges) et le crime organisé (redouté par 71%).

II. LES BELGES ET L'UNION

EUROPEENNE

1. CONNAISSANCE DE L'UNION EUROPEENNE

La première question de cette deuxième partie nous montre le niveau de connaissance des Belges à propos de l'Union européenne.

Nous remarquons que les connaissances des Belges sur l'Union européenne, sur ses politiques et ses institutions se révèlent être assez médiocres.

Ce sont les Flamands qui ont les moins bonnes connaissances sur l'Union européenne. Les Bruxellois, en tête, et les Wallons, ensuite, possèdent des connaissances un peu meilleures que celles des Flamands.

Si nous comparons le niveau de connaissances des Belges à celui des autres Européens, nous constatons que le reste des Européens connaît un peu plus de choses par rapport aux citoyens belges.

Ceux qui ont le plus haut niveau de connaissances sur l'Union européenne sont :

- Les 15-24 ans
- Ceux qui ont étudié au-delà de 20 ans
- Les étudiants
- Les cadres

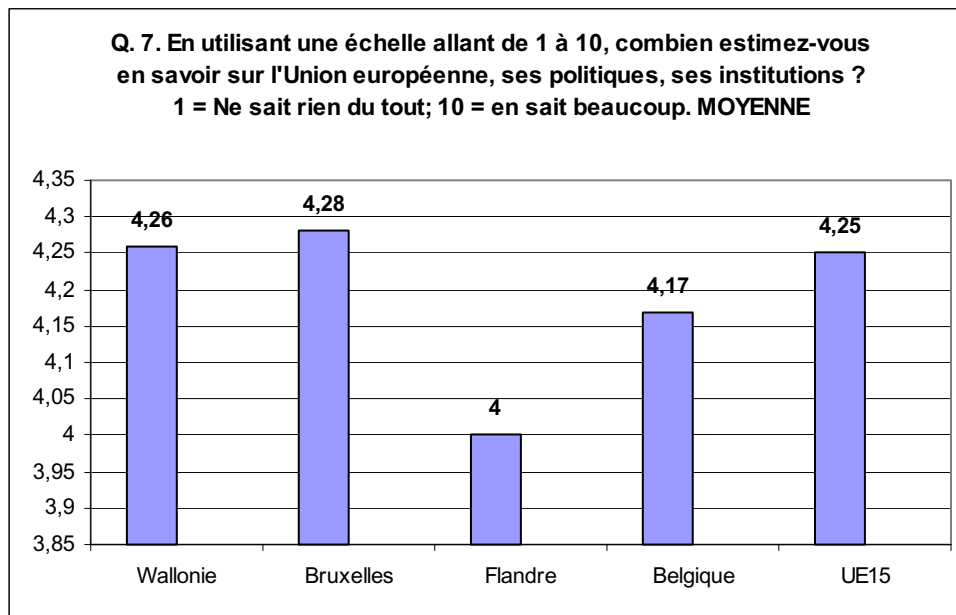
Contrairement, les personnes qui déclarent ne rien connaître sur cette institution sont :

- Les personnes au foyer
- Ceux qui ont arrêté leurs études à 15 ans
- Les plus de 55 ans

Et enfin, **les plus nombreux à posséder un niveau moyen** sont :

- Les 25-39 ans
- Ceux qui ont fait des études au-delà de 20 ans

➤ Les indépendants et les employés



2. INFORMATION

Dans ce chapitre, nous avons interrogé la population belge sur la façon dont elle préfère se tenir informée, d'une part sur l'Union européenne et, d'autre part, sur l'actualité internationale.

Les 5 sources que les Belges déclarent le plus utiliser pour rechercher des informations concernant l'Union européenne sont :

- La télévision (utilisée par 59% des personnes interrogées)
- Les journaux quotidiens (utilisés par 27% des personnes interrogées)
- La radio (utilisée par 21% des personnes interrogées)
- Les brochures détaillées (utilisées par 20% des personnes interrogées)
- Internet (utilisé par 14% des personnes interrogées)

Nous constatons que la télévision, les journaux et la radio sont, cette année, moins utilisés pour s'informer sur l'Union européenne que par le passé. Nous notons, par exemple, une baisse de 10% du nombre de personnes qui utilisent la télévision ainsi qu'une baisse de 9% de celles qui lisent les journaux quotidiens pour s'informer de l'Union européenne. Ceci est paradoxal puisque nous avons vu plus haut que la confiance en ces institutions s'est accrue depuis le rapport précédent.

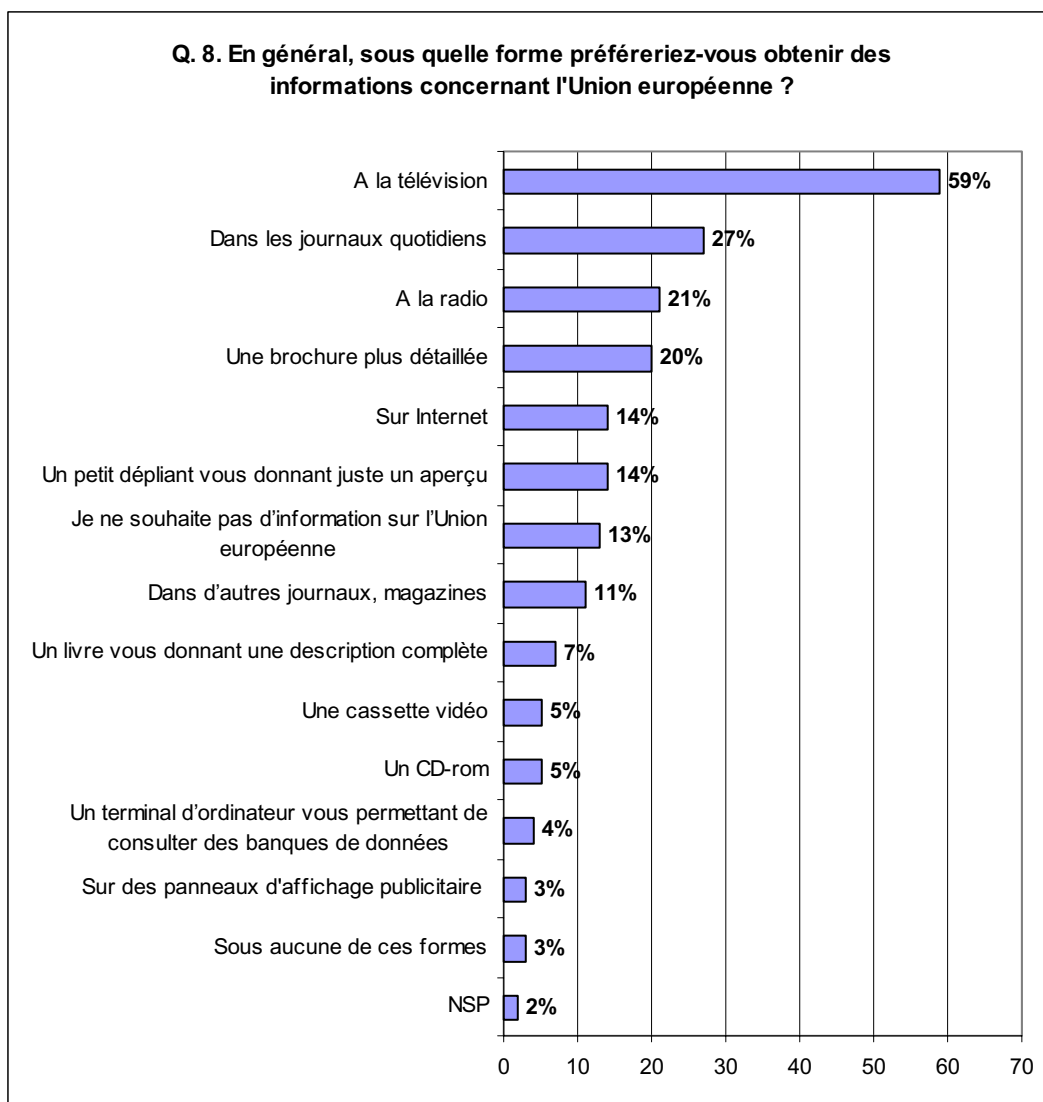
Malgré cela, la télévision, la presse écrite quotidienne et la radio constituent les trois médias qui remportent de façon durable le plus de faveurs auprès des Belges, toutes catégories confondues.

Inversement, les sources les moins utilisées par les citoyens belges interrogés sont :

- Les panneaux d'affichage publicitaire (3%)

- Un terminal d'ordinateur permettant de consulter des banques de données (4%)
- Les CD-rom et les cassettes vidéo (5%)
- Les livres donnant une description complète (7%)

Les étudiants et les 15-24 ans constituent les personnes qui utilisent le plus Internet afin de rechercher des informations sur l'Union européenne.



Nous avons ensuite posé la même question mais cette fois-ci à propos de la recherche d'informations sur la situation internationale.

Nous constatons que la majorité des Belges interrogés utilise les journaux télévisés belges, les journaux et magazines belges ainsi que les radios nationales.

Il s'agit donc du même trio de préférence que les sources pour s'informer sur l'Union européenne.

A l'inverse, les sources qui ne remportent pas de succès en ce qui concerne l'information sur l'actualité internationale sont :

- Les radios d'autres pays

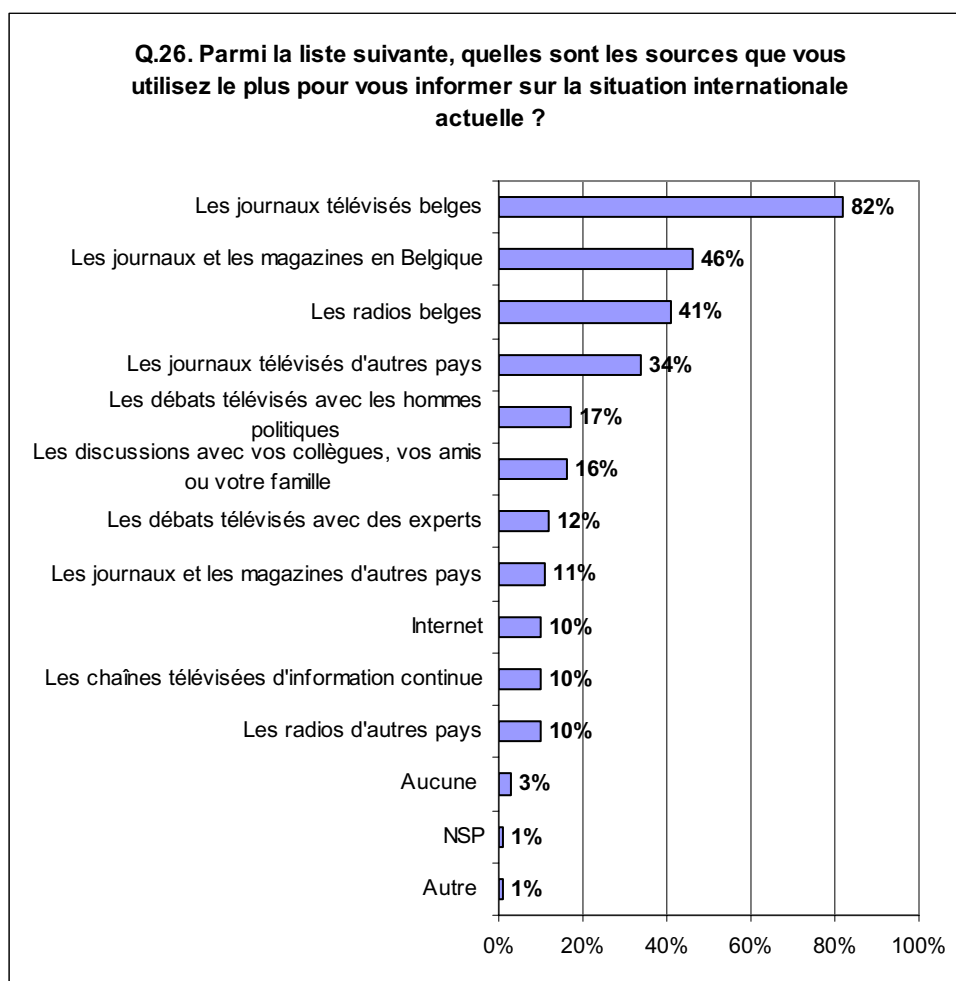
- Les chaînes de télévision d'information continue
- Internet
- Les journaux et magazines d'autres pays.

Au niveau professionnel, les sans-emploi, les employés et les personnes au foyer sont les plus nombreux à regarder la télévision pour s'informer de l'actualité internationale.

Les cadres, eux, constituent le groupe le plus important à lire les journaux et magazines belges. La radio, quant à elle, est surtout écoutée par les employés.

Nous pouvons constater que les médias des autres pays font partie des sources les moins utilisées par les Belges lorsqu'ils veulent se tenir informés de la situation internationale.

Une dernière remarque reste à faire en ce qui concerne l'utilisation d'Internet. Même si cet outil ne fait pas partie des sources les plus utilisées, les étudiants restent fort nombreux à l'utiliser dans leur recherche d'informations aussi bien sur l'actualité internationale que sur l'Union européenne.



2. AVANTAGES POUR LA BELGIQUE D'ETRE UN ETAT

MEMBRE

La majorité des Belges interrogés pense que c'est plutôt une bonne chose que la Belgique appartienne à l'Union européenne.

Parmi les citoyens belges, ce sont les Bruxellois les plus positifs à l'égard de cette question. Dans leur optimisme, ils sont suivis par les Flamands et ensuite par les Wallons.

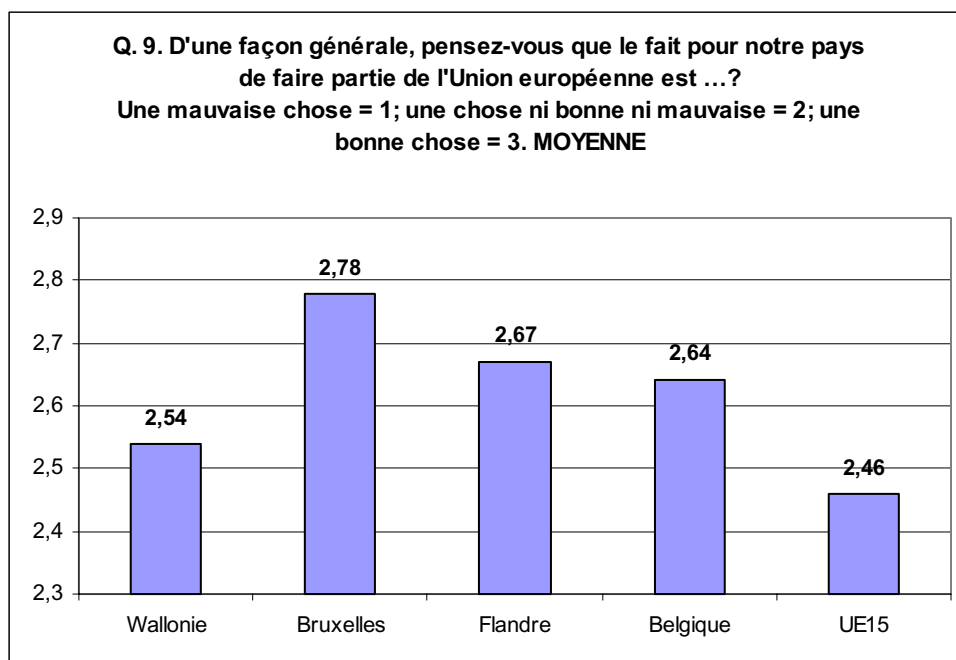
Si nous comparons la tendance des Belges aux autres pays de l'Union européenne, nous constatons que les Belges sont plus nombreux que les autres Européens à croire que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne représente plutôt une bonne chose.

Les individus les plus nombreux à penser que cette appartenance est une bonne chose se retrouvent dans ces catégories :

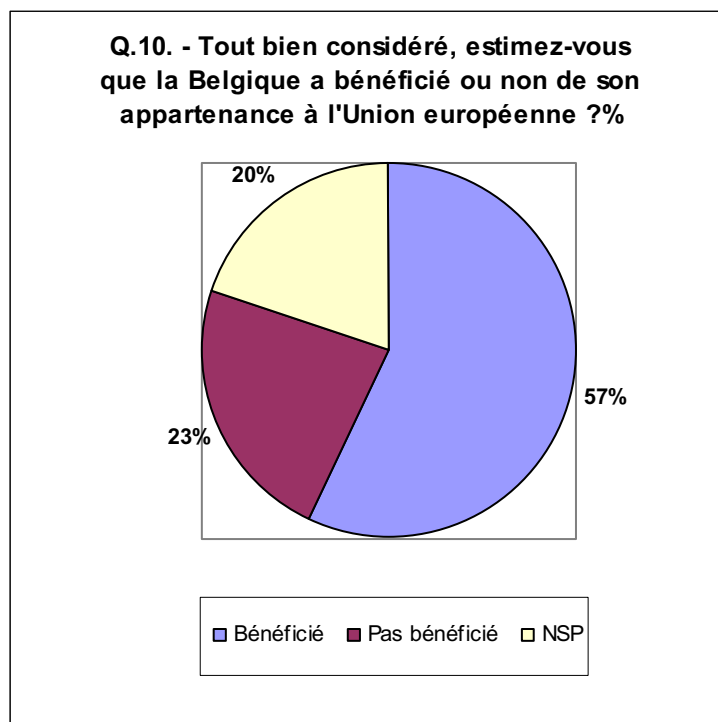
- Les 15-24 ans (80%)
- Les personnes ayant étudié au-delà de 20 ans (80%)
- Les cadres (78%), les indépendants (78%) et les étudiants (71%)

Par contre, les moins nombreux à être d'accord sur le fait que l'appartenance de la Belgique à l'Union européenne constitue une bonne chose sont :

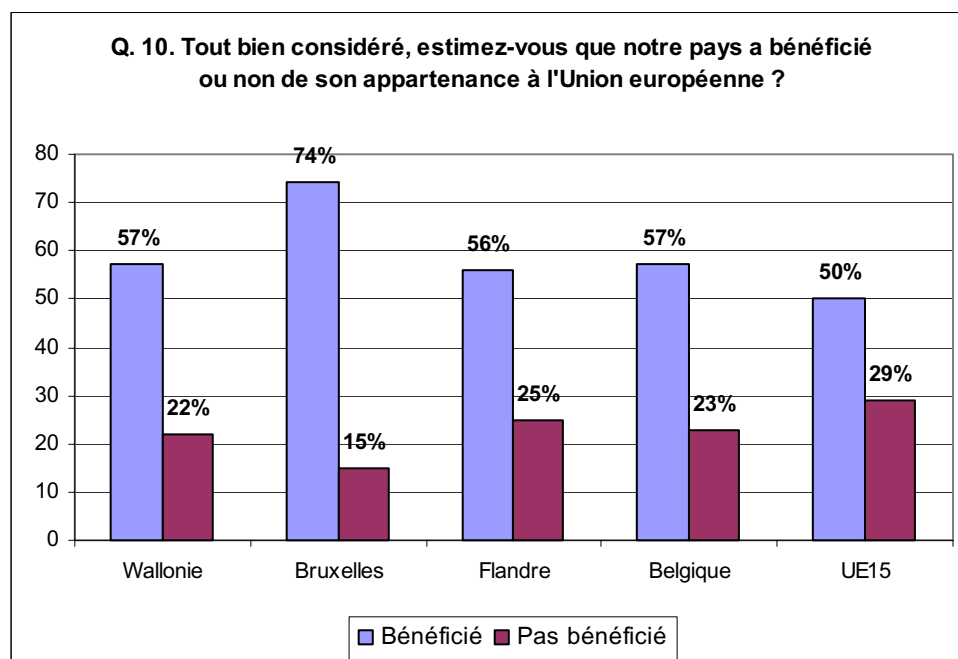
- Ceux qui ont étudié jusqu'à 15 ans (48%)
- Les plus de 55 ans (60%)
- Les personnes au foyer (56%) et les sans-emploi (57%)



57% des Belges estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne. Ce chiffre est en constante évolution. Il n'était que 46% en décembre 1999.



Nous pouvons voir que les Bruxellois sont les plus nombreux (74%) à estimer que la Belgique a bénéficié de son appartenance à l'Union. Les Wallons et les Flamands sont moins enthousiastes, même s'ils se situent tous au dessus de la moyenne communautaire.

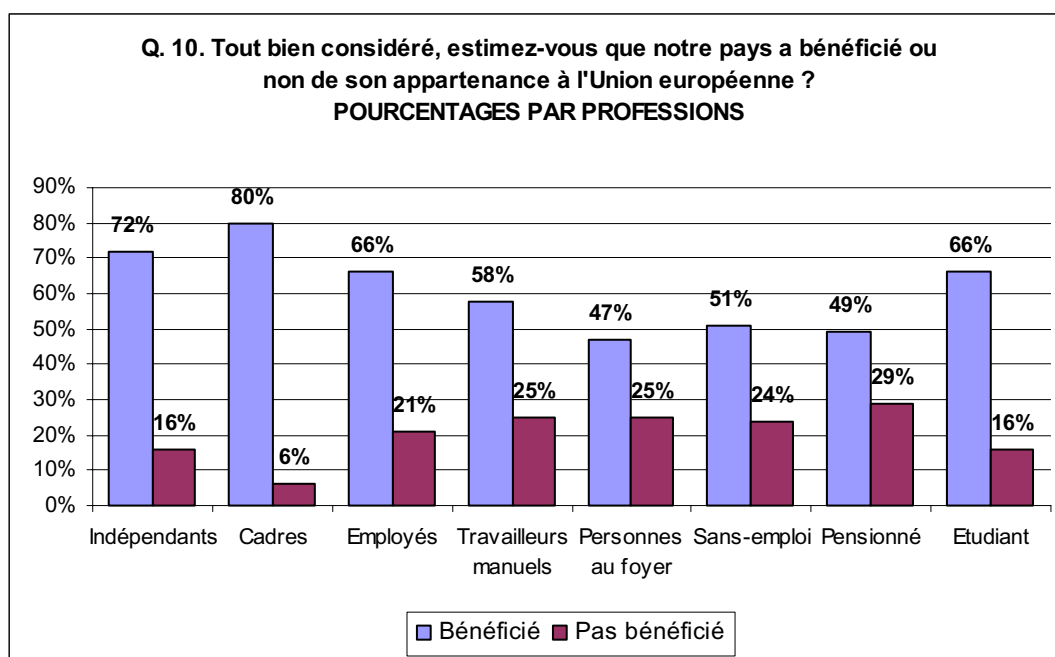


Si nous analysons, maintenant, cette question en fonction des variables socio-professionnelles, les personnes les plus optimistes par rapport aux avantages retirés par la Belgique sont :

- Les cadres (80%) et les indépendants (72%)
- Les personnes ayant étudié au-delà de 20 ans (71%)
- Les jeunes de 14-25 ans (69%)

A contrario, les personnes les plus nombreuses à penser que la Belgique n'en a pas retirés sont :

- Ceux qui n'ont pas fait d'études au-delà de 15 ans (35%)
- Les plus de 55 ans (31%)
- Les retraités (29%), les travailleurs manuels (25%), les personnes au foyer (25%) et les sans-emploi (24%)



4. IDENTITE

Nous avons pu voir, dans les deux questions précédentes, que les Bruxellois étaient les plus positifs quant à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. C'est chez eux également que nous allons trouver la plus forte identité européenne. Ils sont suivis par les Wallons puis par les Flamands chez qui nous trouvons l'identité belge la plus forte.

Nous constatons donc que le sentiment d'identité des individus belges reste plus lié à la Belgique qu'à l'Union européenne.

Lorsque nous dressons une moyenne pour l'ensemble de la population belge, toute région d'origine confondue, nous nous en rendons compte. En effet,

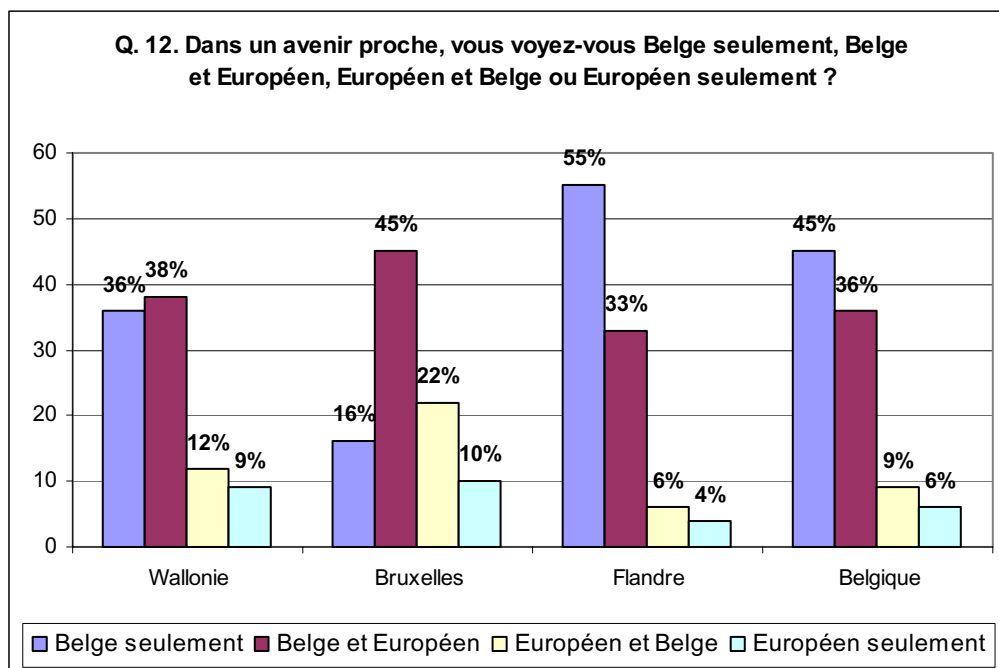
- 45% des Belges se sentent belges uniquement
- 36% des Belges se sentent belges et européens
- 9% des Belges se sentent européens et belges
- 6% des Belges se sentent seulement européens

Les Belges les plus nombreux à se sentir belges seulement sont :

- Ceux qui ont arrêté leurs études à 15 ans (64%)
- Les personnes au foyer (58%)
- Les plus de 55 ans (52%)

Inversement, **les personnes les plus nombreuses à se voir seulement en tant qu'Européens** sont :

- Celles qui ont étudié au-delà de 20 ans (10%)
- Les sans-emploi (10%) et les indépendants (9%)
- Les 40-54 ans (8%)



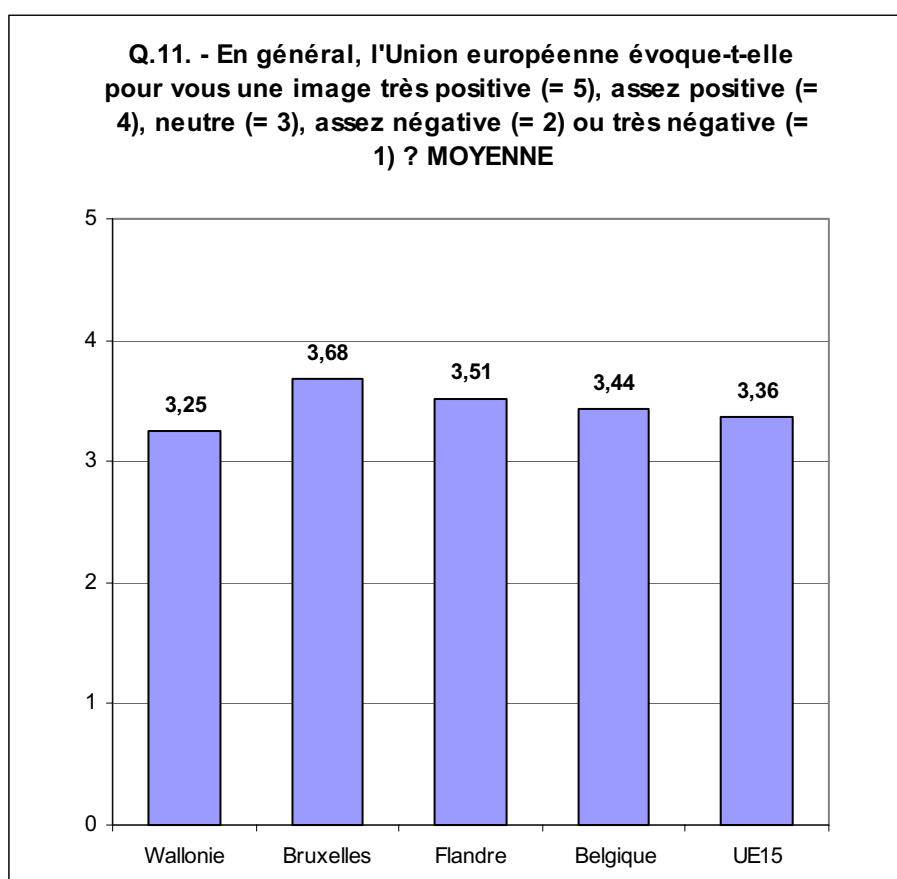
5. IMAGE, NOM ET REPRESENTATION

5.1. Image de l'Union européenne

L'image que les citoyens belges se font de l'Union européenne tend plutôt à être neutre avec une légère coloration positive. Les Belges qui ont l'image la plus positive de l'Union européenne sont les Bruxellois, viennent ensuite les Flamands et les Wallons.

Les variables socioprofessionnelles nous permettent de déterminer les groupes de personnes qui possèdent une image très positive de l'Union européenne. Il s'agit des individus âgés de 15-24 ans, des personnes qui étudient, des cadres ou encore des indépendants.

Par contre, les Belges qui ont l'image la plus négative de l'Union sont les plus de 55 ans, ceux qui ont arrêté leurs études à 15 ans ainsi que les sans-emploi.

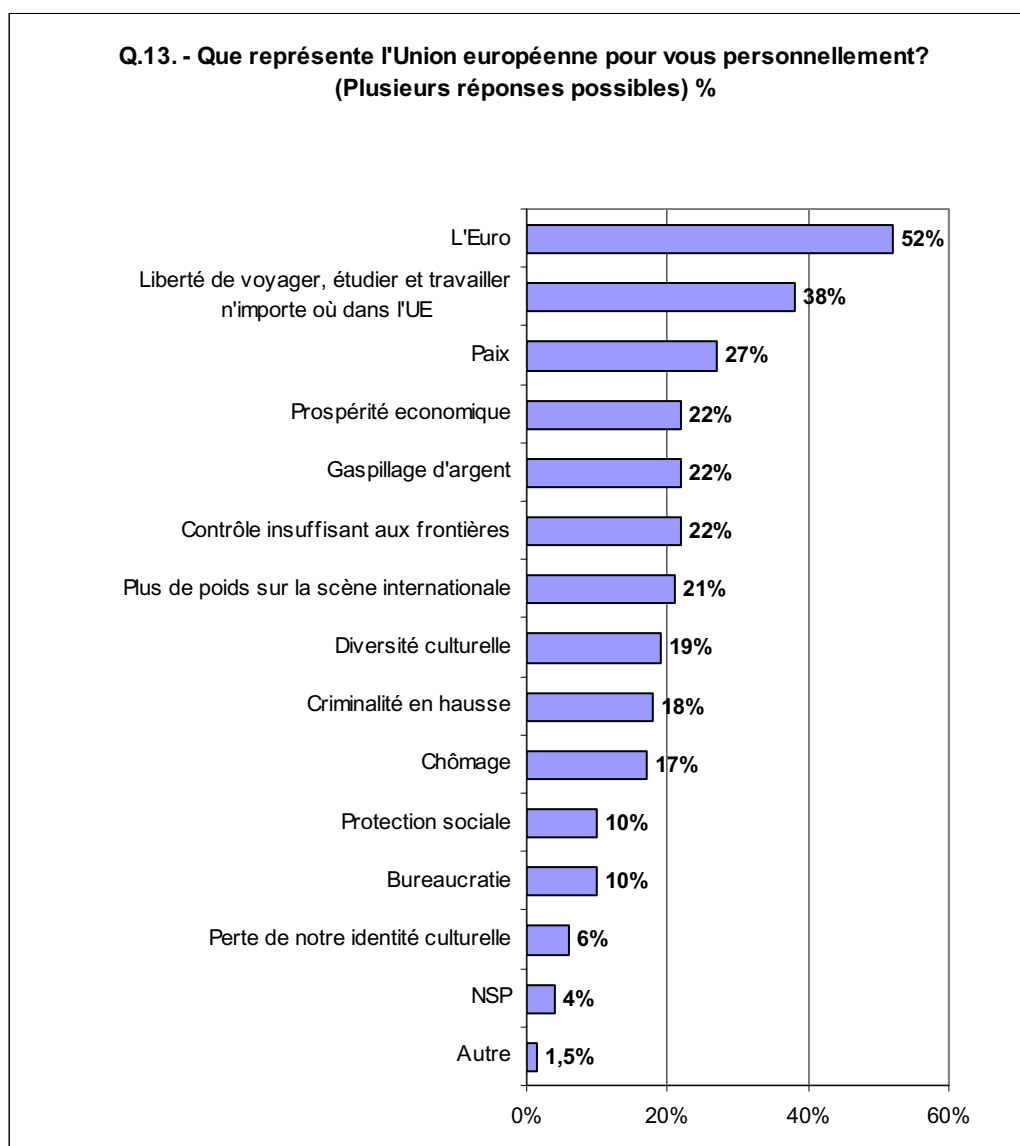


5.2. Ce que l'UE représente

Dans l'esprit des Belges, l'UE représente :

- L'Euro (52%)
- La liberté de voyager, d'étudier et de travailler n'importe où dans l'Union (38%)
- La paix (27%)
- La prospérité économique (22%)

Ces points positifs confirment que l'Union a assez bonne presse dans le pays. Toutefois, les Belges ont aussi quelques griefs vis-à-vis de l'Union. Environ un sur cinq considère que l'Union est synonyme de gaspillage d'argent, de contrôle insuffisant aux frontières et de criminalité en hausse. 17% des personnes interrogées considèrent également que l'Union est liée au chômage.



5.3. Quel nom pour l'Union européenne ?

L'Union européenne pourrait bien un jour être amenée à changer de nom. En vue d'un nouveau choix, nous avons demandé aux personnes sondées de choisir dans cette liste :

- Cela devrait rester l'Union européenne

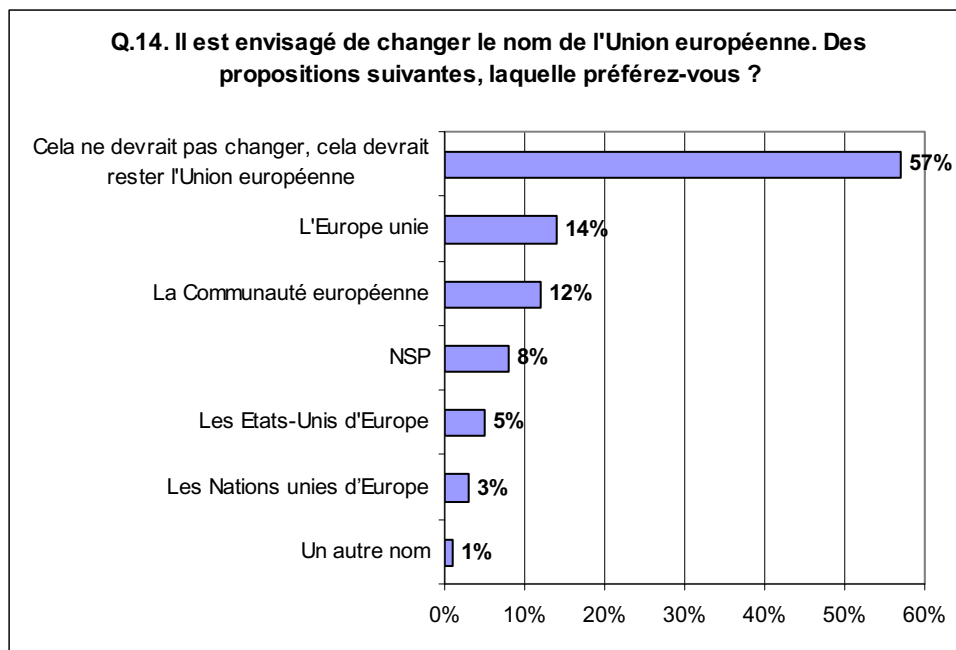
- L'Europe unie
- La Communauté européenne
- Les Etats-Unis d'Europe
- Les Nations unies d'Europe
- Un autre nom

Plus de la moitié des Belges interrogés, c'est-à-dire 57% estiment que le nom de l'Union européenne ne devrait pas changer.

14% d'entre eux remplaceraient le nom actuel par l'Europe unie ; 12% par la Communauté européenne ; 5% par les Etats-Unis d'Europe et un petit 3% par les Nations unies d'Europe.

Les plus satisfaits du nom « Union européenne » sont :

- Les 15-24 ans (65%)
- Les étudiants (64%)
- Les employés (63%)



6. LES INSTITUTIONS ET LEUR FONCTIONNEMENT

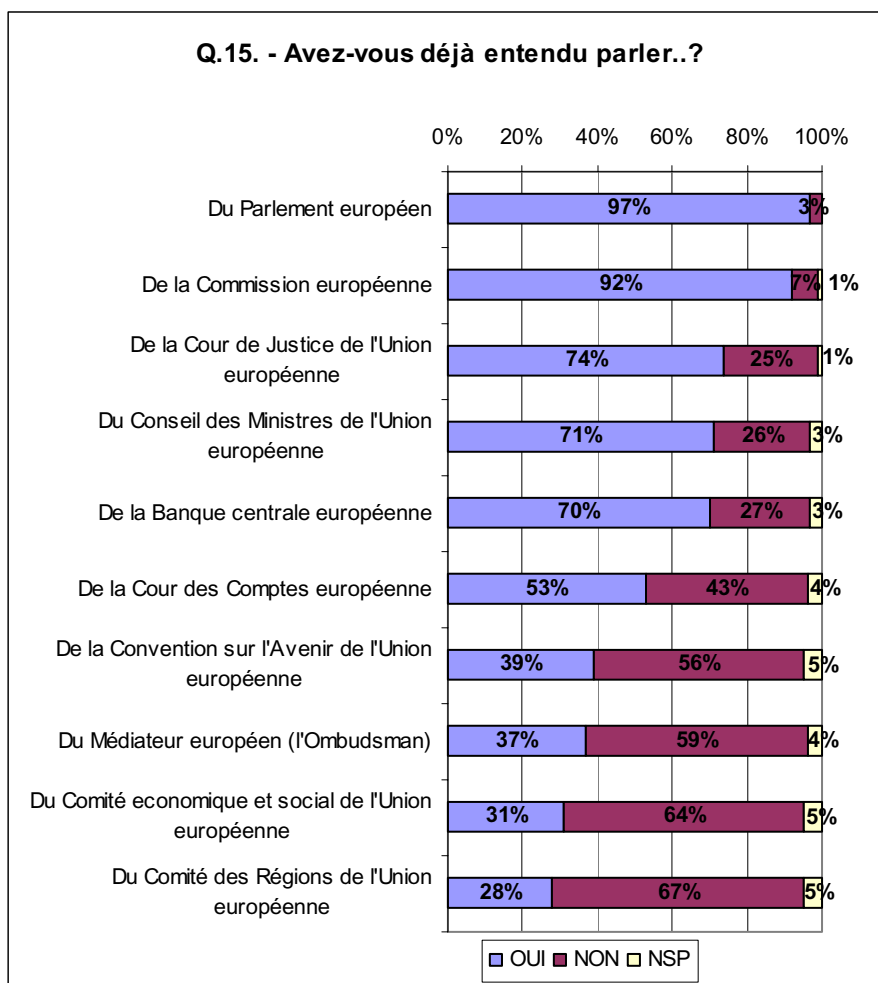
Une série de questions assez longue a été adressée aux personnes en vue de connaître leur opinion sur les institutions de l'Union et sur leur fonctionnement. Les premières questions portaient sur le degré de connaissance, d'importance et de confiance accordées aux différentes institutions. Venaient ensuite des questions plus précises sur la Convention de l'avenir de l'Union, sur la Commission

européenne, sur le Parlement européen, sur la Présidence du Conseil européen et sur le mode de prise de décision dans l'Union.

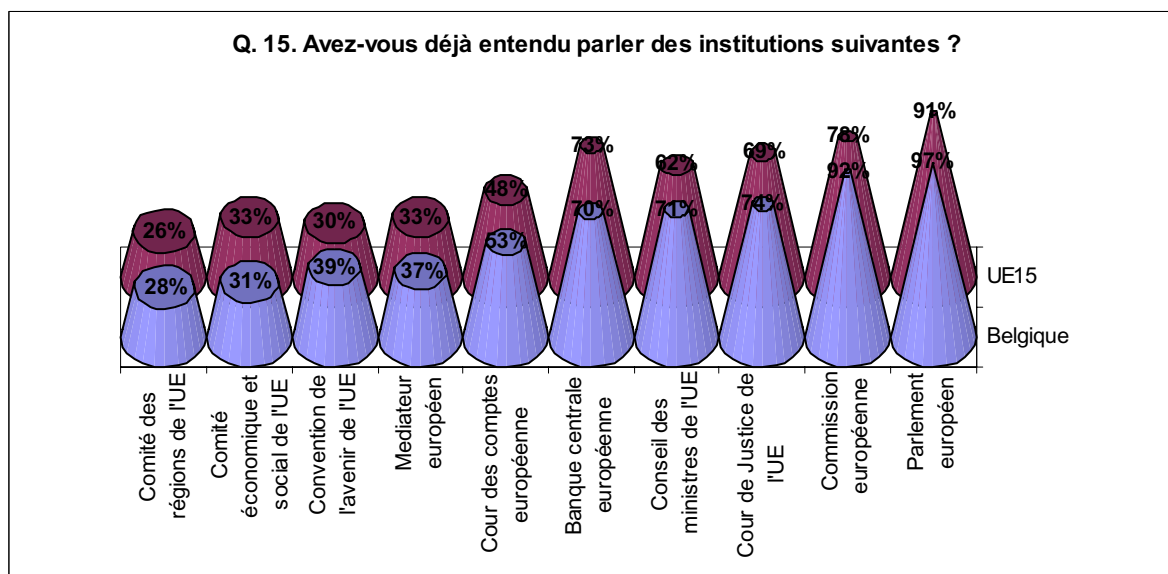
6.1. Connaissance, importance et confiance

Connaissance

- Le Parlement européen et la Commission européenne sont les deux institutions que les Belges connaissent le mieux. Plus de 9 personnes sur dix déclarent en avoir déjà entendu parler. Leur réputation ne cesse d'ailleurs d'augmenter au fil des années. En novembre 2002, 80% des personnes interrogées déclaraient connaître la Commission contre 92% aujourd'hui, ce qui représente une avancée de 12%. Le Parlement, quant à lui, réalise une avancée de 5% (de 92% en novembre 2002 à 97% aujourd'hui).
- Ce sont ensuite la Cour de Justice de l'Union européenne, le Conseil des Ministres de l'Union européenne et la Banque centrale européenne qui constituent les institutions européennes les plus connues. Entre 70% et 74% des Belges en ont entendu parler.
- La Convention réalise un bon important. Si cet organisme reste encore trop peu connu, il réalise néanmoins une avancée de 11 % en passant de 28% en novembre 2002 à 39% aujourd'hui.
- Enfin, les trois institutions les moins connues sont le Médiateur européen, le Comité économique et social et le Comité des régions. Ce manque de sensibilisation est d'ailleurs récurrent puisqu'elles arrivent toujours en dernière position dans les trois derniers rapports Eurobaromètre.



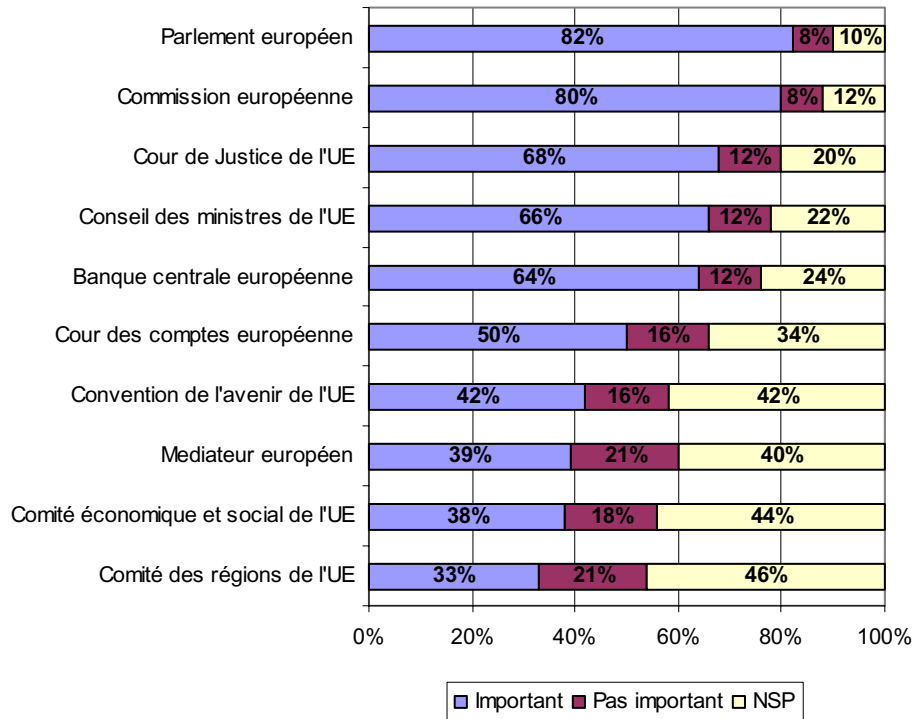
Lorsque nous comparons les résultats obtenus en Belgique à ceux des autres Etats membres, nous pouvons observer que les Belges ont une meilleure connaissance des institutions que la plupart des Européens interrogés, excepté en ce qui concerne la Banque centrale européenne et la Convention sur l'avenir de l'Union européenne.



Importance

- Une remarque préliminaire doit être faite concernant l'importance reconnue aux différentes institutions au sein de l'Union : le nombre de personnes qui ne se sont pas prononcées est très élevé, surtout en ce qui concerne les institutions les moins connues comme le Comité des régions ou le Comité économique et social. En réalité, les Belges évitent de donner une réponse sur une institution lorsqu'ils ne connaissent pas celle-ci. Nous pouvons donc considérer que la fiabilité des résultats obtenus est bonne.
- Selon les Belges, les deux institutions qui jouent le rôle le plus important dans la vie de l'Union sont les deux institutions qu'ils connaissent le mieux, à savoir le Parlement européen (82%) et la Commission européenne (80%)
- Les institutions auxquelles les Belges accordent ensuite le plus d'importance sont la Cour de justice de l'UE (68%), le Conseil des ministres de l'UE (66%), la Banque centrale européenne (64%) et la Cour des comptes (50%).
- Enfin, les quatre institutions qui ont le moins d'importance sont la Convention sur l'avenir de l'Union européenne, le Médiateur européen, le Comité économique et social et le Comité des régions.
- Nous pouvons constater que l'ordre de classement par importance est exactement le même que l'ordre de classement par connaissance. Cet ordre est pratiquement similaire à celui rencontré lors du rapport précédent.

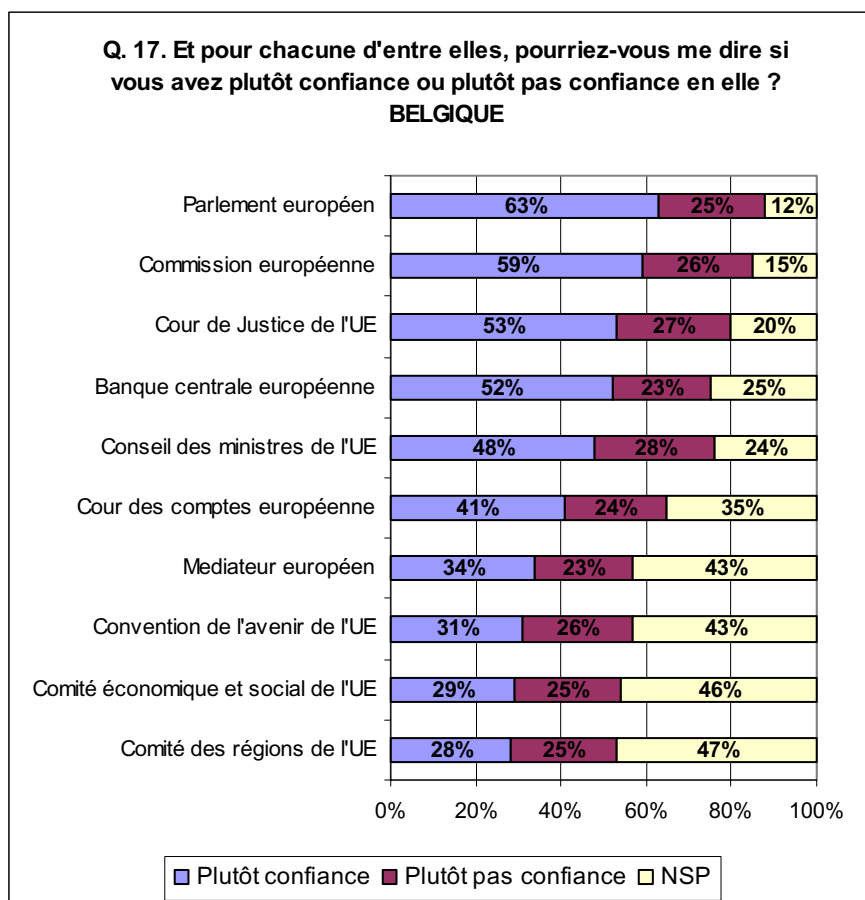
Q. 16. Et pour chacune des institutions européennes suivantes, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?
BELGIQUE



Confiance

- Trois remarques préliminaires peuvent être faites concernant la question de la confiance accordée aux institutions. La première est que les pourcentages de votes positifs sont nettement moins nombreux que pour la question de la connaissance ou de l'importance. La seconde remarque est que le nombre de personnes qui ne se sont pas prononcées est très élevé, comme nous l'avons déjà constaté pour la question sur l'importance. La troisième est sans doute la plus étonnante. Nous rencontrons toujours un pourcentage d'environ 25% de gens qui n'ont pas confiance dans les institutions, quelle que soit l'institution proposée. Cette constatation était déjà apparue dans l'Eurobaromètre précédent. La moyenne des votes négatifs n'y était toutefois que de 18%. Il y a donc une légère perte de confiance de la part des citoyens belges.
- L'institution qui inspire le plus de confiance est le Parlement européen. (63% de votes positifs).
- Le Parlement est suivi de près par la Commission européenne qui remporte 59% de votes en sa faveur.
- Nous trouvons ensuite la Cour de justice, la Banque centrale européenne et le Conseil des Ministres de l'UE qui inspirent la confiance d'environ un Belge sur deux.

- Trois institutions remportent moins de 40% de votes de confiance : la Convention, le Comité économique et social et le Comité des régions.

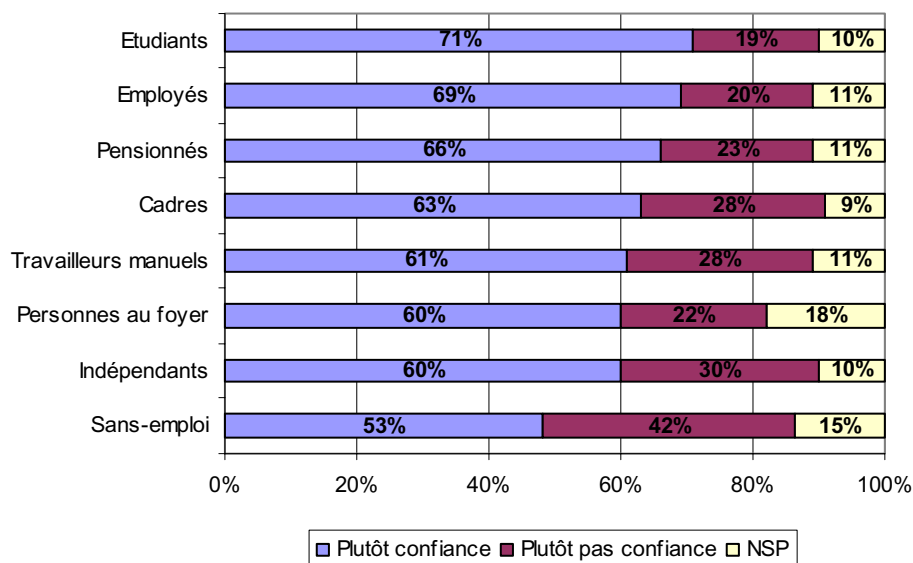


La ventilation de ces résultats en fonction de la profession apporte de nouvelles observations intéressantes. Nous nous sommes penchés plus particulièrement sur les votes émis à propos du Parlement européen, de la Commission, du Médiateur et de la Convention afin de ne pas surcharger ce point.

- Concernant le Parlement et la Commission, nous remarquons tout d'abord que ce sont les étudiants et les employés qui leur accordent le plus volontiers leur confiance. Ils sont suivis par les cadres et/ou les pensionnés.
- L'ordre est ensuite différent lorsque l'on parle du Parlement ou de la Commission. Pour le Parlement, on trouve d'abord les travailleurs manuels (61% de votes de confiance) et les personnes au foyer (60% de votes de confiance) avant de rencontrer les indépendants (60% de votes de confiance et 30% de votes de défiance). Pour la Commission, les indépendants arrivent devant les travailleurs manuels et les personnes au foyer.
- Quelle que soit l'institution, ce sont les sans-emploi qui se disent les moins confiants.

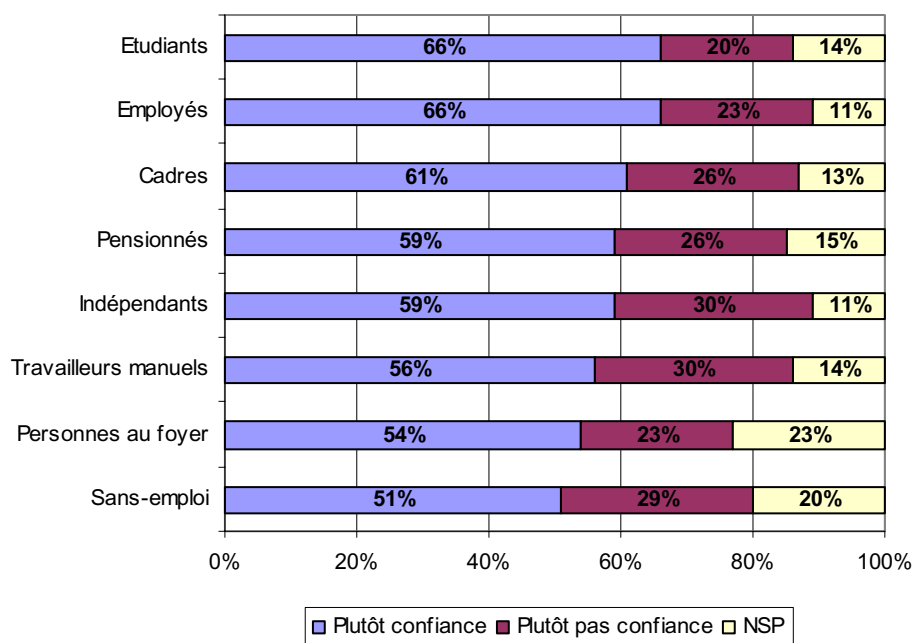
Q. 17. Pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en le Parlement européen ?

PROFESSIONS



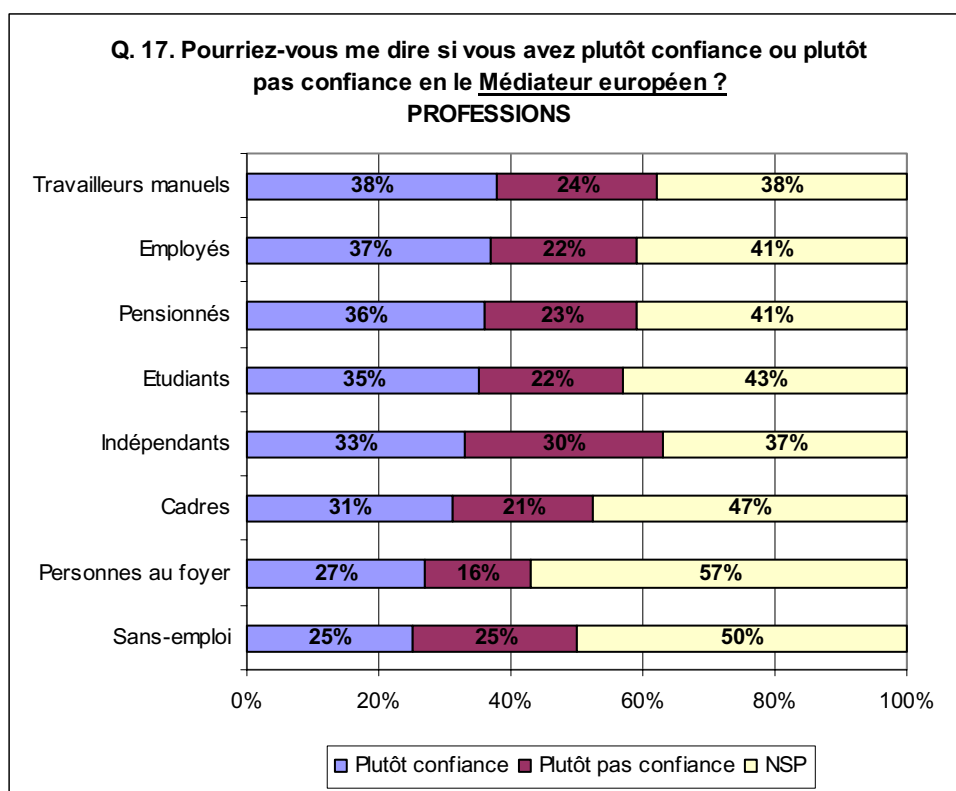
Q. 17. Pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en la Commission européenne ?

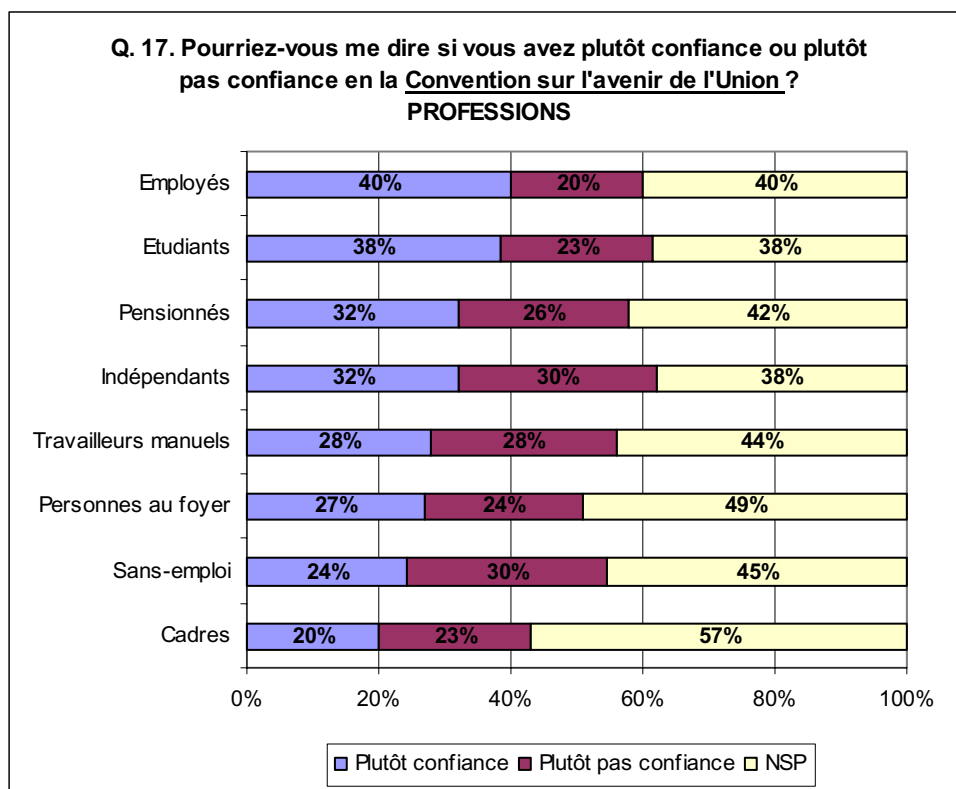
PROFESSIONS



Penchons-nous ensuite sur le Médiateur et la Convention.

- Tout d'abord, nous pouvons observer que les travailleurs manuels expriment la plus grande confiance en le Médiateur. C'est important, vu la place assez modeste qu'ils occupent dans les autres graphes.
- Autre élément remarquable : les cadres sont les moins confiants en la Convention sur l'avenir de l'Union. Seuls 20% émettent un vote positif alors que 57% ne se prononcent pas sur cette question. Notons qu'ils émettent également peu de votes positifs à propos du Médiateurs.
- Les personnes au foyer et les sans-emploi sont les deux catégories qui, en moyenne, accordent le plus difficilement leur confiance. A contrario, les employés, les étudiants et les pensionnés émettent en moyenne les votes les plus positifs.

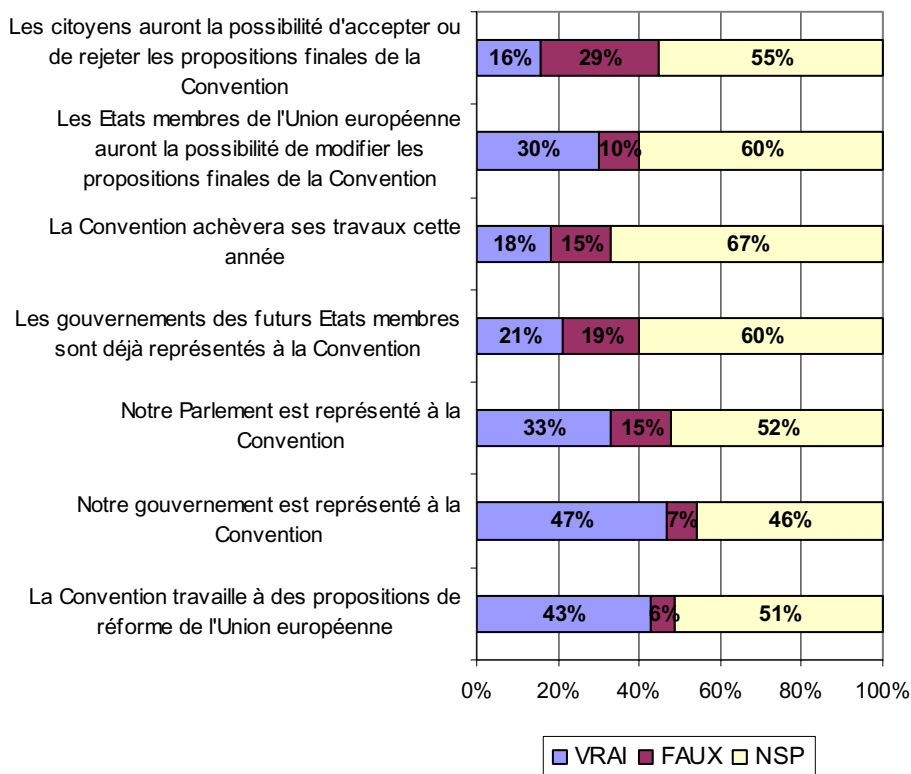




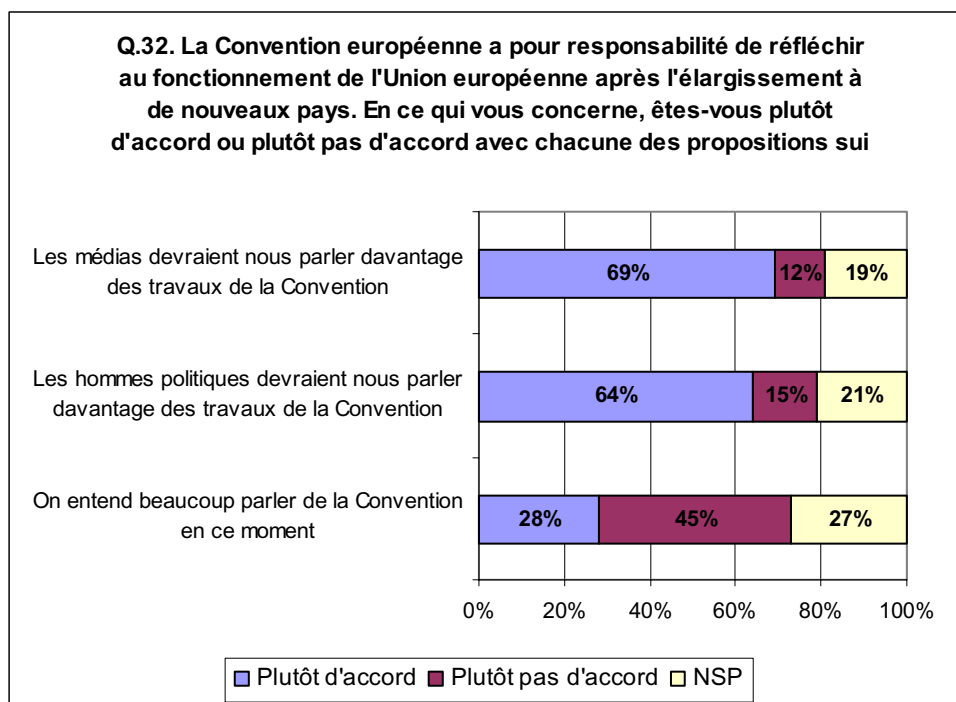
6.2. La Convention

Une série de questions sur la Convention a montré que, si elle est mieux connue qu'auparavant, il existe encore une méconnaissance importante à son sujet. On constate, par exemple, qu'un Belge sur deux ne sait pas si le Gouvernement et le Parlement de son pays y sont représentés. Il est vraisemblable également que les gens ne savent pas que la Convention est attachée à la rédaction d'une Constitution européenne. En effet, comme nous le verrons plus bas, 7 Belges sur 10 sont favorables à une telle Constitution. Ils devraient donc logiquement accorder une importance plus grande à la Convention.

Q.31. Pour chacune des affirmations suivantes sur la Convention européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?



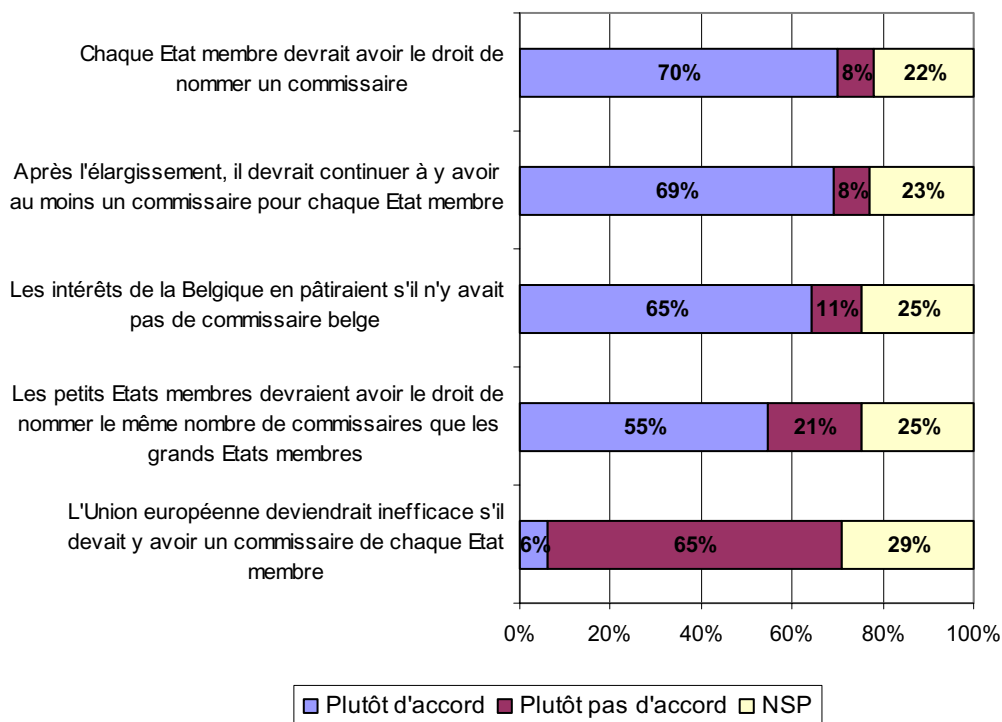
Cette méconnaissance de la Convention est confirmée par les réponses de la question suivante. Les personnes sondées trouvent qu'on entend peu de choses à son sujet en ce moment. 64% estiment que les hommes politiques devraient davantage en parler et 69% considèrent que les médias devraient également faire un effort en la matière.



6.3. La Commission

Concernant le fonctionnement de la Commission européenne, la question du nombre de commissaires après l'élargissement se pose aujourd'hui. Pour environ sept Belges sur dix, le principe d'un commissaire par Etat membre semble important. 70% des personnes interrogées estiment que chaque Etat membre devrait avoir le droit de nommer un commissaire et qu'après l'élargissement, il faudrait au moins un commissaire par pays. 65% pensent que c'est nécessaire pour conserver les intérêts belges. La position des Belges est donc assez claire en la matière. Cela est confirmé par le fait que très peu de personnes (10%) pensent que l'Union serait moins efficace avec un commissaire par pays. Les résultats sont moins catégoriques si l'on prend en compte la taille du pays. En effet, si 55% considèrent que les petits pays devraient avoir le droit de nommer le même nombre de Commissaires que les grands, il y a quand même 21% des personnes interrogées qui ne sont pas de cet avis.

Q.33. La Commission européenne est composée de 20 commissaires indépendants, incluant au moins un commissaire de chaque Etat membre. Avec l'élargissement de l'UE, le nombre de commissaires pourrait être amené à augmenter. Pensez-vous que... ?



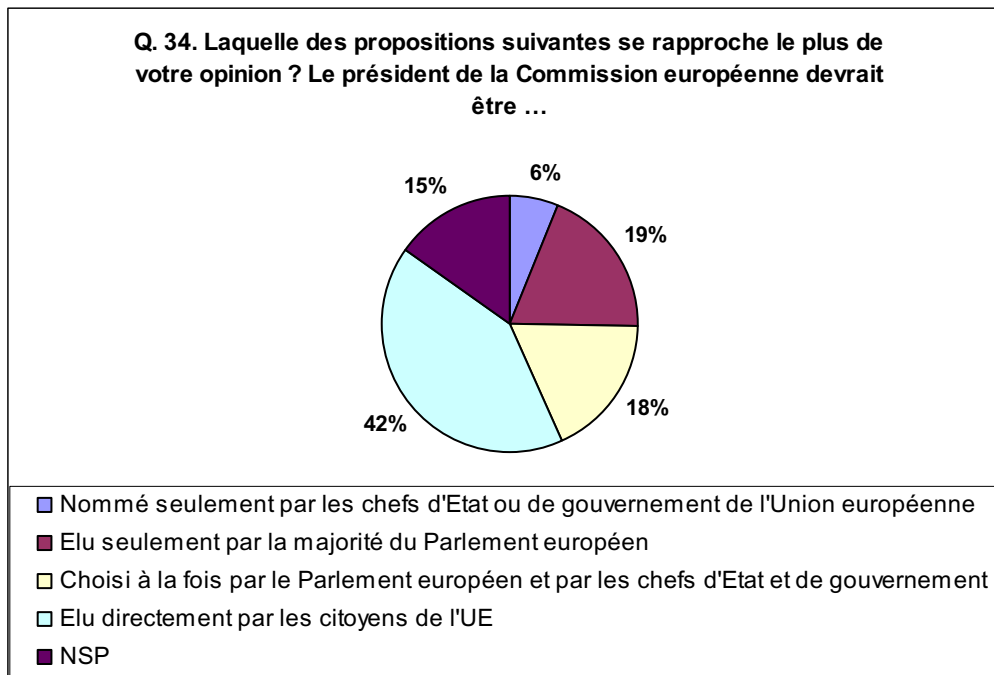
En ce qui concerne la désignation du Président de la Commission,

- 42% des personnes interrogées sont d'avis qu'il devrait être élu par les citoyens.
- 19% pensent qu'il devrait être élu par une majorité au Parlement européen.
- 18% estiment qu'il devrait être choisi conjointement par le Parlement et par les chefs d'Etat et de gouvernement.

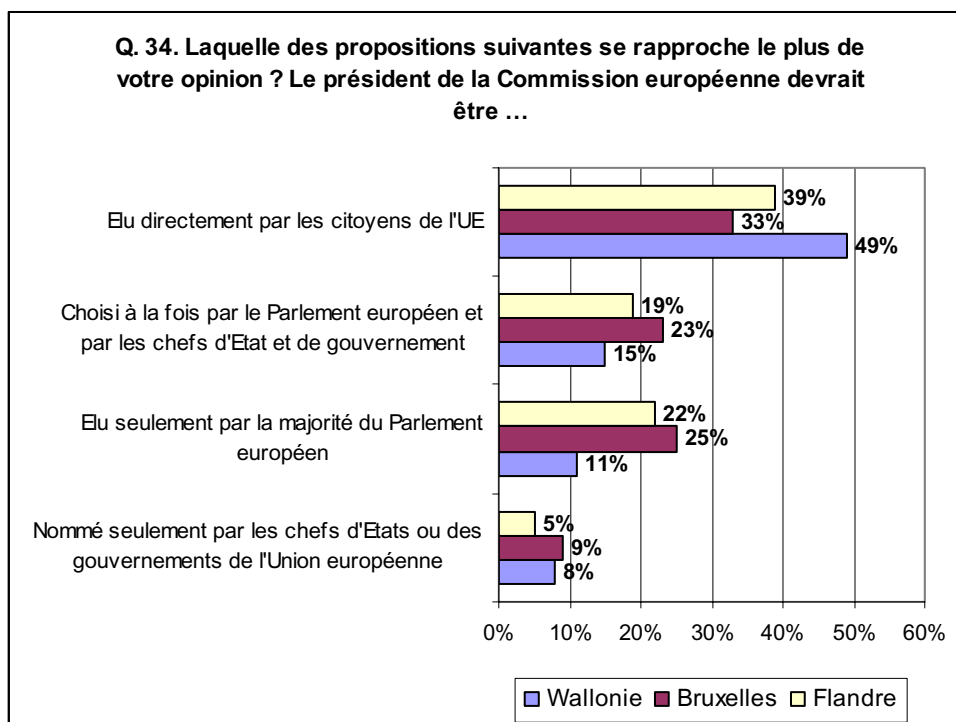
En prenant en compte les variables professionnelles, nous arrivons à des résultats assez dissemblables.

- Avec 15%, les cadres sont les plus favorables à une nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement. A contrario, avec 4%, les sans-emploi y sont les plus farouchement opposés.
- Les indépendants (30%) soutiendront plus volontiers une élection par le Parlement européen alors que les sans-emploi seront à nouveau les plus nombreux à s'y opposer (seulement 6% pour).
- Les sans-emploi (28%) et les indépendants (26%) seront les plus grands partisans d'une désignation commune par les chefs d'Etat et de gouvernement et par le Parlement européen. Ceux qui n'apprécient pas cette piste sont les personnes au foyer (14%), les travailleurs manuels (15%) et les pensionnés (15%).
- L'option qui remporte le plus de suffrages est celle de l'élection directe par les citoyens de l'Union. 48% des employés et des personnes au foyer soutiennent cette option, ainsi que 45%

des sans-emploi, 42% des travailleurs manuels, 40% des pensionnés et 39% des étudiants. Les moins favorables sont les cadres (36%) et les indépendants (26%).



Des variations remarquables apparaissent lorsque nous ventilons les réponses par régions. S'il existe peu d'hésitation sur le rejet de la nomination exclusive par les chefs d'Etat et de gouvernement, il n'en va pas de même pour les autres options suggérées. Les écarts entre la Wallonie et Bruxelles sont particulièrement importants, la Flandre se situant à mi-chemin entre ces deux entités. L'écart le plus significatif se rencontre pour l'option de l'élection directe par les citoyens. 49% des Wallons, soit 16% de plus que les Bruxellois, se prononcent pour cette proposition. Par contre seulement 11% des Wallons se disent en faveur d'une élection par le Parlement alors que 25% des Bruxellois soutiennent cette piste.

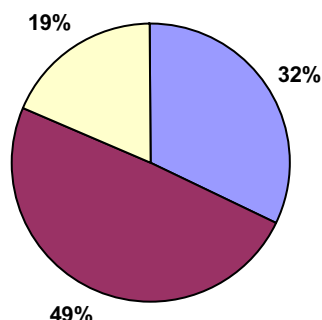


.4. La présidence du Conseil européen

Les Belges ont également été amenés à se prononcer sur la durée de la présidence du Conseil européen.

- Un Belge sur deux estime que cette période est trop courte pour obtenir des résultats significatifs.
- Trois Belges sur dix seulement estiment en revanche que ce système est bon.

Q.35. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'UE et du président de la Commission. La présidence du Conseil européen est tenue, à tour de rôle, par chaque pays pour une durée de 6 mois. Pensez-vous que ?



- ☐ Une présidence de 6 mois devrait être maintenue parce que cela donne à chaque Etat membre la possibilité le présider l'Union européenne de façon régulière
- ☐ La présidence devrait être étendue parce que 6 mois sont trop courts pour obtenir des résultats significatifs
- ☐ NSP

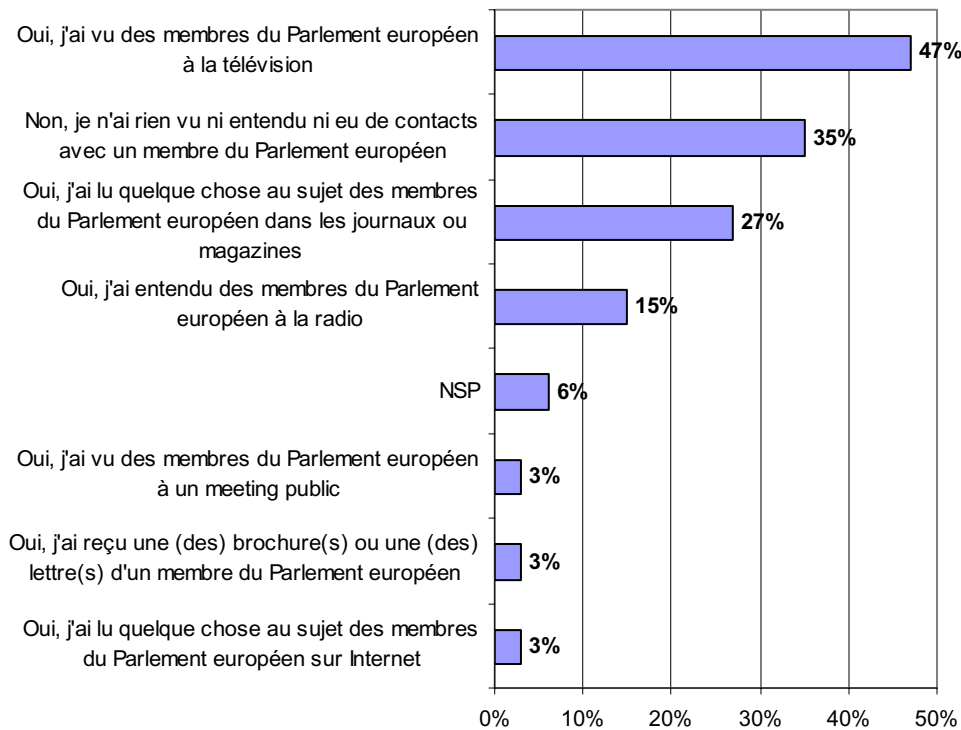
6.5. Le Parlement européen

Information

Deux questions ont été soumises aux personnes en vue de connaître la couverture du Parlement européen à travers les différentes sources d'information et la façon dont les Belges aimeraient être informés à son sujet.

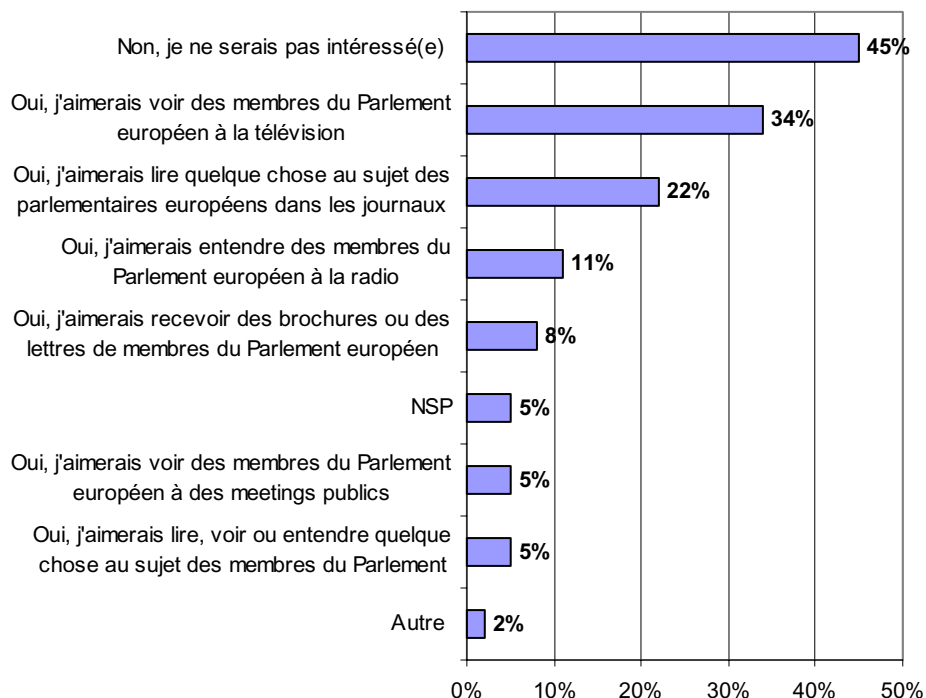
- 35% des personnes interrogées déclarent ne rien avoir vu ni entendu sur un membre du Parlement ou n'avoir eu aucun contact avec un parlementaire européen depuis les dernières élections européennes. Ce chiffre important n'est peut-être pas le reflet exact de la réalité. Il est, en effet, difficile de concevoir qu'un Belge sur trois n'ait eu aucune information sur les parlementaires ces quatre dernières années, que ce soit à la télévision, dans la presse, à la radio, etc. Il est, par contre, assez vraisemblable que l'information reçue n'a pas été fixée correctement et donc a été oubliée. Le résultat est le même mais les conséquences en terme de stratégie d'information qui en découlent peuvent être différentes.
- Hormis cette remarque, nous pouvons observer que les trois médias qui véhiculent le plus d'informations sur les parlementaires selon les personnes sondées sont la télévision, les journaux et les magazines ainsi que la radio. Nous avons déjà signalé à plusieurs reprises que les Belges privilégient toujours ces trois médias pour s'informer, quel que soit le domaine étudié. Nous verrons dans les réponses à la question suivante que cette domination est encore ici totale.

Q.40. Depuis les dernières élections au Parlement européen, avez-vous vu ou entendu quelque chose ou eu des contacts avec un membre du Parlement européen, de l'une ou l'autre des manières suivantes ?



- La première chose qui frappe lorsque nous demandons aux Belges si ça les intéresserait de recevoir de l'information sur les membres du Parlement européen, est le nombre élevé de personnes qui répondent par la négative : 45%, soit près d'un Belge sur deux. Ce chiffre est très important et contraste avec le nombre de Belges affirmant que cette institution est importante (82% cfr supra).
- Nous pouvons ensuite observer que la télévision, les journaux et les magazines et la radio sont les médias que les Belges voudraient voir être utilisés en priorité pour être informés sur le Parlement européen. Cette dominance est d'application quel que soit l'âge, la profession ou la région d'origine de la personne interrogée.

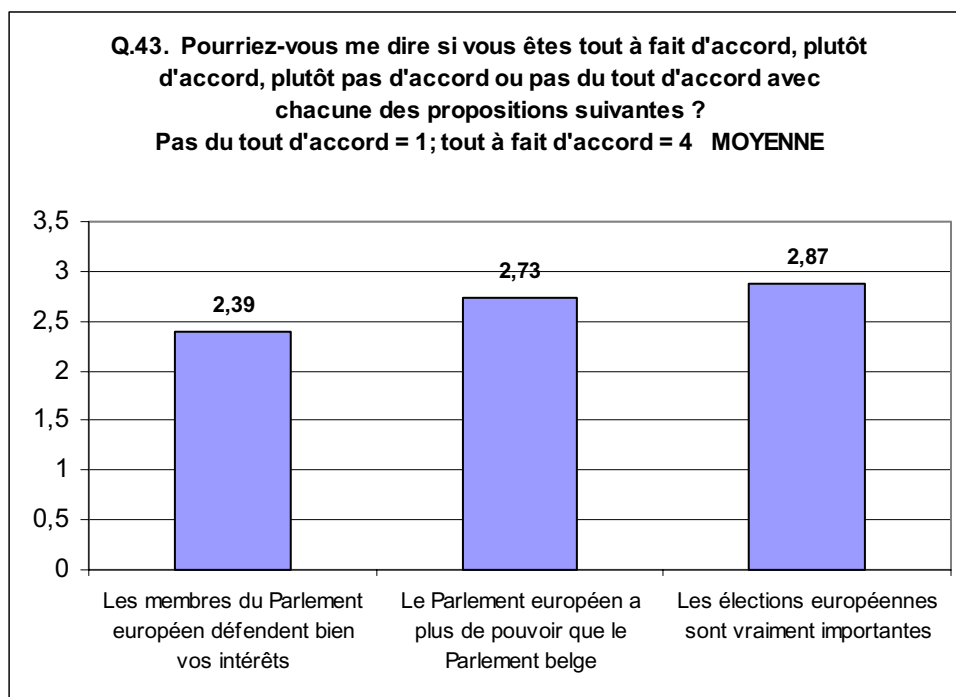
Q.41. Seriez-vous personnellement intéressé(e) ou non de voir ou entendre plus de choses à propos des membres du Parlement européen de l'une ou l'autre des manières dont nous venons de parler ?



Importance

Nous venons de voir que nous sommes confrontés à une contradiction. D'une part, 82% des Belges déclarent que le Parlement joue un rôle important dans l'Union. D'autre part, 45% des personnes interrogées affirment ne pas désirer obtenir plus d'information à son sujet. Cette contradiction est renforcée par les réponses à cette nouvelle question. Nous pouvons remarquer en effet qu'avec une moyenne de 2,87, les Belges ne sont pas vraiment d'accord pour dire que les élections européennes sont importantes. En outre, avec 2,73 de moyenne, ils ne sont pas vraiment d'accord pour dire que le Parlement européen a plus de pouvoir que le Parlement belge.

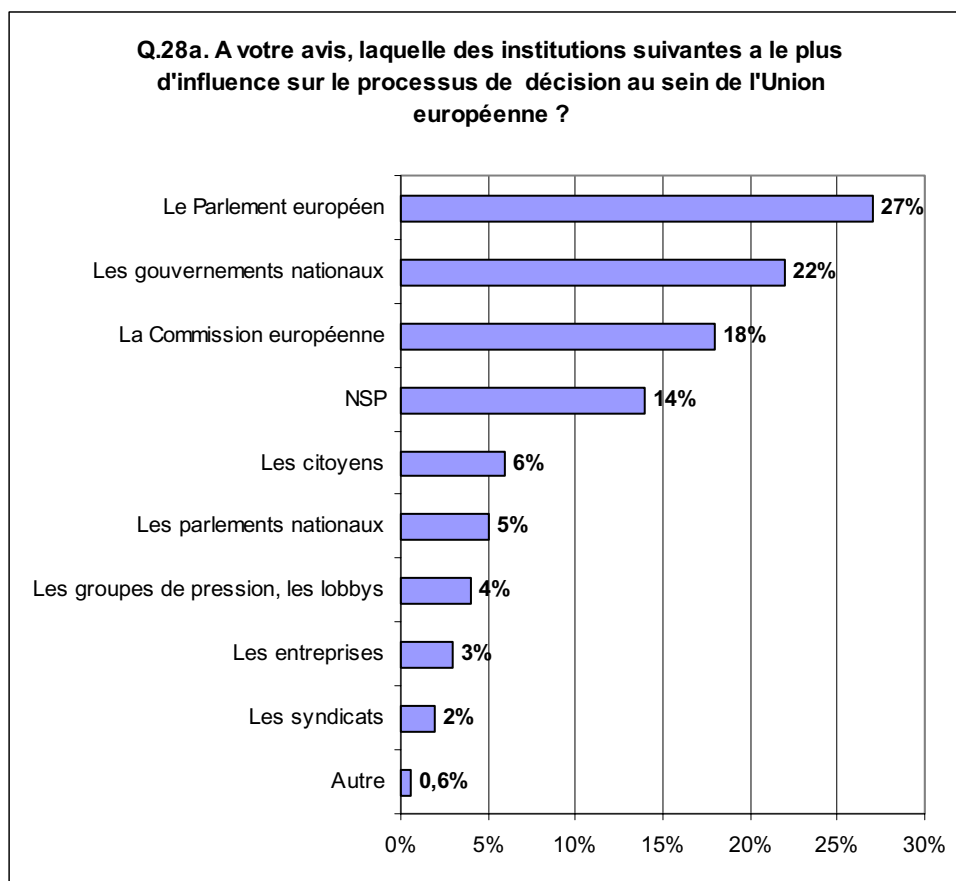
Une autre contradiction apparaît lorsque nous analysons le dernier résultat de cette question. Les Belges ne pensent pas que les membres du Parlement européen défendent bien leurs intérêts. Or, nous avons vu plus haut que 62% d'entre eux déclaraient avoir confiance en cette institution.



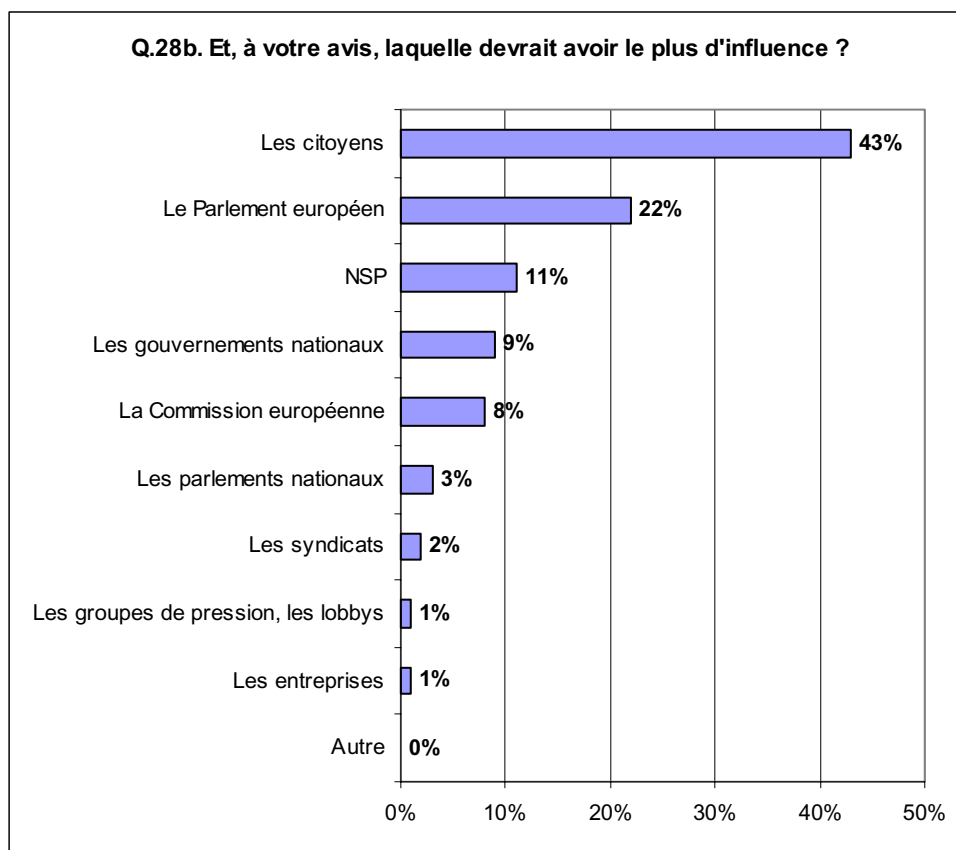
7. PRISE DE DECISION

7.1. Qui devrait décider ?

Plusieurs institutions exercent une influence sur le processus de décision au sein de l'Union européenne. Pour les Belges, c'est le Parlement européen (27%) qui exerce l'influence la plus importante. Celui-ci est suivi par les gouvernements nationaux (22%) et par la Commission européenne (18%). Toutes les autres institutions citées, à savoir les citoyens, les parlements nationaux, les lobbys, les entreprises et les syndicats jouent un rôle beaucoup plus marginal.



Selon les Belges interrogés, il y aurait un changement important à réaliser dans cette façon de prendre les décisions. Si le Parlement européen devrait continuer à exercer une influence assez similaire, les citoyens devraient, en revanche, exercer un rôle prédominant. Pour 43% des personnes sondées, ce sont ces derniers qui devraient exercer l'influence la plus importante.



7.2. Niveau de prise de décision

Lorsque nous demandons à la population belge si la prise de décision dans différents domaines doit se faire au niveau belge ou au niveau européen, la réponse de ceux-ci varie en fonction du domaine en question. Comme nous l'avons déjà constaté lors de l'Eurobaromètre 58, plus le domaine concerné est proche des individus (enseignement, santé, sécurité sociale, police, justice, etc.), plus les Belges sont nombreux à penser que les décisions doivent être prises par le gouvernement belge. Au contraire, plus le domaine semble éloigné de la vie des individus (la défense, l'aide humanitaire, l'aide aux régions en difficultés économiques, la lutte contre le terrorisme international, contre la drogue, etc.), plus les Belges sont nombreux à trouver que c'est l'Union européenne qui doit décider dans ces matières.

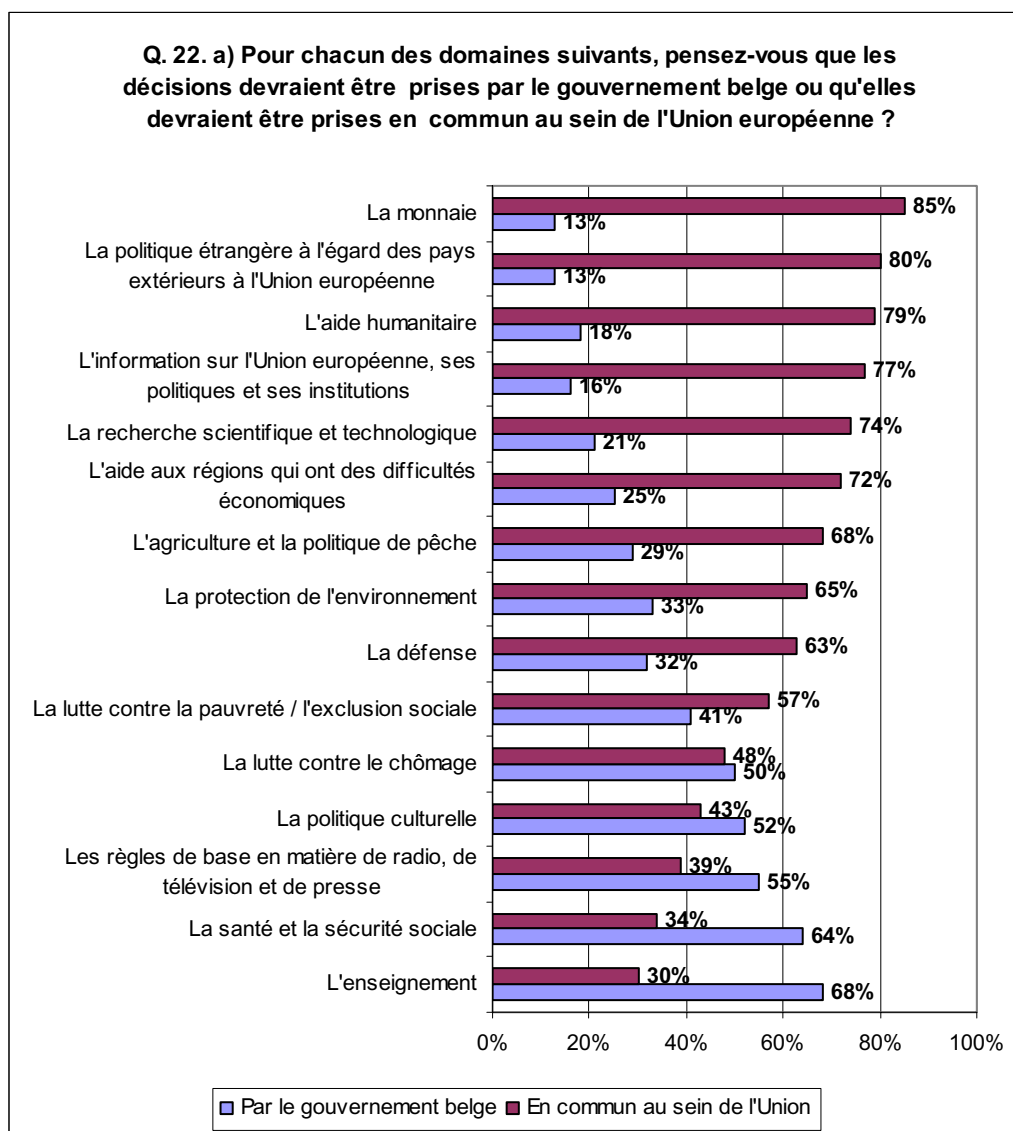
Les domaines pour lesquels les décisions devraient être prioritairement prises en commun au sein de l'Union sont :

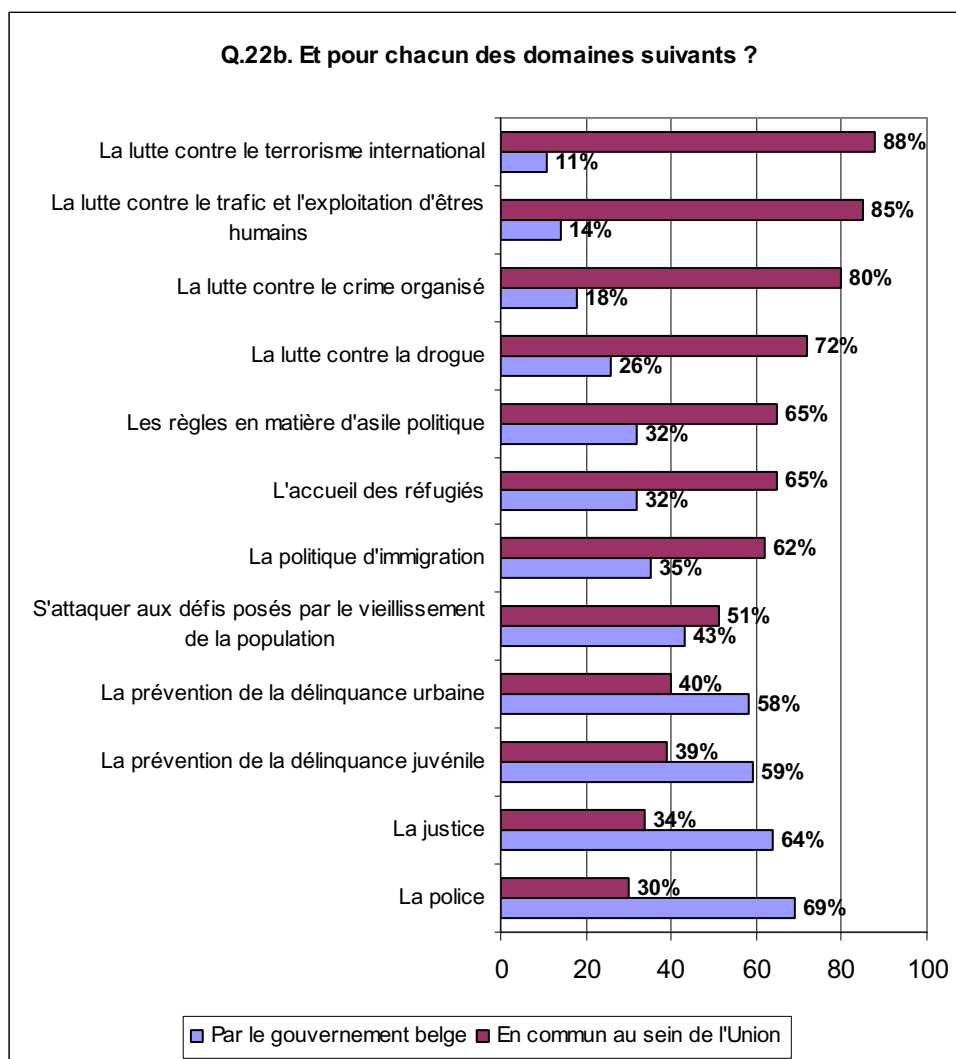
- La Lutte contre toutes les formes d'insécurité (terrorisme : 88% ; trafic et exploitation d'êtres humains : 85% ; crime organisé : 80%)
- La monnaie (85% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- La politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à l'Union européenne (80% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- L'aide humanitaire (79% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- L'information sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions (77% en faveur d'une prise de décision communautaire)

- La recherche scientifique et technologique (74% en faveur d'une prise de décision communautaire).

Au contraire, les domaines qui devraient être réservés au gouvernement belge sont :

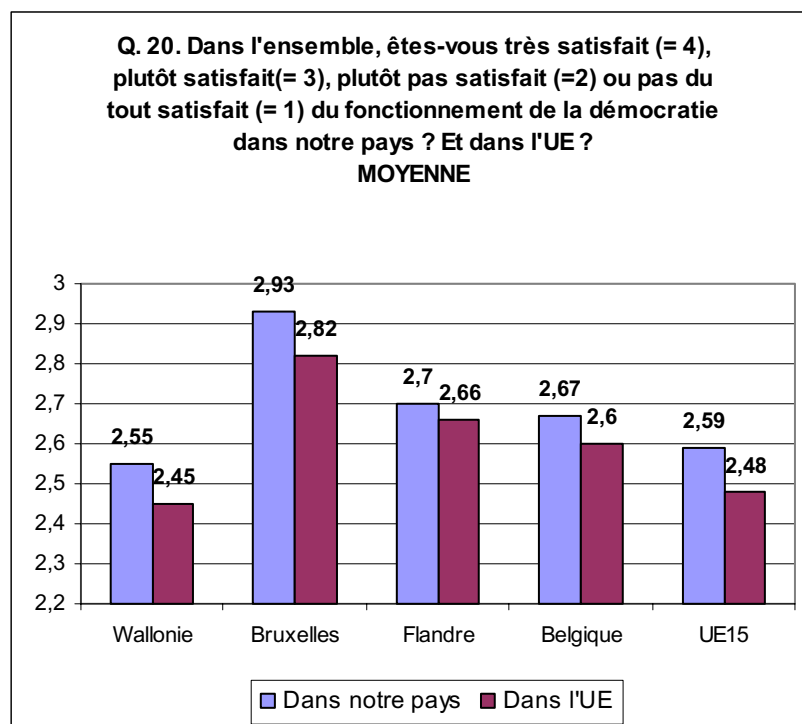
- La police (69% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)
- L'enseignement (68% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)
- La santé et la sécurité sociale (64% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)
- La justice (64% en faveur d'une prise de décision au niveau belge).



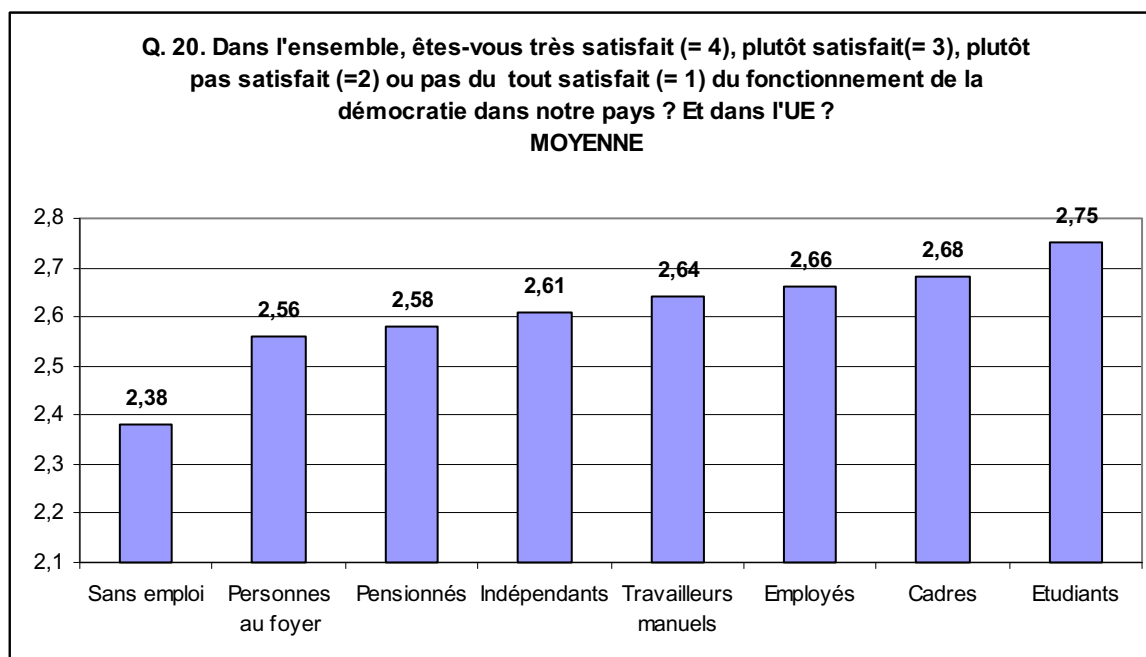


8. DEMOCRATIE

En étudiant les différences régionales, nous constatons que les Bruxellois sont les plus satisfaits du fonctionnement de la démocratie en Belgique et au sein de l'Union européenne. Ils se situent presque au niveau 3, c'est-à-dire « plutôt satisfait ». C'est une légère avancée par rapport à l'Eurobaromètre 58. Les Flamands viennent ensuite, avec une moyenne de 2,7 pour la démocratie en Belgique et de 2,66 pour la démocratie dans l'Union. Cela représente une position très légèrement positive. Enfin viennent les Wallons qui sont les moins satisfaits en la matière. Ils sont même en dessous du point médian 2,5 lorsqu'il s'agit de la démocratie dans l'Union européenne. On peut donc affirmer que les Belges verraient d'un bon œil une plus grande démocratisation de l'Union européenne même si, au total, ils sont plus satisfaits que la moyenne des citoyens européens interrogés.



Au niveau de la variable professionnelle, les plus satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne sont les étudiants (moyenne de 2,76), les cadres (moyenne de 2,68) et les employés (moyenne de 2,66). Au contraire, les moins satisfaits sont les sans-emploi (moyenne de 2,38), les personnes au foyer (moyenne de 2,56) et les pensionnés (moyenne de 2,58).



9. PRIORITE DES ACTIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Nous pouvons d'abord observer que pour chacun de points proposés, les gens s'expriment plus en faveur de la priorité que de la non priorité. Il y a cependant deux exceptions : la réforme des institutions de l'UE et l'accueil de nouveaux membres.

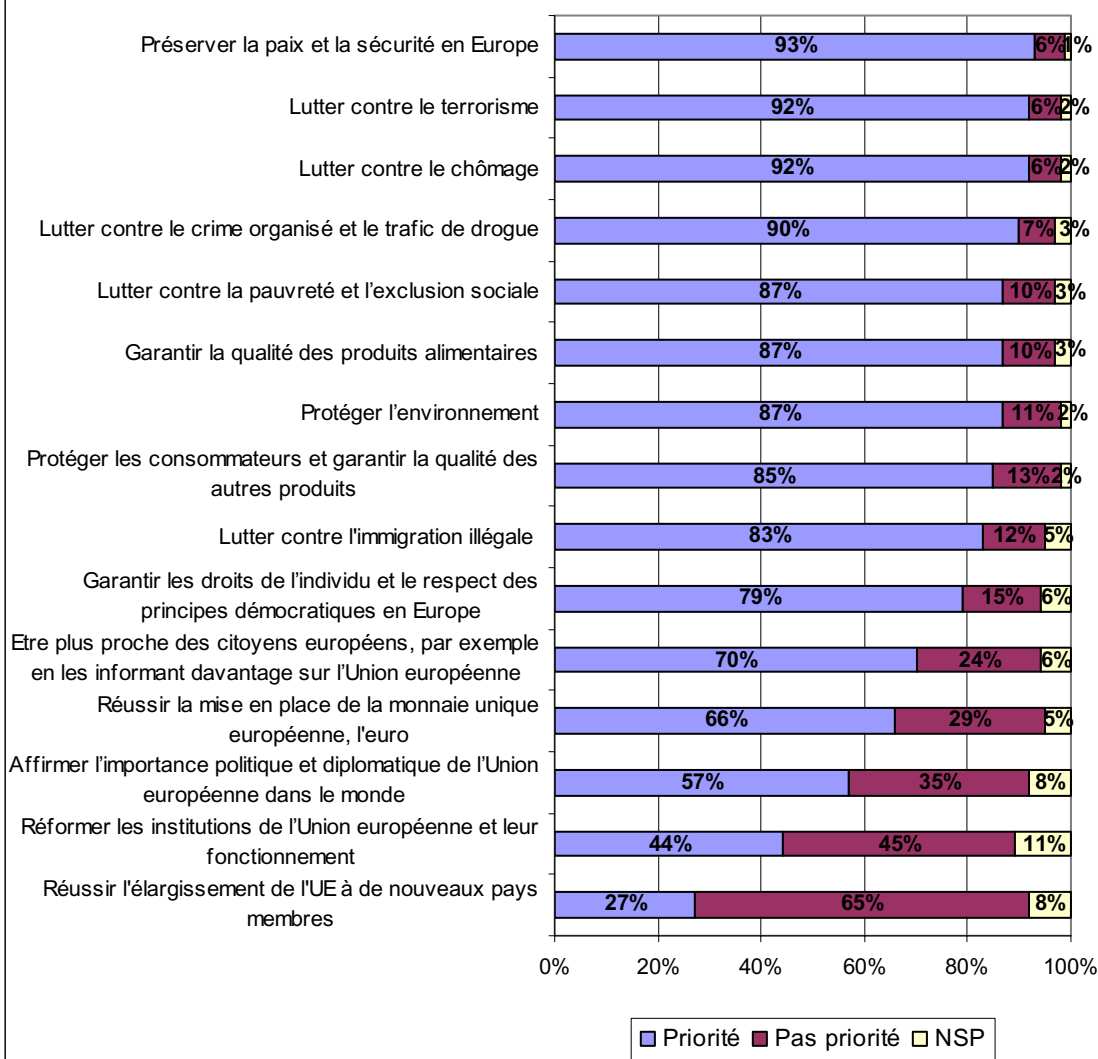
7 actions sont reconnues comme prioritaires par plus 85% des gens :

- Préserver la paix et la sécurité en Europe (93%)
- Lutter contre le terrorisme (92%)
- Lutter contre le chômage (92%)
- Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue (90%)
- Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (87%)
- Garantir la qualité des produits alimentaires (86%)
- Protéger l'environnement (85%)

Les attentes des Belges semblent donc importantes. Nous observons également que les cinq actions les plus prioritaires sont liées à des questions de sécurité et d'équilibre social. Nous retrouvons donc les préoccupations rencontrées dans la première partie, à savoir l'insécurité et le chômage. Au cours des dernières années, ces 5 actions se sont retrouvées de façon récurrente en tête des priorités dans les enquêtes Eurobaromètre. La lutte contre le chômage et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en particulier, sont citées de façon remarquablement régulière par 9 Belges sur 10.

A contrario, les 2 actions qui remportent le moins de suffrages sont le fait de réformer les institutions européennes (44%) et de réussir l'élargissement (27%). Il faut cependant tenir compte du fait que les personnes interrogées ont dû choisir dans une liste restreinte de priorités et que cela ne signifie pas forcément qu'ils sont contre ces actions. Nous avons pu en effet constater dans la dernière partie que les Belges n'étaient pas spécialement opposés à l'élargissement.

Q. 21. Je vais maintenant vous citer un certain nombre d'actions que pourrait poursuivre l'Union européenne. Pour chacune d'elles, pourriez-vous me dire si, à votre avis, elle doit être une priorité ou pas ?



Toujours en rapport avec les priorités que l'Union européenne doit poursuivre, la question suivante vise à connaître quels sont les sujets, aux yeux des citoyens belges, qui méritent d'être mis en avant lors des prochaines élections européennes de 2004.

Il n'est pas étonnant de trouver l'emploi et la sécurité en tête de liste des sujets dignes d'être les plus importants pour les prochaines campagnes électorales. En effet, comme nous avons pu le constater à la question précédente, 92% des Belges interrogés estiment que la lutte contre le chômage constitue une priorité que l'Union européenne doit mener et plus de 90% également pensent que la lutte contre le terrorisme et contre le crime organisé sont des luttes prioritaires à poursuivre absolument.

Dans cette nouvelle question, 68% des Belges déclarent que l'emploi être le premier sujet sur lequel les prochaines campagnes électorales européennes doivent mettre l'accent. Ensuite, 62% estiment que la sécurité doit être le sujet principal des futures campagnes européennes.

Outre ces deux sujets, l'immigration, l'environnement, les droits en tant que citoyen européen, l'éducation et la politique de défense commune sont considérés par plus de 20% des Belges comme étant des sujets qui doivent être mis en avant.

A contrario, les sujets qui retiennent le moins l'attention des citoyens belges sont les actions du Parlement européen, la réforme des institutions européennes ainsi que l'élargissement de l'Union européenne.

Pour terminer, penchons-nous sur un sujet comme les enjeux spécifiques à la Belgique.

Seulement 16% des Belges pensent que ces enjeux doivent être le sujet des campagnes européennes. Rien d'étonnant à cela. En effet, nous avons déjà pu constater que tous les domaines proches et spécifiques à la Belgique devraient être, selon les Belges, pris en charge par le gouvernement belge et non par l'Union européenne.



10. PESCE ET POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE

ET DE DEFENSE

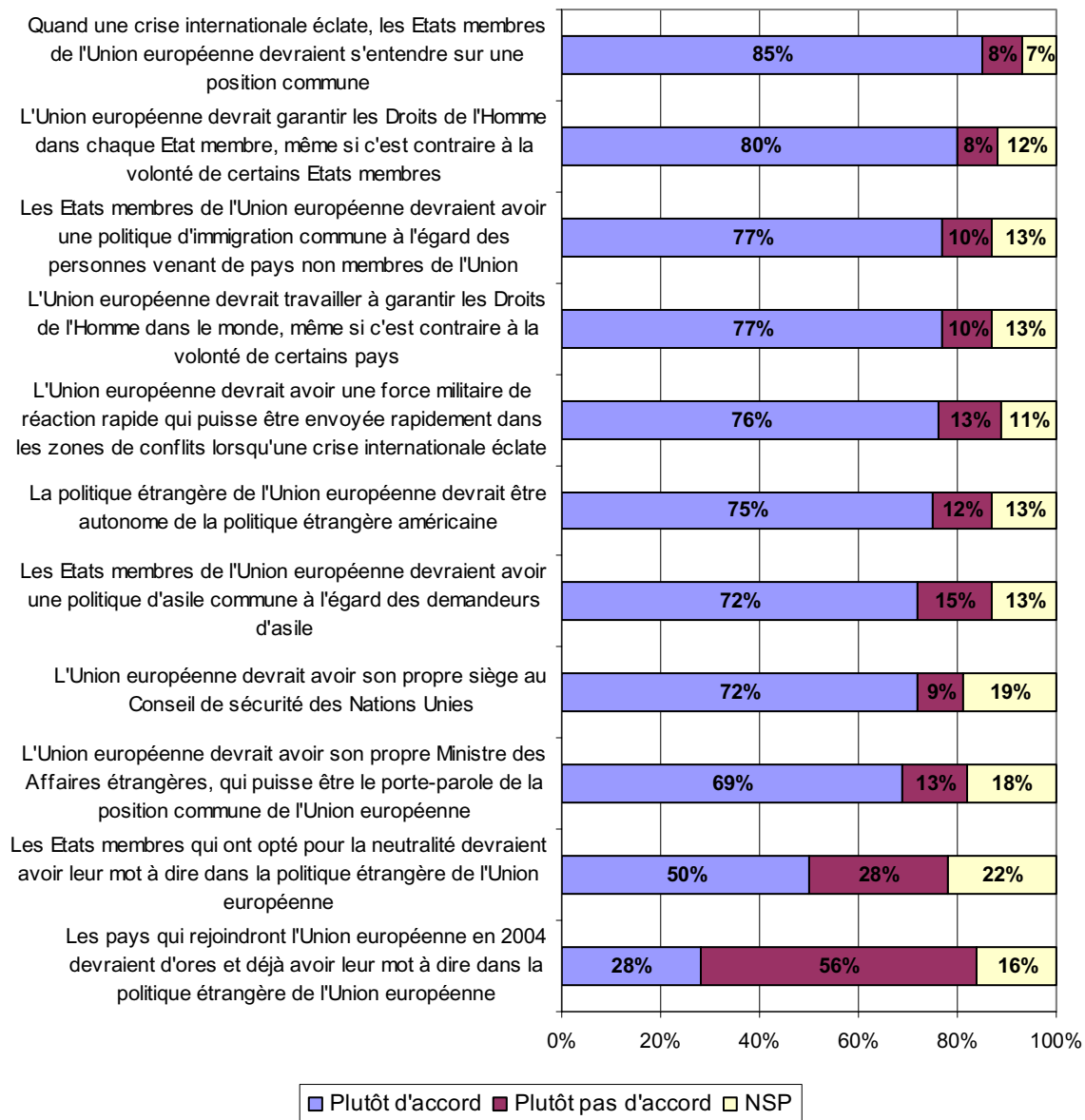
Visiblement, les Belges sont pour une plus grande intégration dans ces matières.

- 85% pensent que quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'Union européenne devraient s'entendre sur une position commune.
- 80% estiment que l'Union européenne devrait garantir les Droits de l'Homme dans chaque Etat membre, même si c'est contraire à la volonté de certains Etats membres.
- 77% considèrent que les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'Union européenne.

A contrario,

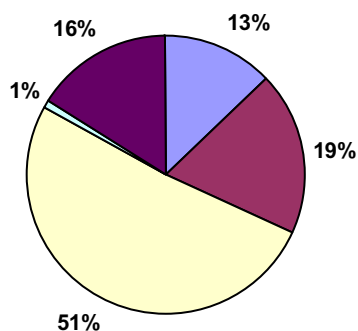
- 50% seulement des personnes interrogées pensent que les Etats membres qui ont opté pour la neutralité devraient avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne.
- 28% estiment que les pays qui rejoindront l'Union européenne en 2004 devraient d'ores et déjà avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne.

Q.24. Il existe déjà une Politique étrangère et de sécurité commune et une Politique européenne de sécurité et de défense dans l'Union européenne. Dans ce domaine, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?



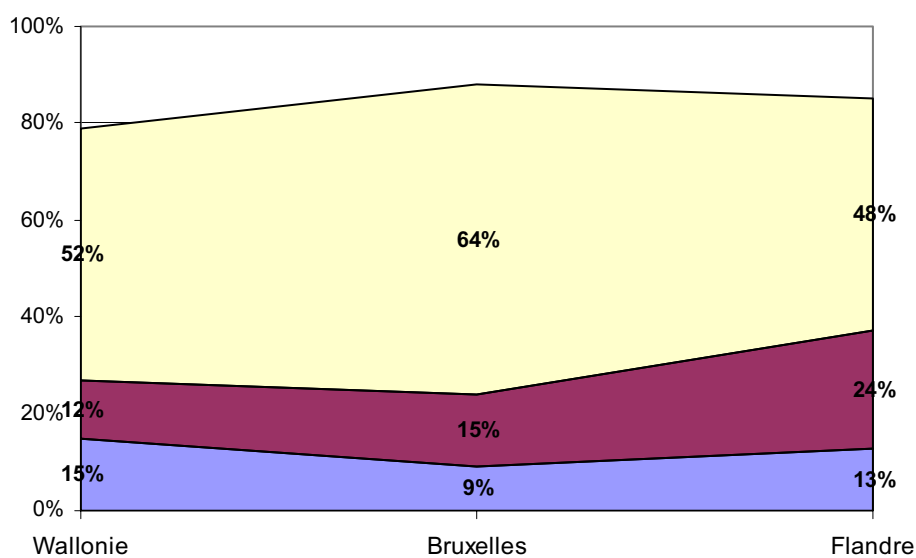
Les Belges sont aussi demandeurs d'une plus grande autonomie dans le domaine de la politique européenne de défense. Comme nous pouvons le constater ci-dessous, 51% des personnes sondées pensent que les décisions en la matière devraient être prises par l'UE contre 19% par l'OTAN et 13% par les gouvernements nationaux.

Q. 25. Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ?



■ Les gouvernements nationaux ■ L'OTAN ■ L'Union européenne ■ Autres ■ NSP

Q. 25. Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ?



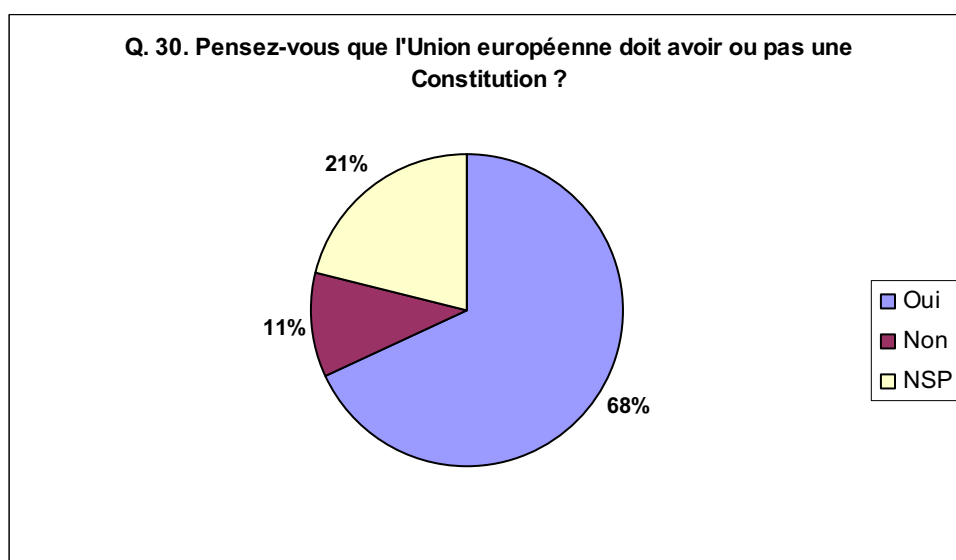
■ Les gouvernements nationaux ■ L'OTAN ■ L'Union européenne

11. POSITION CONCERNANT QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES

11.1. Une Constitution

Les Belges ont été invités à se prononcer de façon assez tranchée sur la question d'une Constitution européenne. Il s'agissait simplement de répondre si oui ou non il serait nécessaire que l'Union se dote d'une telle Constitution.

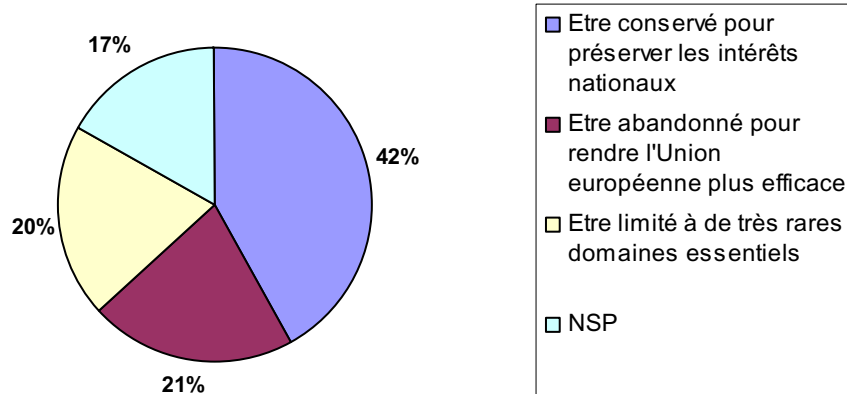
Comme nous pouvons le relever, les Belges sont clairement favorables à l'existence d'une Constitution. Seul un Belge sur dix n'en voit pas la nécessité.



11.2. Le droit de veto

42% des personnes interrogées désirent que le droit de veto soit conservé afin de préserver les intérêts nationaux. 21% désirent qu'il soit abandonné pour rendre l'Union plus efficace. 20% désirent qu'il soit limité à de très rares domaines essentiels.

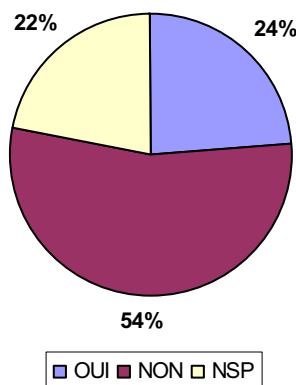
Q. 36. Dans l'Union européenne, pour les décisions les plus importantes ou les plus sensibles, chaque Etat membre dispose d'un droit de veto. Ce droit de veto devrait...



11.3. Fiscalité

Globalement, un Belge sur quatre seulement serait prêt à verser directement une contribution à l'Union européenne alors que plus d'un Belge sur deux y serait opposé.

Q.37. - Actuellement chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. Préférez-vous verser cette contribution directement à l'Union européenne ?



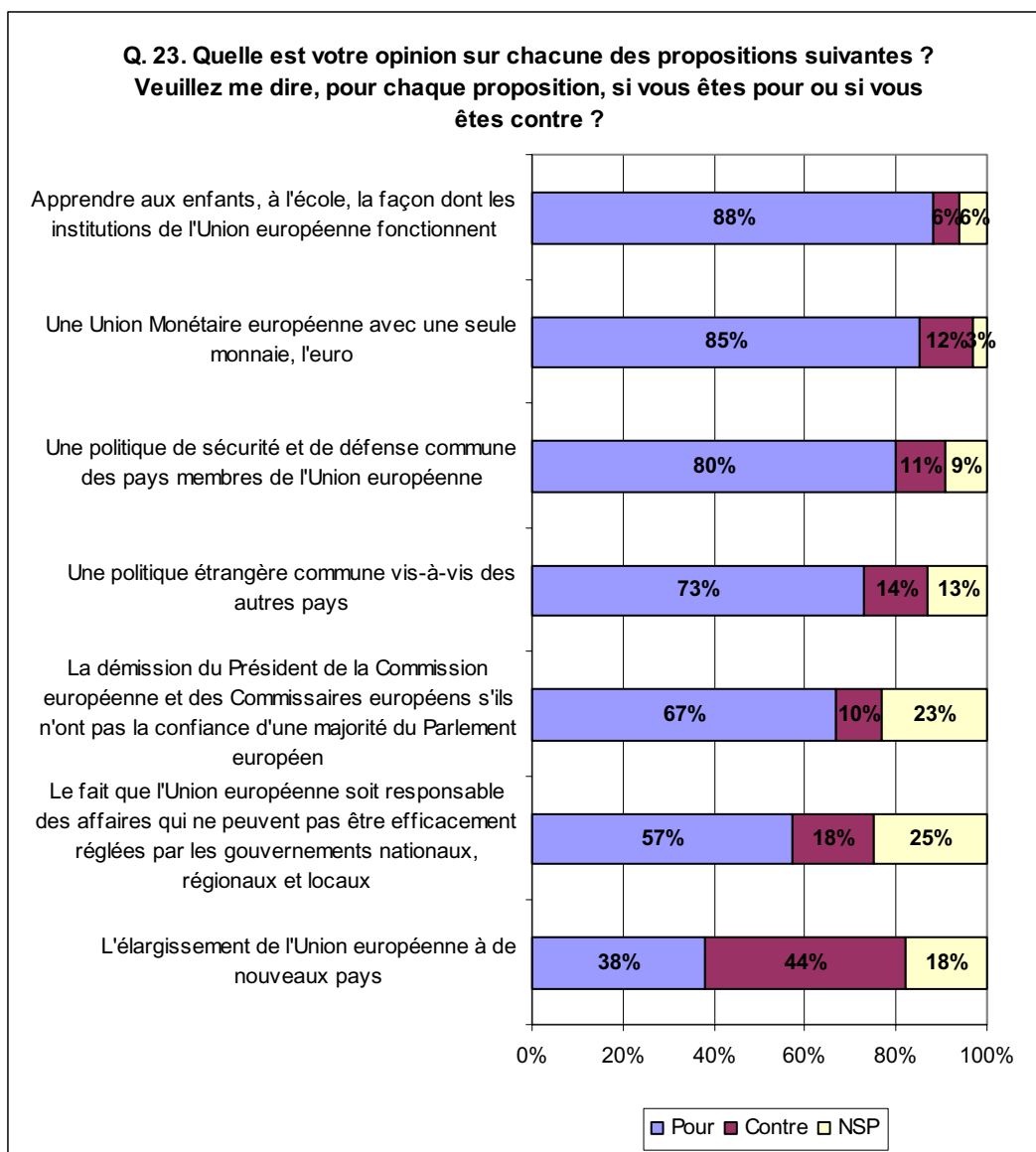
11.4. Questions diverses

On a ensuite soumis aux personnes interrogées une liste de 7 points divers concernant l'Union européenne en leur demandant de se prononcer simplement « pour » ou « contre ».

- En premier lieu, les gens se disent très favorables (88%) à ce qu'on apprenne aux enfants le fonctionnement de l'UE. Nous avons vu dans les rapports Eurobaromètre précédents (56.3,

57 et 58) que les personnes interrogées regrettaient souvent de ne pas mieux connaître l'Union européenne et plaçaient cette option en première place.

- En second lieu, 85% des gens se disent en faveur d'une Union monétaire avec une seule monnaie. C'est aussi une option qui rencontre de façon récurrente la faveur des Belges.
- Le trio de tête est complété par la politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union, en faveur de laquelle se prononcent 80% des personnes interrogées.
- 73% des Belges sont en faveur d'une politique étrangère commune vis-à-vis des autres pays et deux Belges sur trois sont pour que le Président de la Commission européenne et les commissaires européens démissionnent s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité de membres du Parlement européen.
- 57% des personnes interrogées sont en faveur du principe de subsidiarité.
- L'élargissement est cité en dernier avec 38%. Ce chiffre est remarquablement bas comparé aux 53% du rapport Eurobaromètre 58 ou aux 50% lors de l'Eurobaromètre 57. Cela ne signifie pas pourtant que les personnes interrogées sont opposées à ce processus, comme nous pourrions le constater dans la partie sur l'élargissement. En réalité, rien n'explique ce faible pourcentage.

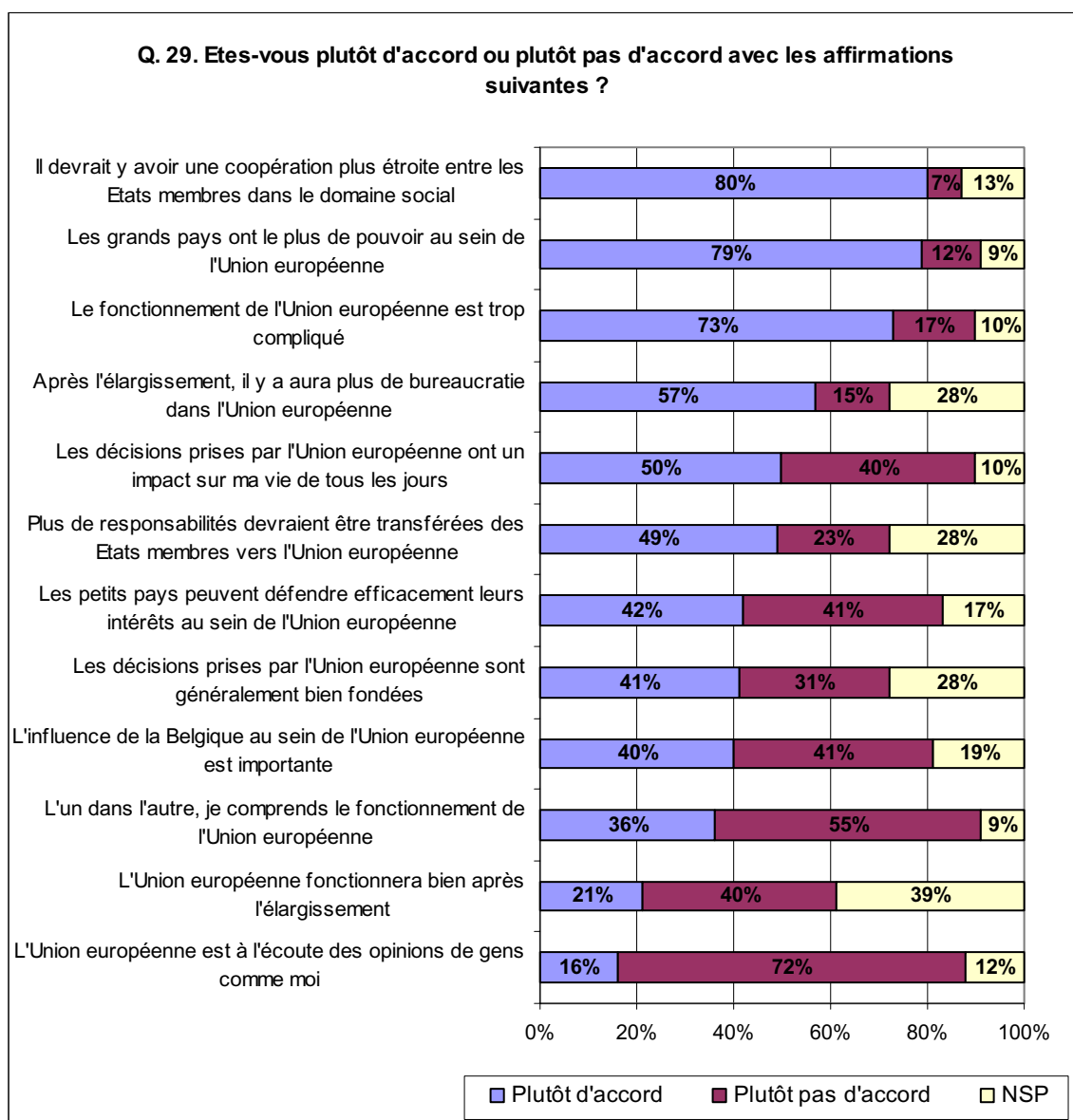


Une deuxième série de 12 questions a ensuite été proposée. Cette série contenait en réalité 5 propositions présentées à la fois sous forme négative et sous forme positive et deux questions isolées. Cela nous permet de relever éventuellement des incohérences et de confronter des réponses à des questions similaires. Il apparaît clairement que :

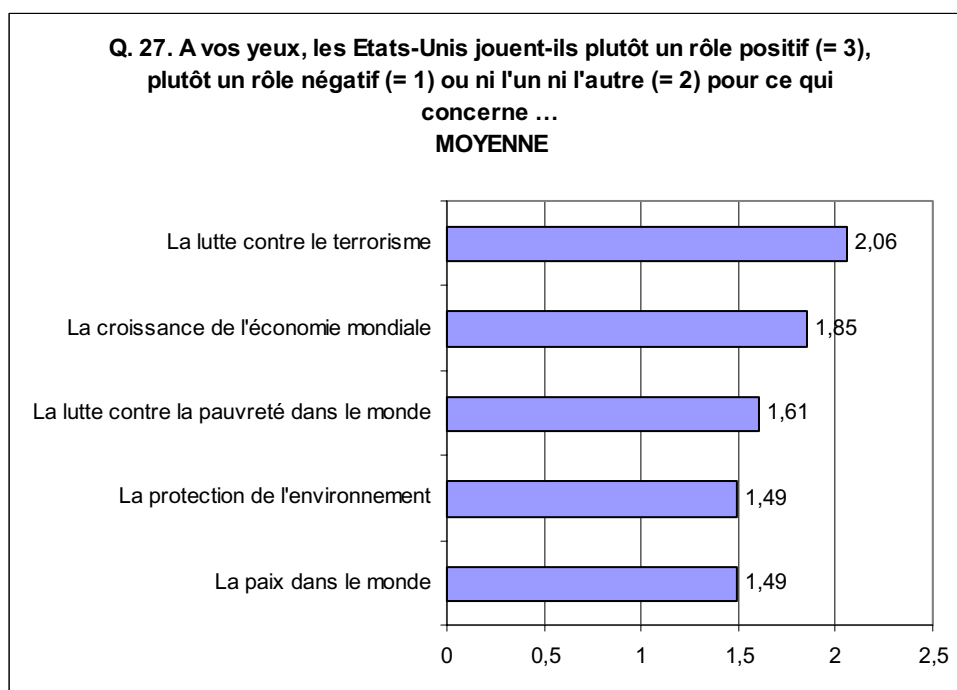
- Il devrait y avoir une coopération plus étroite entre les Etats membres dans le domaine social et l'Union devrait être plus à l'écoute des gens.
- Le fonctionnement de l'Union européenne est trop compliqué et les gens ne comprennent pas clairement son fonctionnement.
- Les grands pays ont plus de pouvoir au sein de l'Union. Toutefois, il y a 42% des gens qui affirment quand même que les petits pays peuvent défendre efficacement leurs intérêts dans l'Union.

Les positions concernant les autres affirmations sont un peu moins claires. On constate, par exemple, un grand nombre de gens qui ne se prononcent pas lorsque l'on parle du fonctionnement de l'Union

après l'élargissement ou lorsque l'on évoque le principe de subsidiarité. Il apparaît néanmoins que les Belges pensent que l'Union fonctionnera moins bien après l'arrivée de nouveaux pays. Ils sont plutôt d'avis également que les décisions de l'Union sont bien fondées et qu'on pourrait lui transférer plus de responsabilités.



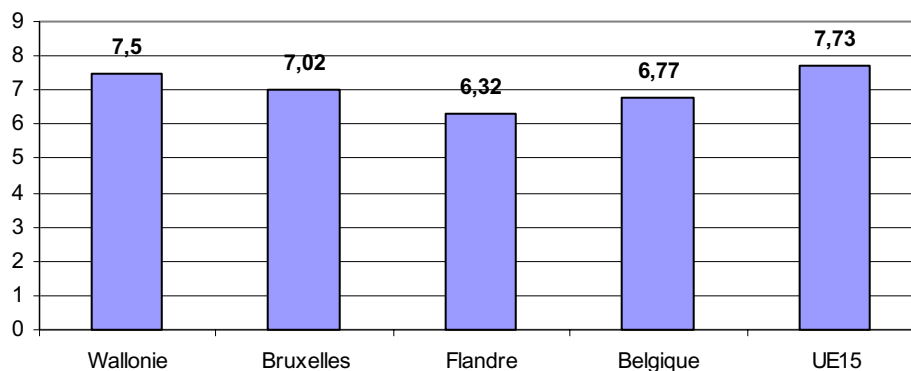
Les enquêteurs se sont aussi intéressés à ce que les Belges pensent du rôle des Etats-Unis dans le monde. Globalement, les personnes interrogées ne reconnaissent pas un rôle très positif à cette nation. S'ils considèrent que l'action de ce pays en matière de lutte contre le terrorisme est neutre, ils estiment par contre que ses interventions sont négatives dans quatre secteurs : la croissance de l'économie mondiale, la lutte contre la pauvreté dans le monde, la paix dans le monde et la protection de l'environnement. Ces avis négatifs sur l'action des Etats-Unis peuvent expliquer en partie les désirs des Belges et des Européens de voir le rôle de l'Union s'accroître, notamment en matière de politique européenne de défense.



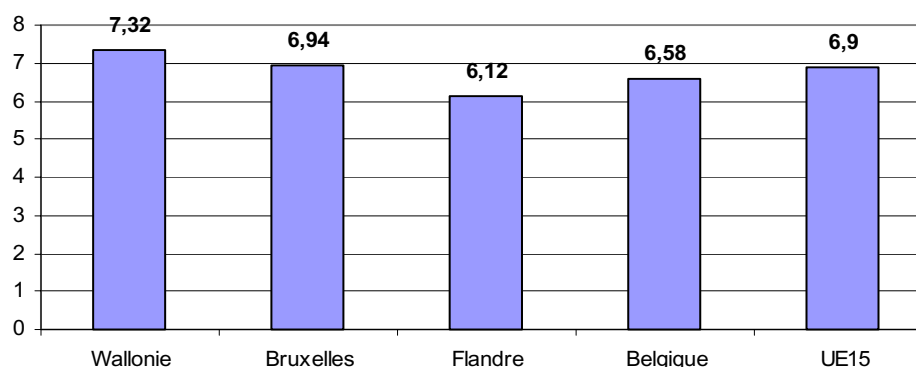
12. ENGAGEMENT POLITIQUE

Une autre série de questions a été adressée aux personnes interrogées afin de connaître leur comportement en cas d'élections fédérales et européennes. Au vu des résultats obtenus, nous pouvons supposer qu'une bonne majorité de Belges irait se présenter aux urnes s'ils en avaient le choix. Cependant, nous avons aussi constaté que les Belges seraient moins enclin à aller voter que la moyenne des citoyens de l'Union.

Q.38. Supposons que des élections fédérales (ou nationales) aient lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à ces élections ?
Echelle de 1 à 10 (1= sûr de ne pas voter; 10 = sûr de voter)

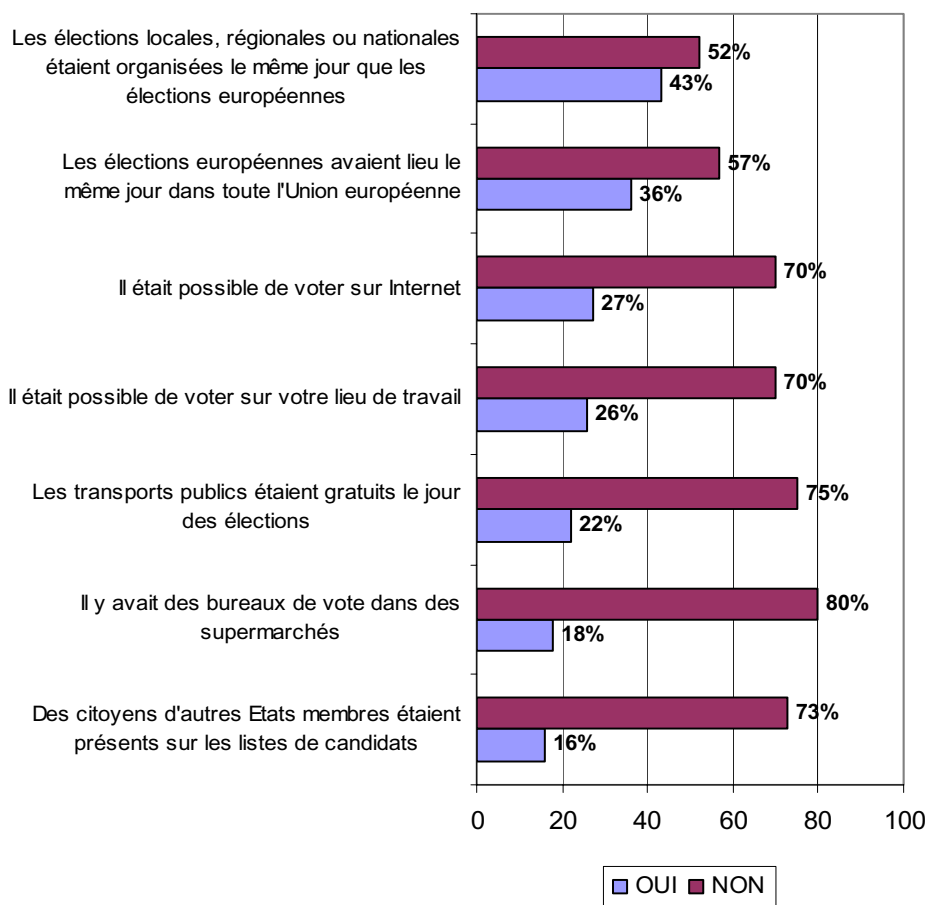


Q.39. Et supposons que les élections du Parlement européen aient lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à ces élections ?
Echelle de 1 à 10 (1= sûr de ne pas voter; 10 = sûr de voter)



D'après les personnes interrogées, le fait que les élections locales, régionales ou fédérales soient organisées le même jour que les élections européennes les incite à aller voter. Pour 36% des Belges, l'initiative d'organiser les élections européennes le même jour dans toute l'Union pourrait aussi être un incitant.

Q.45. Seriez-vous davantage porté(e) à voter aux élections européennes si ... ?



13. CONCLUSIONS DE LA DEUXIEME PARTIE

13.1. Ce que les Belges pensent de l'UE

13.1.1. Image de l'Union

Les Belges considèrent comme une bonne chose le fait que leur pays soit membre de l'Union européenne. Ils se situent en cela au-dessus de la moyenne communautaire. C'est une constatation régulière qui est apparue dans les 7 rapports Eurobaromètre précédents. Ce sont généralement les Bruxellois qui sont les plus positifs à cet égard. Ils sont suivis par les Flamands et puis par les Wallons dont les suffrages sont néanmoins supérieurs à la moyenne de l'Union. D'un point de vue socioprofessionnel, les plus positifs sont les cadres, les indépendants, les employés et les étudiants. Les moins satisfaits sont les pensionnés et les personnes au foyer.

57% des personnes interrogées estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union. Ce chiffre est en constante évolution. Il n'était que de 46 % en décembre 1999 (Eurobaromètre 52).

Globalement, nous pouvons dire que les Belges sont plus satisfaits que la moyenne des Européens interrogés. L'image de l'Union en Belgique est donc plutôt bonne. Seuls 12% des gens déclarent en avoir une vision négative.

13.1.2. Ce que l'Union représente

Dans l'esprit des Belges, l'UE représente :

1. L'Euro (52%)
2. La liberté de voyager, d'étudier et de travailler n'importe où dans l'Union (38%)
3. La paix (27%)
4. La prospérité économique (22%)

Ces points positifs confirment que l'Union a assez bonne presse dans le pays. Toutefois, les Belges ont aussi quelques griefs vis-à-vis de l'Union. Environ un sur cinq considère que l'Union est synonyme de gaspillage d'argent, de contrôle insuffisant aux frontières et de criminalité en hausse. 17% des personnes interrogées considèrent également que l'Union est liée au chômage

13.1.3. Les priorités de l'Union

Les griefs cités plus haut se retrouvent dans les actions que les personnes interrogées voudraient voir adoptées prioritairement par l'Union. Selon les citoyens belges, les 5 actions prioritaires à mener sont liées à des questions de sécurité et d'équilibre social. Il s'agit, avant tout, de :

1. Préserver la paix et la sécurité en Europe (93%)
2. Lutter contre le terrorisme (92%)

3. Lutter contre le chômage (92%)
4. Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue (90%)
5. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (87%)

Au cours des dernières années, ces 5 actions se sont retrouvées de façon récurrente en tête des priorités dans les enquêtes Eurobaromètre. La lutte contre le chômage et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en particulier, sont citées de façon remarquablement régulière par 9 Belges sur 10. A contrario, les 2 actions qui remportent le moins de suffrages sont la réforme des institutions européennes (44%) et la réussite de l'élargissement (27%). Il faut cependant tenir compte du fait que les personnes interrogées ont dû choisir dans une liste restreinte de priorités et que cela ne signifie pas forcément qu'ils sont contre ces actions. Nous avons pu en effet constater dans la dernière partie que les Belges n'étaient pas spécialement opposés à l'élargissement.

13.1.4. Les institutions

Connaissance, importance et confiance

Comme toujours, le Parlement européen et la Commission européenne sont les deux institutions les plus connues des Belges. Leur réputation ne cesse d'ailleurs d'augmenter au fil des années. En novembre 2002, 80% des personnes interrogées déclaraient connaître la Commission contre 92% aujourd'hui, ce qui représente une avancée de 12%. Le Parlement, quant à lui, réalise une avancée de 5% (de 92% en novembre 2002 à 97% aujourd'hui). Selon les personnes sondées, ces deux institutions ont le rôle le plus important (Parlement : 82% ; Commission : 80%) et c'est en elles qu'ils placent le plus leur confiance (Parlement : 63% ; Commission : 59%).

Point de vue connaissance, la Convention réalise un bon important. Si cet organisme reste encore trop peu connu, il passe néanmoins de 28% en novembre 2002 à 39% aujourd'hui. 42% des Belges reconnaissent d'ailleurs que son rôle est important.

Hormis cela, il faut signaler le manque de sensibilisation récurrent à l'existence et au travail du Médiateur, du Comité économique et social et du Comité des Régions.

La Convention sur l'Avenir de l'Union européenne

Une série de questions sur la Convention a montré que, si elle est mieux connue qu'auparavant, il existe encore une méconnaissance importante à son sujet. On constate, par exemple, qu'un Belge sur deux ne sait pas si le Gouvernement et le Parlement de son pays y sont représentés. Il est vraisemblable également que les gens ne savent pas que la Convention est attachée à la rédaction d'une Constitution européenne. En effet, comme nous le verrons plus bas, 7 Belges sur 10 sont favorables à une telle Constitution. Ils devraient donc logiquement accorder une importance plus grande à la Convention. Les gens trouvent d'ailleurs qu'on n'en entend pas beaucoup parler et environ 67% estiment que les hommes politiques et les médias devraient faire un effort en la matière.

La Commission européenne

Concernant le fonctionnement de la Commission européenne, la question du nombre de commissaires après l'élargissement se pose aujourd'hui. Pour environ un Belge sur sept, le principe d'un commissaire par Etat membre semble important. 70% des personnes interrogées estiment qu'après l'élargissement, chaque Etat membre devrait avoir le droit de nommer un commissaire et qu'il faudrait un commissaire par pays. 65% pensent que c'est nécessaire pour conserver les intérêts belges. Très peu (10%) pensent d'ailleurs que l'Union serait moins efficace avec un commissaire par pays.

En ce qui concerne la désignation du Président de la Commission,

- 42% des personnes interrogées sont d'avis qu'il devrait être élu par les citoyens
- 19% pensent qu'il devrait être élu par une majorité au Parlement européen
- 18% estiment qu'il devrait être choisi conjointement par le Parlement et par les chefs d'Etat et de gouvernement
- 6% seulement considèrent qu'il devrait être nommé par les chefs d'Etat et de gouvernement

Le Conseil européen

Les Belges ont été amenés à se prononcer sur la période de 6 mois de la Présidence du Conseil européen.

- Un Belge sur deux estime que cette période est trop courte pour obtenir des résultats significatifs
- Trois Belges sur dix seulement estiment en revanche que ce système est bon.

Le Parlement européen

Nous avons vu plus haut que 97% des gens connaissent le Parlement européen et que 82% considèrent que son rôle est important dans la vie de l'Union. Cependant, les Belges ne sont pas réellement d'accord pour dire que cette institution défend bien leurs intérêts. Ils lui reconnaissent un rôle à peine plus important que celui du Parlement belge et ils ne sont pas nombreux à considérer les élections européennes comme vraiment importantes. D'ailleurs, 45% d'entre eux déclarent ne pas être intéressés à en apprendre plus sur les parlementaires européens.

Une autre série de questions a été adressée aux personnes interrogées afin de connaître leur comportement en cas d'élections européennes. Au vu des résultats obtenus, nous pouvons supposer qu'environ six Belges sur dix iraient se présenter aux urnes s'ils en avaient le choix. Nous avons en outre constaté que les Belges seraient moins enclin à aller voter que la moyenne des citoyens de l'Union. D'après les personnes interrogées, le fait que les élections locales, régionales ou fédérales soient organisées le même jour que les élections européennes les incite à aller voter.

13.1.5. Niveau de prise de décision

Lorsque nous demandons à la population belge si la prise de décision dans différents domaines doit se faire au niveau belge ou au niveau européen, la réponse de ceux-ci varie en fonction du domaine en question. Comme nous l'avons déjà constaté lors de l'Eurobaromètre 58, plus le domaine concerné est proche des individus (enseignement, santé, sécurité sociale, police, justice, etc.), plus les Belges sont nombreux à penser que les décisions doivent être prises par le gouvernement belge. Au contraire, plus le domaine semble éloigné de la vie des individus (la défense, l'aide humanitaire, l'aide aux régions en difficultés économiques, la lutte contre le terrorisme international, contre la drogue, etc.), plus les Belges sont nombreux à trouver que c'est l'Union européenne qui doit décider dans ces matières.

Les domaines pour lesquelles les décisions devraient être prioritairement prises en commun au sein de l'Union sont :

- La Lutte contre toutes les formes d'insécurité (terrorisme : 88% ; trafic et exploitation d'êtres humains : 85% ; crime organisé : 80%)
- La monnaie (85% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- La politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à l'Union européenne (80% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- L'aide humanitaire (79% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- L'information sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions (77% en faveur d'une prise de décision communautaire)
- La recherche scientifique et technologique (74% en faveur d'une prise de décision communautaire)

Au contraire, les domaines qui devraient être réservés au gouvernement belge sont :

- La police (69% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)
- L'enseignement (68% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)
- La santé et la sécurité sociale (64% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)
- La justice (64% en faveur d'une prise de décision au niveau belge)

13.1.6. La PESC et la politique européenne de sécurité et de défense

Les Belges sont pour une plus grande intégration dans ces matières.

- 85% pensent que, quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'Union européenne devraient s'entendre sur une position commune
- 80% estiment que l'Union européenne devrait garantir les Droits de l'Homme dans chaque Etat membre, même si c'est contraire à la volonté de certains Etats membres
- 77% considèrent que les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'Union européenne

Ils sont aussi demandeurs d'une plus grande autonomie en matière de politique européenne de défense. En ce domaine, 51% pensent que les décisions devraient être prises par l'UE contre 19% par l'OTAN et 13% par les gouvernements nationaux.

13.1.7. Constitution, droit de veto et fiscalité

7 Belges sur 10 considèrent que l'Union devrait se doter d'une Constitution européenne. Cela représente 10% de plus qu'en novembre 2002. Seuls 11% se disent contre.

42% des personnes interrogées désirent que le droit de veto soit conservé afin de préserver les intérêts nationaux. 21% désirent qu'il soit abandonné pour rendre l'Union plus efficace. 20% désirent qu'il soit limité à de très rares domaines essentiels.

Enfin, concernant la fiscalité, un Belge sur quatre seulement serait prêt à verser directement une contribution à l'Union européenne.

13.1.8. Questions diverses

Quelques actions et politiques ont été soumises aux personnes interrogées en leur demandant si elles y étaient plutôt favorables ou défavorables. Les trois propositions qui remportent le plus de votes favorables sont :

- Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent (85% de votes favorables)
- Une Union monétaire avec une seule monnaie, l'euro (81% de votes favorables)
- Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union (79% de votes favorables).

Une autre série de questions a permis de mettre en lumière que les Belges sont plutôt d'accord pour affirmer que :

- Il devrait y avoir une coopération plus étroite entre les Etats membres dans le domaine social (80%)
- Les grands pays ont le plus de pouvoir au sein de l'Union européenne (79%)
- Le fonctionnement de l'Union européenne est trop compliqué (73%)

A contrario, très peu de personnes estiment que l'Union européenne est à l'écoute des gens (16%).

13.2. Connaissance de l'Union européenne et information

13.2.1. Connaissance de l'Union européenne

Les connaissances des Belges sur l'Union européenne sont assez médiocres. Contrairement au rapport Eurobaromètre 58, leurs connaissances sont d'un niveau légèrement inférieur à celles des autres Européens interrogés.

Les Bruxellois ont la meilleure connaissance de l'Union européenne. Les Wallons suivis des Flamands viennent ensuite.

Ceux qui ont le plus haut niveau de connaissances de l'Union européenne sont :

- Les cadres
- Les étudiants

Ceux qui estiment avoir une connaissance au-dessus de la moyenne sont :

- Ceux qui ont étudié au-delà de 20 ans
- Les indépendants et les employés

A contrario, les personnes qui ont le niveau le plus faible sont :

- Les personnes au foyer
- Ceux qui n'ont pas poursuivi d'études au-delà de 15 ans

13.2.2. Sources d'information utilisées

Les 5 sources que les Belges déclarent le plus utiliser pour rechercher des informations concernant l'Union européenne sont :

- La télévision (utilisée par 59% des personnes interrogées)
- Les journaux quotidiens (utilisés par 27% des personnes interrogées)
- La radio (utilisée par 21% des personnes interrogées)
- Les brochures détaillées (utilisées par 20% des personnes interrogées)
- Internet (utilisé par 14% des personnes interrogées)

Nous constatons que la télévision, les journaux et la radio sont, cette année, moins utilisés pour s'informer sur l'Union européenne que par le passé. Nous notons, par exemple, une baisse de 10% du nombre de personnes qui utilisent la télévision ainsi qu'une baisse de 9% de celles qui lisent les journaux quotidiens pour s'informer de l'Union européenne.

Malgré cela, la télévision, la presse écrite quotidienne et la radio constituent les trois médias qui remportent de façon durable le plus de faveurs auprès des Belges, toute catégorie confondue.

Inversement, les sources les moins utilisées par les citoyens belges interrogés sont :

- Les panneaux d'affichage publicitaire (3%)
- Un terminal d'ordinateur permettant de consulter des banques de données (4%)
- Les Cd-rom et les cassettes vidéo (5%)
- Les livres donnant une description complète (7%)

Les étudiants et les 15-24 ans constituent les personnes qui utilisent le plus Internet afin de rechercher des informations sur l'Union européenne.

13.2.3. Sources utilisées pour connaître la situation internationale

Nous avons ensuite posé la même question mais, cette fois-ci, à propos de la recherche d'informations sur la situation internationale.

Nous constatons que la majorité des Belges interrogés utilisent les journaux télévisés belges, les journaux et magazines belges ainsi que les radios nationales.

Il s'agit donc du même trio de préférence que les sources pour s'informer sur l'Union européenne.

A l'inverse, les sources qui ne remportent pas de succès en ce qui concerne l'information sur l'actualité internationale sont :

- Les radios d'autres pays
- Les chaînes de télévision d'information continue
- Internet
- Les journaux et magazines d'autres pays.

Au niveau professionnel, les sans-emploi, les employés et les personnes au foyer sont les plus nombreux à regarder la télévision pour s'informer de l'actualité internationale.

Les cadres, eux, constituent le groupe le plus important à lire les journaux et magazines belges. La radio, quant à elle, se voit surtout écoutée par les employés.

Nous pouvons constater que les médias des autres pays font partie des sources les moins utilisées par les Belges lorsqu'ils veulent se tenir informés de la situation internationale.

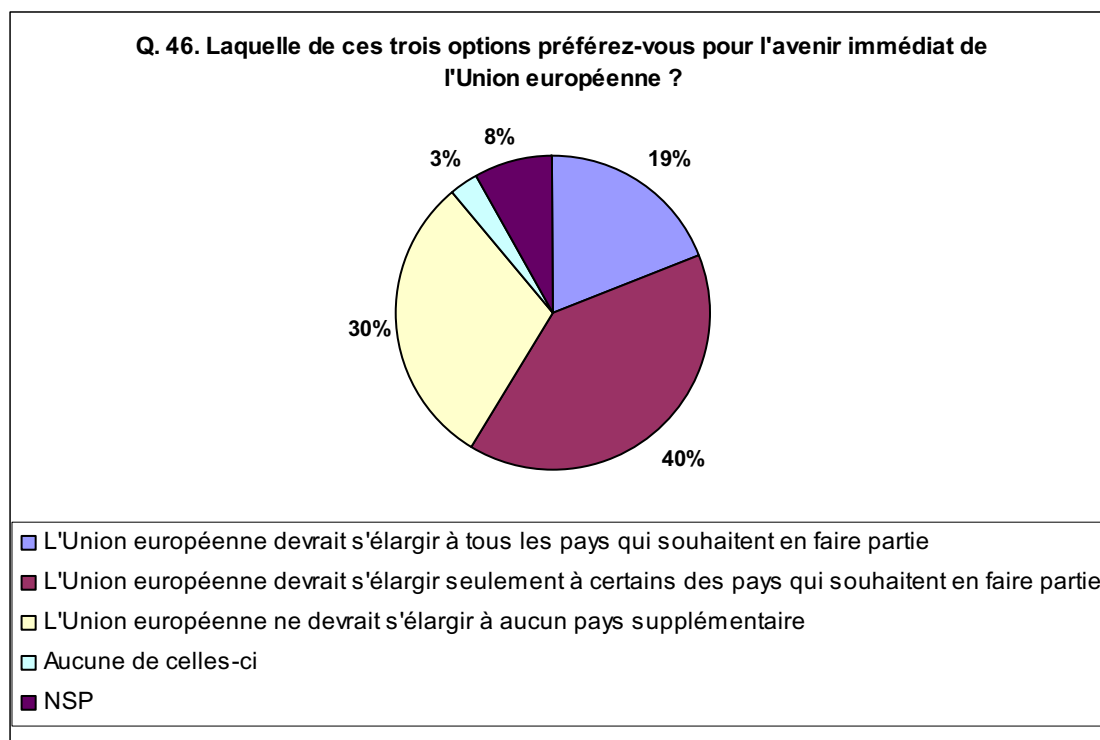
Une dernière remarque reste à faire en ce qui concerne l'utilisation d'Internet. Même si cet outil ne fait pas partie des sources les plus utilisées, les étudiants restent fort nombreux à l'utiliser dans leur recherche d'informations aussi bien sur l'actualité internationale que sur l'Union européenne.

III. L'ÉLARGISSEMENT

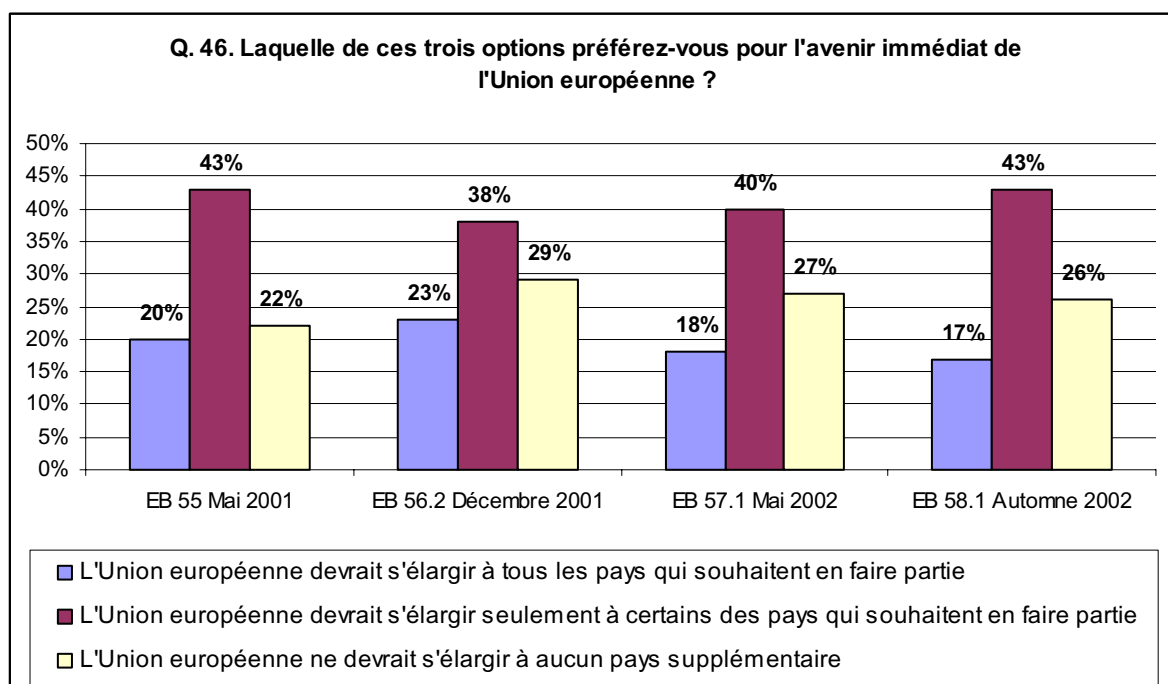
Pour clôturer cette enquête, une série de questions sur l'élargissement a été adressée aux personnes interrogées. Nous avons d'abord cherché à savoir si les Belges considèrent qu'il faut accueillir de nouveaux pays ou non et quelles seraient les conséquences d'une telle action. Nous nous sommes penchés ensuite sur la connaissance que les Belges ont des pays candidats. Enfin, nous avons étudié le degré d'information sur l'élargissement de la population belge.

1. FAUT-IL ELARGIR ?

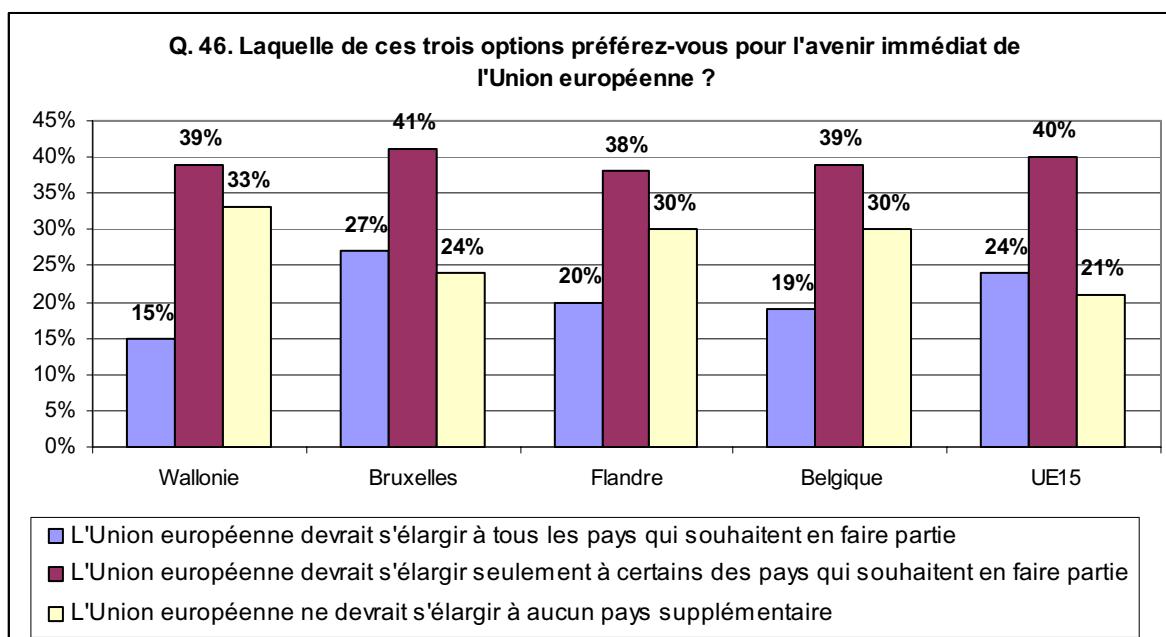
Les premières questions visaient à connaître la façon dont les Belges envisagent l'élargissement. Les réponses à la question n°46 nous indiquent que les personnes interrogées ne se prononcent pas de façon catégorique. 19% d'entre elles pensent que l'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie, sans restriction. 40% estiment que l'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays qui en font la demande et non pas à tous. Ces deux chiffres cumulés, cela fait près de 60% des personnes interrogées qui ne sont pas résolument opposées à ce processus. Cependant, nous remarquons une hausse de 4% parmi les personnes s'exprimant contre l'élargissement. En effet, en novembre 2002, les Belges étaient 26% à être contre l'élargissement de l'Union européenne alors qu'en mars 2003, ils sont passés à 30%.



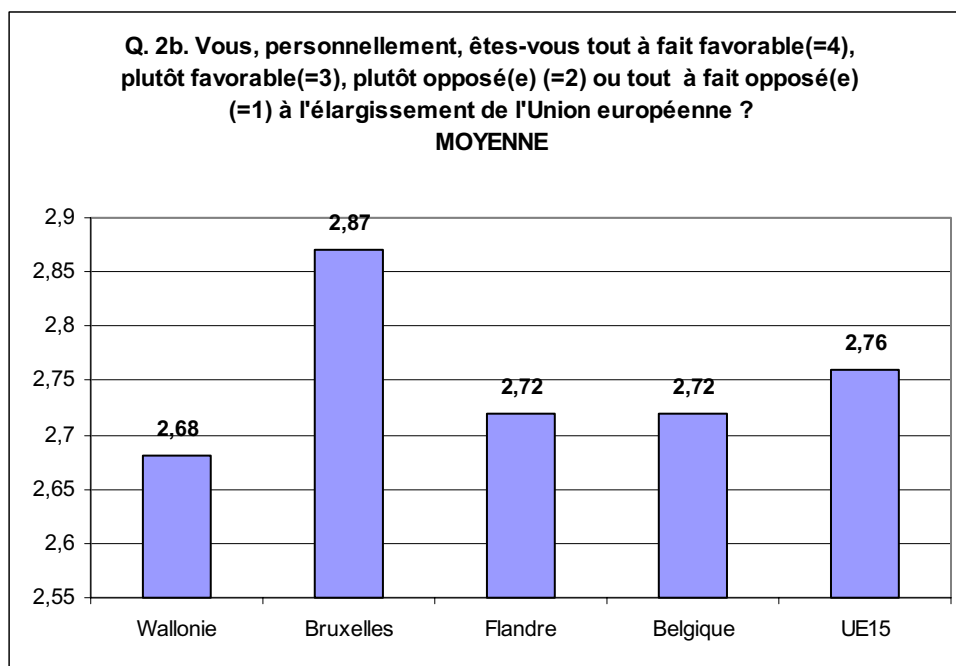
Le schéma ci-dessous nous permet de comparer les tendances en la matière depuis l'Eurobaromètre 55 de mai 2001. Nous pouvons remarquer que les proportions restent toujours sensiblement les mêmes. Ceux qui se prononcent pour un élargissement limité sont toujours les plus nombreux et ceux qui se prononcent contre sont mieux représentés que ceux qui se prononcent pour un élargissement sans limitation.



Outre ces constatations, remarquons les disparités régionales existantes. Les Bruxellois sont les plus favorables à l'accueil de nouveaux pays. Parmi eux, ils sont plus nombreux à se prononcer en faveur d'un élargissement sans restriction que ceux qui se prononcent contre. Cet élément mérite d'être signalé. Après les Bruxellois, ce sont les Flamands qui s'expriment le plus volontiers en faveur de l'élargissement. Nous notons toutefois qu'ils sont 30% à se dire résolument contre. Enfin, les Wallons sont les moins positifs à l'égard de cette question.



Cette position relativement mitigée se retrouve dans les réponses de la question suivante (cette question n'a été posée qu'à la moitié des personnes interrogées). Comme nous l'avons dit dans l'introduction, lorsqu'on propose une liste de quatre réponses auxquelles sont attachées des valeurs, le point médian est 2,5. Lorsqu'on demande aux Belges s'ils sont favorables ou non à l'élargissement, la moyenne des réponses est de 2,72, c'est-à-dire très légèrement au dessus du point médian. Cela signifie qu'ils ont une position neutre très légèrement positive. Ils sont moins positifs que la moyenne des Européens interrogés.



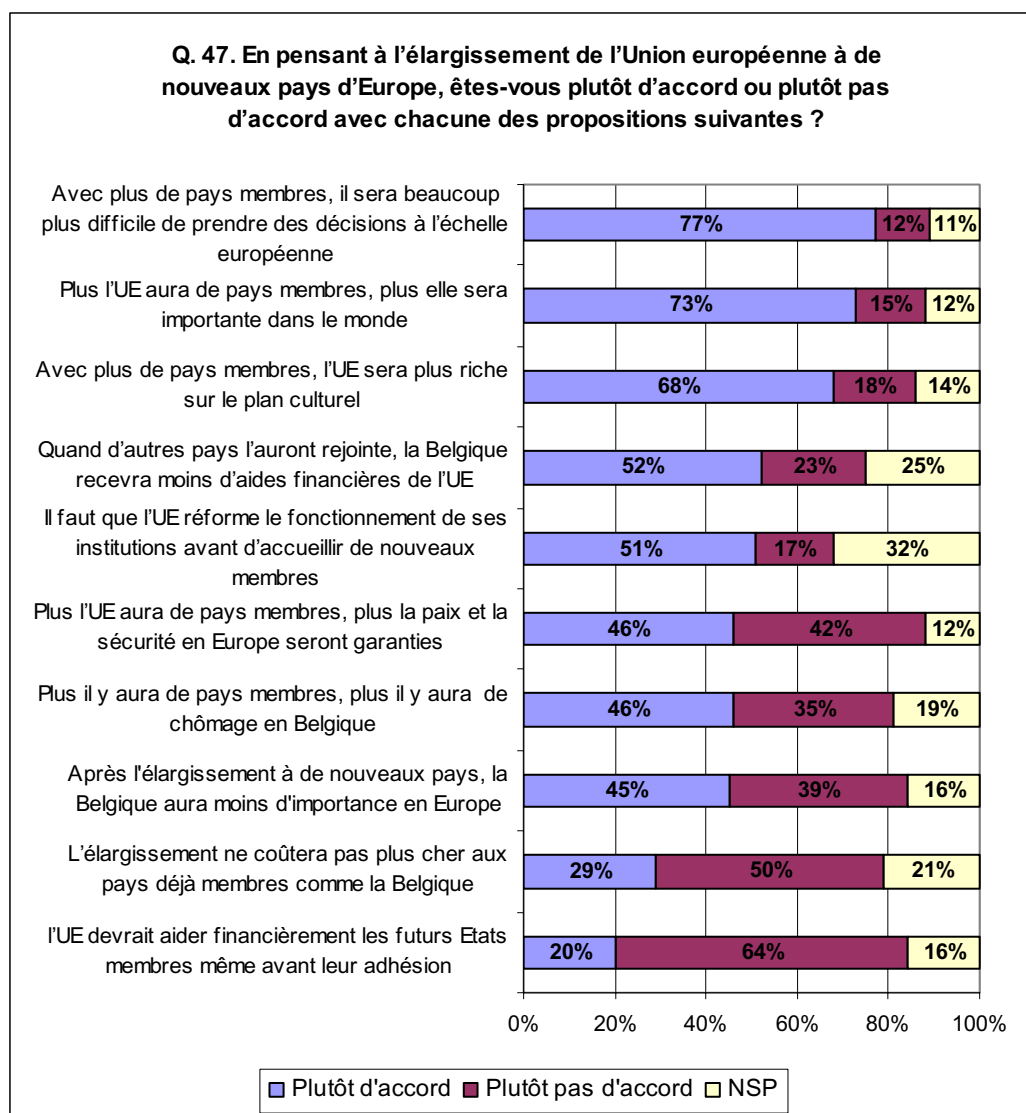
2. LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT

Une série de dix conséquences éventuelles liées à l'élargissement a ensuite été soumise aux citoyens sondés. Certaines sont positives, d'autres négatives. Les Belges montrent à nouveau qu'ils sont assez neutres par rapport à cette question puisqu'ils ne se prononcent pas de façon très tranchée. Il n'est pas réellement possible de dégager une tendance très positive ou une tendance très négative concernant leur façon de voir les choses. Nous avons affaire à une alternance de conséquences positives et négatives dont les trois principales, c'est-à-dire citées par plus de 65% des personnes interrogées, sont les suivantes :

- Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne (conséquence négative citée par 77% des gens)
- Plus l'Union européenne aura de membres, plus elle sera importante dans le monde (conséquence positive citée par 73% des gens)
- Avec plus de pays membres, l'Union sera plus riche sur le plan culturel (conséquence positive citée par 66% des gens).

Ces trois conséquences avaient déjà remporté le plus grand nombre de voix lors du rapport précédent. Cependant, la difficulté de prendre des décisions à l'échelle européenne n'était qu'en deuxième place avec 69% des suffrages. Cette conséquence négative arrive ici en première place avec 77%. Il est un peu paradoxal de constater alors que seul 51% des individus sondés pensent que l'Union doit réformer le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres.

Nous pouvons remarquer également que les Belges pensent que l'élargissement aura des conséquences négatives d'un point de vue financier. 52% estiment que la Belgique recevra moins d'aides financières et seulement 29% considèrent que l'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres. Cet élément financier semble constituer une réticence importante puisque nous constatons en outre que 64% des Belges ne sont pas d'accord pour que l'Union aide les futurs Etats membres avant leur adhésion.



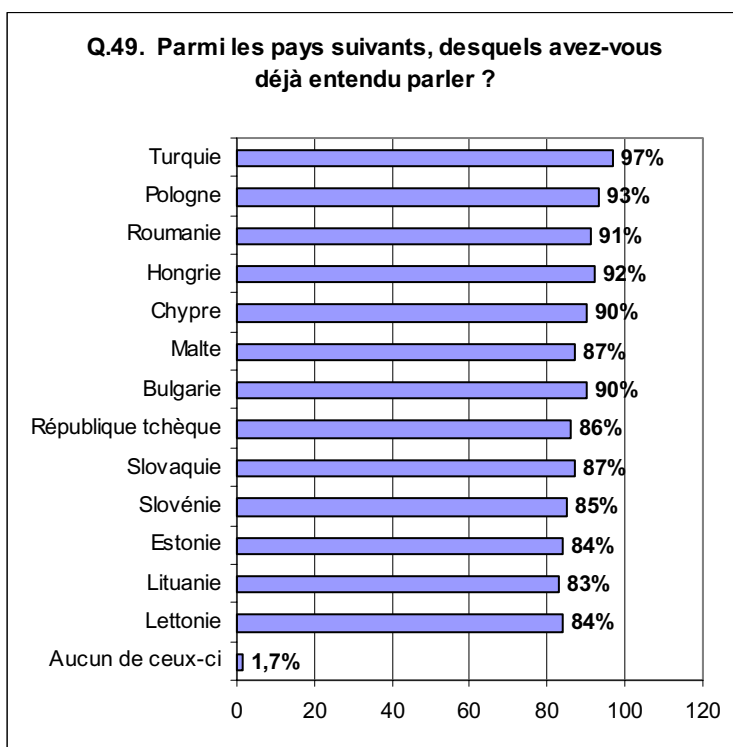
3. CONNAISSANCE DES PAYS CANDIDATS

Pratiquement tous les Belges (98%) ont déjà entendu parler de l'un ou l'autre des pays candidats. Les cinq pays les plus réputés sont :

- La Turquie (97% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- La Pologne (93% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- La Hongrie (92% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- La Roumanie (91% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- Chypre (90% des personnes interrogées en ont entendu parler)

A contrario, les pays dont les Belges ont le moins entendu parler sont les trois Etats baltes :

- La Lituanie (83% en ont entendu parler)
- La Lettonie (84% en ont entendu parler)
- L'Estonie (85% en ont entendu parler)

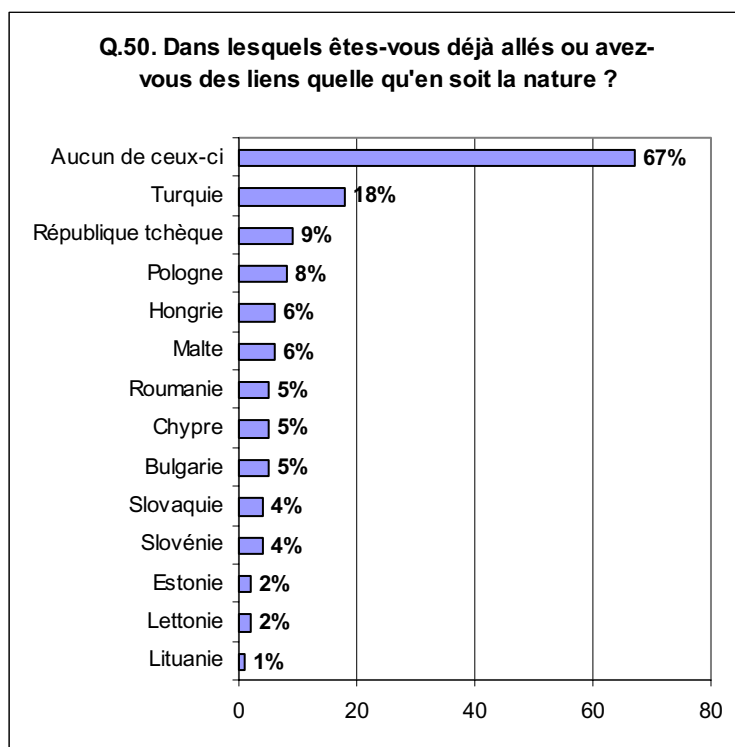


Toujours en ce qui concerne les connaissances de Belges sur les pays candidats, 67% d'entre eux ne sont jamais allés dans ces pays et/ou n'ont aucun lien avec ces derniers.

Les pays où les Belges ont le moins été et/ou avec lesquels ils n'entretiennent aucun lien d'une quelconque nature sont identiques à ceux dont ils ont le moins entendu parler.

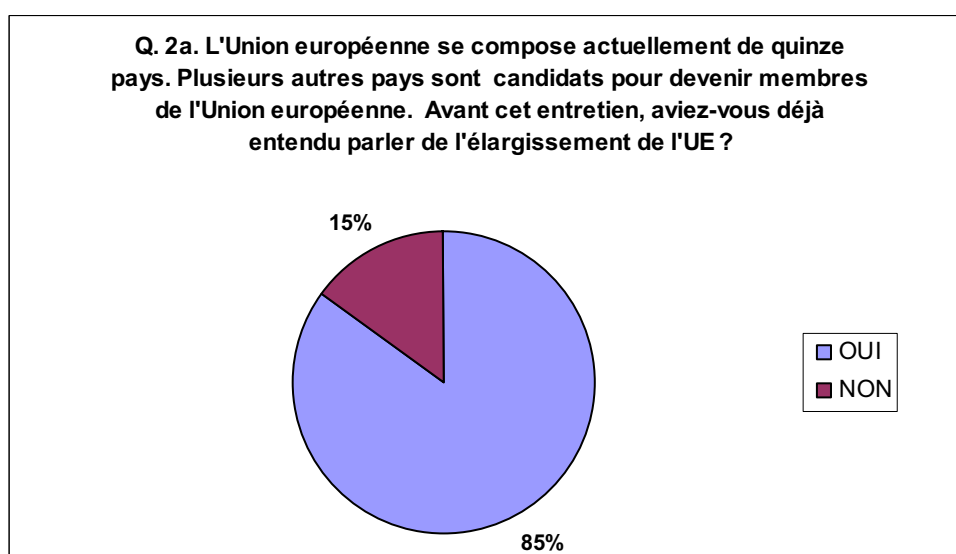
Il s'agit des trois Etats baltes. Seulement 1 Belge sur 100, voire 2 Belges sur 100, y ont été et/ou entretiennent un certain lien avec un de ces trois pays.

A l'inverse, la Turquie, la République tchèque et la Pologne représentent les trois pays où les citoyens belges ont le plus été et/ou avec lesquels ils entretiennent le plus de liens.

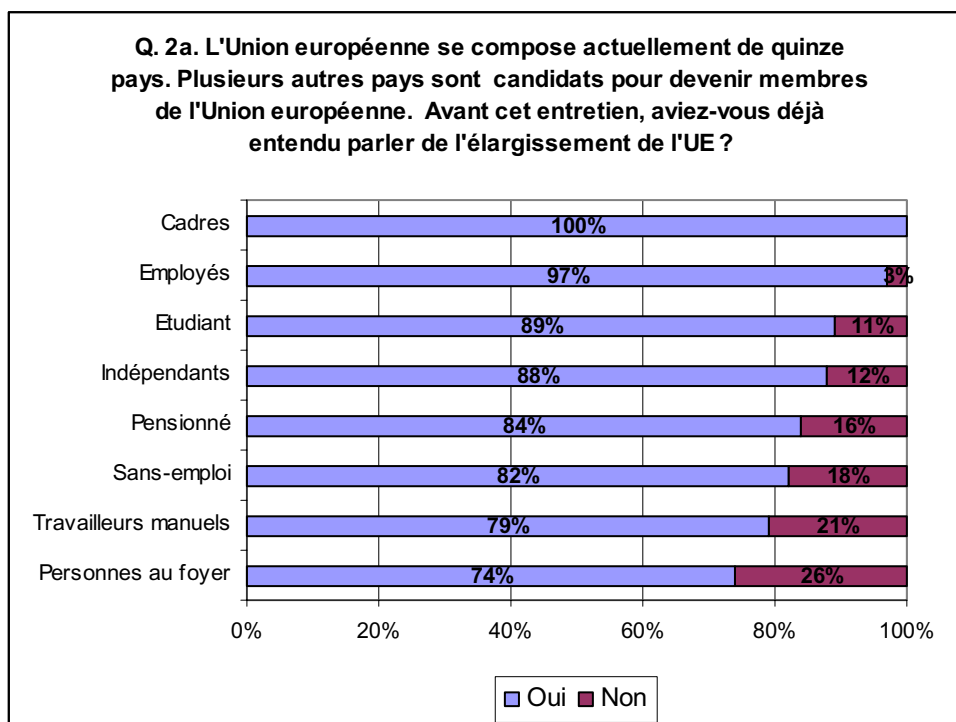


4. INFORMATION SUR L'ÉLARGISSEMENT

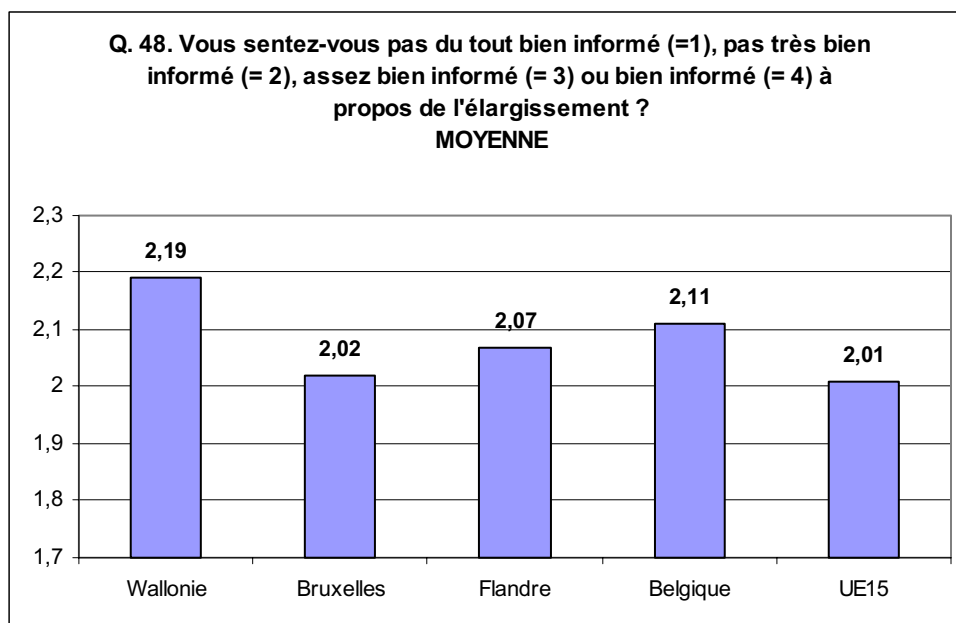
Afin de connaître le degré d'information sur l'élargissement, une question très simple a été posée (uniquement à la moitié des personnes sondées). Il s'agissait simplement pour les personnes de dire si elles avaient déjà entendu parler ou non de l'élargissement. Si 85% en ont heureusement entendu parler, 15% confessaient encore leur ignorance totale vis-à-vis de cette action. C'est bien sûr beaucoup si l'on considère l'ampleur et l'importance du processus.



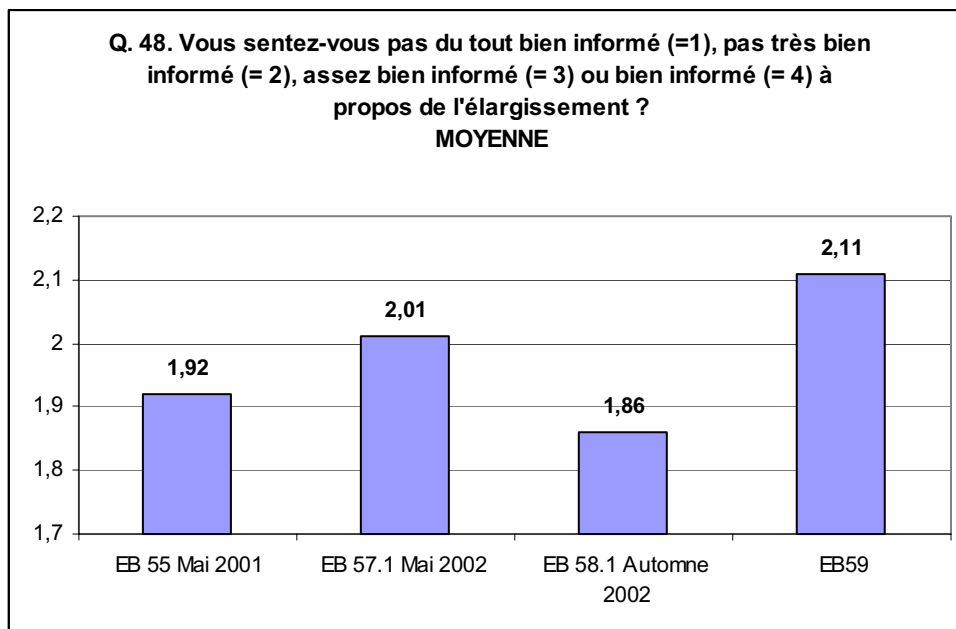
D'un point de vue professionnel, tous les cadres et pratiquement tous les employés déclarent avoir déjà entendu parler de l'élargissement. Les résultats sont plus inquiétants en revanche pour les autres catégories. Nous constatons, par exemple, que 11% des étudiants et 12% des indépendants ne sont pas au courant de ce fait. C'est encore bien pire si nous observons les travailleurs manuels ou les personnes au foyer.



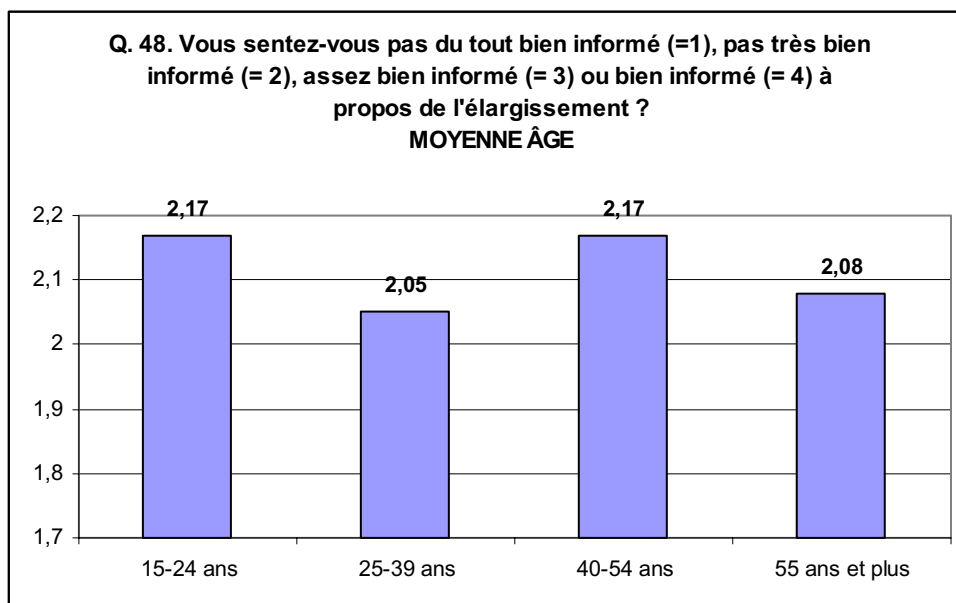
Les Belges déclarent ne pas se sentir très bien informés à propos de l'élargissement, quelle que soit leur région d'origine. Aucune région, en effet, n'atteint le point médian de 2,5. Il y a, néanmoins, quelques disparités dans les résultats. Nous avons pu constater par exemple que les Wallons et les Flamands s'estiment légèrement mieux informés que lors du rapport précédent alors que les Bruxellois s'estiment légèrement moins bien informés. La moyenne nationale est donc faible mais elle se situe toutefois légèrement au dessus de la moyenne de l'Union.



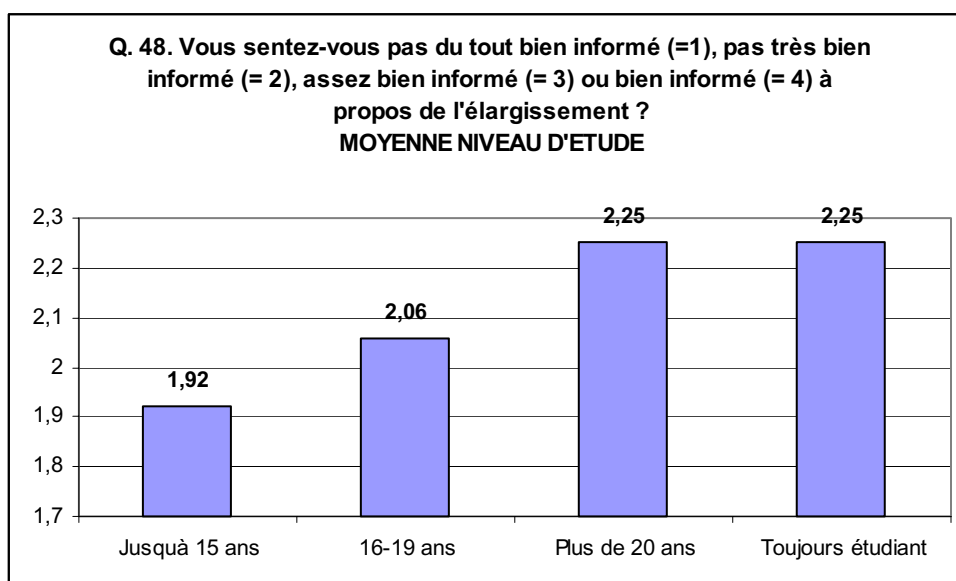
Ces résultats ne sont pas très positifs mais il faut aussi les analyser dans le temps. Si nous reprenons les réponses données à cette question depuis mai 2001, nous pouvons remarquer une évolution positive concernant cette question. Il y a donc un mieux, mais il reste vraisemblablement encore beaucoup à faire.



Nous pouvons affiner les résultats obtenus lors de ce rapport en fonction de plusieurs paramètres. Du point de vue de l'âge, deux tranches se détachent : les 15-19 ans et les 40-54 ans. Nous constatons cependant qu'elles ne dépassent pas le niveau médian de 2,5. La tranche qui se dit la moins bien informées est celle des 25-39 ans.

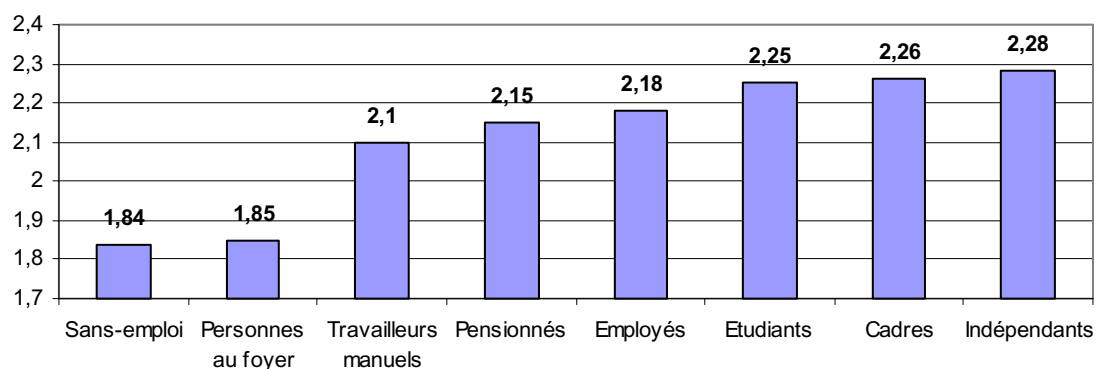


Si nous étudions maintenant les résultats en fonction du niveau d'étude atteint par les personnes interrogées, nous remarquons assez logiquement que les plus au fait de l'élargissement sont ceux qui ont étudié le plus longtemps ou qui sont toujours aux études. Les moins bien informés sont ceux qui n'ont pas poursuivi leur scolarité au-delà de 15 ans.



Enfin, si nous nous penchons sur les catégories socioprofessionnelles, nous observons une fois de plus qu'aucune catégorie ne se situe au-dessus du point médian de 2,5. Deux catégories se situent même en dessous du point 2 « pas très bien informé ». Il s'agit des personnes au foyer et des sans-emploi.

Q. 48. Vous sentez-vous pas du tout bien informé (=1), pas très bien informé (= 2), assez bien informé (= 3) ou bien informé (= 4) à propos de l'élargissement ?
MOYENNE PROFESSION



5. CONCLUSIONS DE LA TROISIEME PARTIE

5.1. L'Elargissement et ses conséquences

5.1.1. Faut-il élargir ?

Comme ce que nous avons pu constater lors des précédents rapports, les Belges ne se prononcent pas de manière unanime sur l'élargissement. 19% d'entre eux pensent que l'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie. 40% estiment que l'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains pays souhaitant en faire partie. Cela fait près de 60% des personnes interrogées (chiffres semblables à ceux de l'Eurobaromètre précédent) qui ne sont pas résolument opposées à ce processus.

Cependant, nous remarquons une hausse de 4% parmi les personnes s'exprimant contre l'élargissement. En effet, en novembre 2002, les Belges étaient 26% à être contre l'élargissement de l'Union européenne alors qu'en mars 2003, ils sont passés à 30%.

Nous savons, grâce aux différentes variables récoltées lors de l'enquête, que ceux qui émettent, en général, les votes les plus favorables à l'élargissement, sont :

- Les Bruxellois
- Les cadres, les employés et les sans-emploi
- Les 40-54 ans
- Ceux qui ont étudié au-delà de 20 ans

A l'inverse, ceux qui émettent les votes les plus négatifs à ce sujet sont :

- Les jeunes qui n'ont pas suivi d'études après 15 ans
- Les Wallons (les Flamands se situent entre les Bruxellois et les Wallons)
- Ceux qui sont encore aux études, les personnes au foyer et les indépendants

5.1.2. Les conséquences de l'élargissement

Lorsqu'on leur soumet une série de conséquences liées à l'élargissement, les Belges ne se prononcent pas de façon très tranchée. Il n'est pas réellement possible de dégager une tendance très positive ou une tendance très négative concernant leur façon de voir les choses. Nous avons affaire à une alternance de conséquences positives et négatives dont les trois principales, c'est-à-dire citées par plus de 65% des personnes interrogées, sont les suivantes :

- Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne (conséquence négative citée par 77% des gens)
- Plus l'Union européenne aura de membres, plus elle sera importante dans le monde (conséquence positive citée par 73% des gens)

- Avec plus de pays membres, l'Union sera plus riche sur le plan culturel (conséquence positive citée par 66% des gens)

Il faut signaler aussi que les Belges sont nombreux à considérer que l'élargissement coûtera plus cher aux pays déjà membres et qu'ils ne sont pas d'accord pour qu'on aide financièrement les pays candidats avant leur adhésion.

Enfin, soulignons qu'un Belge sur deux considère que l'UE devrait réformer le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres

5.2. Connaissance des pays candidats

Pratiquement tous les Belges (98%) ont déjà entendu parler de tous les pays candidats. Les cinq pays les plus réputés sont :

- La Turquie (97% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- La Pologne (93% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- La Hongrie (92% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- La Roumanie (91% des personnes interrogées en ont entendu parler)
- Chypre (90% des personnes interrogées en ont entendu parler)

A contrario, les pays dont les Belges ont le moins entendu parler sont les trois Etats baltes :

- La Lituanie (83% en ont entendu parler)
- La Lettonie (84% en ont entendu parler)
- L'Estonie (85% en ont entendu parler)

Toujours en ce qui concerne les connaissances de Belges sur les pays candidats, 67% d'entre eux ne sont jamais allés dans ces pays et/ou n'ont aucun lien avec ces derniers.

Les pays où les Belges ont le moins été et/ou avec lesquels ils n'entretiennent aucun lien d'une quelconque nature sont identiques à ceux dont ils ont le moins entendu parler.

Il s'agit des trois Etats baltes. Seulement 1 Belge sur 100, voire 2 Belges sur 100, y ont été et/ou entretiennent un certain lien avec un de ces trois pays.

A l'inverse, la Turquie, la République tchèque et la Pologne représentent les trois pays où les citoyens belges ont le plus été et/ou avec lesquels ils entretiennent le plus de liens.

5.3. Information sur l'élargissement.

Les Belges ne sont pas très bien informés à propos de l'élargissement, quelle que soit leur région d'origine.

Il y a, néanmoins, quelques disparités dans les résultats. Nous avons pu constater, par exemple, que les Wallons et les Flamands s'estiment légèrement mieux informés que lors du rapport précédent alors que les Bruxellois s'estiment légèrement moins bien informés.

Dans leur ensemble, les Belges sont faiblement mieux informés que le reste des citoyens européens et nous remarquons que, par rapport aux deux années précédentes, les personnes interrogées s'estiment un peu mieux informées à propos de l'élargissement.

Globalement, si nous analysons toutes les variables rencontrées, nous pouvons affirmer que les groupes qui s'estiment les mieux informés sur l'élargissement, quelle que soit leur région d'origine, sont :

- Les plus de 55 ans
- Ceux qui ont suivi des études au-delà de 20 ans
- Les indépendants, les retraités et les cadres

Ceux qui s'estiment les moins bien informés sont :

- Les jeunes qui n'ont pas fait d'études au-delà de 15 ans
- Les personnes au foyer, les sans-emploi et les travailleurs manuels

ANNEXES

QUESTIONNAIRE

Q.1. Quelle est votre nationalité ? Veuillez indiquer le (ou les) pays qui s'applique(nt).
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)

Belgique	1,
Danemark	2,
Allemagne	3,
Grèce	4,
Espagne	5,
France	6,
Irlande	7,
Italie	8,
Luxembourg	9,
Pays-Bas	10,
Portugal	11,
Royaume-Uni (Grande Bretagne, Irlande du Nord)	12,
Autriche	13,
Suède	14,
Finlande	15,
Autre pays	16,
NSP	17,

—> Q.2

—> Fin de l'interview

EB59.0 - Q.1. - TREND

Q.2. Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ?

Souvent 1
De temps en temps 2
Jamais 3
NSP 4

EB58.1 - Q.2. - TREND

Q.3. Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ? (LIRE)

souvent 1
de temps en temps 2
rarement 3
jamais 4
NSP 5

EB58.1 - Q.3. - TREND

Q.4. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	La presse écrite	1	2	3
2	La radio	1	2	3
3	La télévision	1	2	3
4	La justice / le système judiciaire (NATIONALITE)	1	2	3
5	La police	1	2	3
6	L'armée	1	2	3
7	Les institutions religieuses	1	2	3
8	Les syndicats	1	2	3
9	Les partis politiques	1	2	3
10	Les grandes entreprises	1	2	3
11	Le gouvernement (NATIONALITE)	1	2	3
12	Le Parlement (NATIONALITE) (UTILISER LA DENOMINATION CORRECTE POUR LA CHAMBRE BASSE - FR : "ASSEMBLEE NATIONALE", GE : "BUNDESTAG", UK : "HOUSE OF COMMONS")	1	2	3
13	L'Union européenne	1	2	3
14	L'Organisation des Nations Unies	1	2	3
15	Les associations bénévoles ou caritatives	1	2	3

EB57.1 - Q.8. - TREND MODIFIE

Q.5. A votre avis, quels sont les deux plus importants problèmes auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES POSSIBLES)

- L'insécurité 1,
- Les transports en commun.....2,
- La situation économique3,
- Les prix à la hausse / l'inflation.....4,
- Les impôts.....5,
- Le chômage6,
- Le terrorisme7,
- La défense / la politique étrangère8,
- Le logement9,
- L'immigration10,
- Le système de santé11,
- Le système éducatif12,
- Les retraites13,
- La protection de l'environnement14,
- Autre (SPONTANE).....15,
- NSP16,

EB57.2 - Q.2. - TREND

Q.6. Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez ou non ?

	LIRE	CRAINT	NE CRAINT PAS	NSP
1	Une guerre mondiale	1	2	3
2	Un conflit nucléaire en Europe	1	2	3
3	Une guerre conventionnelle en Europe (ni nucléaire, ni bactériologique, ni chimique)	1	2	3
4	Un lancement accidentel d'un missile nucléaire	1	2	3
5	Un accident dans une centrale nucléaire	1	2	3
6	La prolifération des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction massive	1	2	3

7	Des conflits ethniques en Europe	1	2	3
8	Le terrorisme international	1	2	3
9	Le crime organisé	1	2	3
10	Les épidémies	1	2	3

EB58.1 - Q.29. - TREND

Q.7. En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

NE SAIT RIEN DU TOUT								EN SAIT BEAUCOUP		NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

EB58.1 - Q.9. - TREND

Q.8. En général, sous quelle forme préféreriez-vous obtenir des informations concernant l'Union européenne ? Et ensuite ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Un petit dépliant vous donnant juste un aperçu 1,
 Une brochure plus détaillée 2,
 Un livre vous donnant une description complète 3,
 Une cassette vidéo 4,
 Sur Internet 5,
 Un CD-Rom 6,
 Un terminal d'ordinateur vous permettant de consulter des banques de données 7,
 A la télévision 8,
 A la radio 9,
 Dans les journaux quotidiens 10,
 Dans d'autres journaux, magazines 11,
 Sur des panneaux d'affichage publicitaire 12,
 Je ne souhaite pas recevoir d'information sur l'Union européenne (SPONTANE) 13,
 Sous aucune de ces formes (SPONTANE) 14,
 NSP 15,

EB58.1 - Q.11. - TREND

Q.9. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?

une bonne chose 1
 une mauvaise chose 2
 une chose ni bonne, ni mauvaise 3
 NSP 4

EB58.1 - Q.12. - TREND

Q.10. Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Bénéficié 1
 Pas bénéficié.....2
 NSP3

EB58.1 - Q.13. - TREND

Q.11. En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Très positive 1
 Assez positive2
 Neutre3
 Assez négative.....4
 Très négative5
 NSP6

EB58.1 - Q.14. - TREND

Q.12. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

(NATIONALITE) uniquement..... 1
 (NATIONALITE) et Européen(ne)2
 Européen(ne) et (NATIONALITE).....3
 Européen(ne) uniquement.....4
 NSP5

EB58.1 - Q.32. - TREND

Q.13. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES - ROTATION DE HAUT EN BAS / DE BAS EN HAUT)

La paix.....	1,
La prospérité économique.....	2,
La protection sociale	3,
La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'Union européenne.....	4,
La diversité culturelle.....	5,
Une voix plus importante dans le monde	6,
L'euro	7,
Le chômage	8,
La bureaucratie	9,
Un gaspillage d'argent.....	10,
La perte de notre identité culturelle	11,
Plus de criminalité	12,
Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	13,
Autre (SPONTANE).....	14,
NSP	15,

EB57.1 - Q.18. - TREND

Q.14. Il est envisagé de changer le nom de l'Union européenne. Des propositions suivantes, laquelle préférez-vous ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE POSSIBLE)

La Communauté européenne.....	1
L'Europe unie	2
Les Etats-Unis d'Europe.....	3
Les Nations unies d'Europe	4
Cela ne devrait pas changer, cela devrait rester l'Union européenne	5
Un autre nom	6
NSP	7

EB59.1 - NOUVEAU

Q.15. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	du Parlement européen	1	2	3
2	de la Commission européenne	1	2	3
3	du Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	de la Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	du Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	de la Banque centrale européenne	1	2	3
7	de la Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	du Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	du Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3
10	de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3

EB58.1 - Q.19. - TREND

Q.16. Et pour chacune des entités européennes suivantes, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?

	LIRE	IMPORTANT	PAS IMPORTANT	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	La Banque centrale européenne	1	2	3
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3
10	La Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3

EB58.1 - Q.20. - TREND MODIFIE

Q.17. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	La Banque centrale européenne	1	2	3
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3
10	La Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3

EB58.1 - Q.21. - TREND

POSER QUESTIONS Q.18. ET Q.19. UNIQUEMENT EN GRECE

Q.18. Dans l'Union européenne, chaque Etat membre préside à son tour, le Conseil des Ministres pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est le tour de la Grèce. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision quelque chose au sujet de la présidence grecque ?

Oui1
Non.....2
NSP3

EB58.1 - Q.23. - TREND

Q.19. Que vous ayez ou non entendu parler de quelque chose à ce sujet, pensez-vous que c'est ou non important que la Grèce préside en ce moment le Conseil des Ministres de l'Union européenne ? Diriez-vous que c'est ... ? (LIRE)

très important1
important2
pas très important.....3
pas du tout important.....4

NSP5

EB58.1 - Q.24. - TREND

A TOUS

Q.20. a) Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en (NOTRE PAYS) ?

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

b) Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?

(MONTRER MEME CARTE)

	LIRE	TRES SATISFAIT(E)	PLUTOT SATISFAIT(E)	PLUTOT PAS SATISFAIT(E)	PAS DU TOUT SATISFAIT(E)	NSP
a)	en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
b)	dans l'Union européenne	1	2	3	4	5

EB58.1 - Q.22. a. & b. - TREND

Q.21. Je vais maintenant vous citer un certain nombre d'actions que pourrait poursuivre l'Union européenne. Pour chacune d'elles, pourriez-vous me dire si, à votre avis, elle doit être une priorité ou pas ?

	LIRE	PRIORITE	PAS PRIORITE	NSP
1	Réussir l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays membres (N)	1	2	3
2	Etre plus proche des citoyens européens, par exemple en les informant davantage sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3
3	Réussir la mise en place de la monnaie unique européenne, l'euro	1	2	3
4	Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	1	2	3
5	Protéger l'environnement	1	2	3
6	Garantir la qualité des produits alimentaires	1	2	3
7	Protéger les consommateurs et garantir la qualité des autres produits	1	2	3
8	Lutter contre le chômage	1	2	3
9	Réformer les institutions de l'Union européenne et leur fonctionnement	1	2	3
10	Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue	1	2	3

11	Affirmer l'importance politique et diplomatique de l'Union européenne dans le monde	1	2	3
12	Préserver la paix et la sécurité en Europe	1	2	3
13	Garantir les droits de l'individu et le respect des principes démocratiques en Europe	1	2	3
14	Lutter contre le terrorisme	1	2	3
15	Lutter contre l'immigration clandestine	1	2	3

EB58.1 - Q.27. - TREND MODIFIE

Q.22. a) Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT (NATIONAL)	EN COMMUN DANS L'UNION EUROPEENNE	NSP
1	La défense	1	2	3
2	La protection de l'environnement	1	2	3
3	La monnaie	1	2	3
4	L'aide humanitaire	1	2	3
5	La santé et la sécurité sociale	1	2	3
6	Les règles de base en matière de radio, de télévision et de presse	1	2	3
7	La lutte contre la pauvreté / l'exclusion sociale	1	2	3
8	La lutte contre le chômage	1	2	3
9	L'agriculture et la politique de pêche	1	2	3
10	L'aide aux régions qui ont des difficultés économiques	1	2	3
11	L'enseignement	1	2	3
12	La recherche scientifique et technologique	1	2	3
13	L'information sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3
14	La politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à l'Union européenne	1	2	3
15	La politique culturelle	1	2	3

EB58.1 - Q.25. a. - TREND

Q.22. b) Et pour chacun des domaines suivants ?

	LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT (NATIONAL)	EN COMMUN DANS L'UNION EUROPEENNE	NSP
1	La politique d'immigration	1	2	3
2	Les règles en matière d'asile politique	1	2	3
3	La lutte contre le crime organisé	1	2	3
4	La police	1	2	3
5	La justice	1	2	3
6	L'accueil des réfugiés	1	2	3
7	La prévention de la délinquance juvénile	1	2	3
8	La prévention de la délinquance urbaine	1	2	3
9	La lutte contre la drogue	1	2	3
10	La lutte contre le trafic et l'exploitation d'êtres humains	1	2	3
11	La lutte contre le terrorisme international	1	2	3
12	S'attaquer aux défis posés par le vieillissement de la population	1	2	3

EB58.1 - Q.25. b. - TREND

Q.23. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ?
Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

	LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3
2	Une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays	1	2	3

3	Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union européenne	1	2	3
4	L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays	1	2	3
5	Le fait que l'Union européenne soit responsable des affaires qui ne peuvent pas être efficacement réglées par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux	1	2	3
6	La démission du président de la Commission européenne et des Commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité du Parlement européen	1	2	3
7	Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	1	2	3

EB59.0 - Q.2. - TREND

Q.24. Il existe déjà une Politique étrangère et de sécurité commune et une Politique européenne de sécurité et de défense dans l'Union européenne. Il y a aujourd'hui un débat sur la mesure dans laquelle ces politiques devraient être développées. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	L'Union européenne devrait avoir une force militaire de réaction rapide qui puisse être envoyée rapidement dans les zones de conflits lorsqu'une crise internationale éclate	1	2	3
2	Quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'Union européenne devraient s'entendre sur une position commune	1	2	3
3	L'Union européenne devrait avoir son propre Ministre des Affaires étrangères, qui puisse être le porte-parole de la position commune de l'Union européenne	1	2	3
4	L'Union européenne devrait avoir son propre siège au Conseil de sécurité des Nations Unies	1	2	3
5	Les Etats membres qui ont opté pour la neutralité devraient avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	1	2	3
6	Les pays qui rejoindront l'Union européenne en 2004 devraient d'ores et déjà avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	1	2	3
7	La politique étrangère de l'Union européenne devrait être autonome de la politique étrangère américaine	1	2	3
8	L'Union européenne devrait garantir les Droits de l'Homme dans chaque Etat membre, même si c'est contraire à la volonté de certains Etats membres	1	2	3
9	L'Union européenne devrait travailler à garantir les Droits de l'Homme dans le monde, même si c'est contraire à la volonté de certains pays	1	2	3
10	Les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'Union européenne	1	2	3
11	Les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'asile commune à l'égard des demandeurs d'asile	1	2	3

EB59.1 - NOUVEAU

Q.25. Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ? (UNE SEULE REPONSE)

Les gouvernements nationaux	1
L'OTAN.....	2
L'Union européenne	3
Autre (SPONTANE).....	4
NSP	5

EB58.1 - Q.30. - TREND

Q.26. Parmi la liste suivante, quelles sont les sources que vous utilisez le plus pour vous informer sur la situation internationale actuelle ? (LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les journaux et les magazines en (NOTRE PAYS)1,
 Les journaux et les magazines d'autres pays2,
 Les radios (NATIONALITE)3,
 Les radios d'autres pays4,
 Les journaux télévisés (NATIONALITE)5,
 Les journaux télévisés d'autres pays6,
 Les débats télévisés avec les hommes politiques7,
 Les débats télévisés avec des experts8,
 Les chaînes télévisées d'information continue.....9,
 Internet10,
 Les discussions avec vos collègues, vos amis ou votre famille11,
 Autre (SPONTANE)12,
 Aucune (SPONTANE)13,
 NSP14,

EB59.1 - NOUVEAU

Q.27. A vos yeux, les Etats-Unis jouent-ils plutôt un rôle positif, plutôt un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre en ce qui concerne ... ?

	LIRE	POSITIF	NEGATIF	NI L'UN NI L'AUTRE	NSP
1	la paix dans le monde	1	2	3	4
2	la lutte contre le terrorisme	1	2	3	4
3	la croissance de l'économie mondiale	1	2	3	4
4	la lutte contre la pauvreté dans le monde	1	2	3	4
5	la protection de l'environnement	1	2	3	4

EB58.1 - Q.48. - TREND

Q.28. a) A votre avis, laquelle des institutions suivantes a le plus d'influence sur le processus de décision au sein de l'Union européenne ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)

b) Et, à votre avis, laquelle devrait avoir le plus d'influence ?
(MONTRER MEME CARTE - UNE SEULE REPONSE)

	LIRE	a) A LE PLUS D'INFLUENCE	b) DEVRAIT AVOIR LE PLUS D'INFLUENCE
1	Les citoyens	1	1
2	Les gouvernements nationaux	2	2
3	La Commission européenne	3	3
4	Le Parlement européen	4	4
5	Les parlements nationaux (N)	5	5
6	Les entreprises	6	6
7	Les syndicats	7	7
8	Les groupes de pression, les lobbies	8	8
9	Autre (SPONTANE)	9	9
10	NSP	10	10

EB56.3 - Q.58. - TREND MODIFIE

Q.29. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Les décisions prises par l'Union européenne ont un impact sur ma vie de tous les jours	1	2	3
2	Les décisions prises par l'Union européenne sont généralement bien fondées	1	2	3
3	L'un dans l'autre, je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	1	2	3
4	L'influence de (NOTRE PAYS) au sein de l'Union européenne est importante	1	2	3
5	L'Union européenne est à l'écoute des opinions de gens comme moi	1	2	3
6	Les grands pays ont le plus de pouvoir au sein de l'Union européenne	1	2	3
7	Les petits pays peuvent défendre efficacement leurs intérêts au sein de l'Union européenne	1	2	3
8	Le fonctionnement de l'Union européenne est trop compliqué	1	2	3
9	Plus de responsabilités devraient être transférées des Etats membres vers l'Union européenne	1	2	3
10	L'Union européenne fonctionnera bien après l'élargissement	1	2	3
11	Après l'élargissement, il y a aura plus de bureaucratie dans l'Union européenne	1	2	3
12	Il devrait y avoir une coopération plus étroite entre les Etats membres dans le domaine de l'économie	1	2	3
13	Il devrait y avoir une coopération plus étroite entre les Etats membres dans le domaine social	1	2	3

EB56.3 - Q.57. - TREND MODIFIE

Q.30. Pensez-vous que l'Union européenne doit avoir ou pas une Constitution ?

Oui..... 1

Non.....2

NSP3

Q.31. Pour chacune des affirmations suivantes sur la Convention européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	LIRE	VRAI	FAUX	NSP
1	La Convention travaille à des propositions de réforme de l'Union européenne	1	2	3
2	Notre gouvernement est représenté à la Convention	1	2	3
3	Notre Parlement est représenté à la Convention	1	2	3
4	Les gouvernements des futurs Etats membres sont déjà représentés à la Convention	1	2	3
5	La Convention achèvera ses travaux cette année	1	2	3
6	Les Etats membres de l'Union européenne auront la possibilité de modifier les propositions finales de la Convention	1	2	3
7	Les citoyens auront la possibilité d'accepter ou de rejeter les propositions finales de la Convention	1	2	3

EB59.1 - NOUVEAU

Q.32. La Convention européenne a pour responsabilité de réfléchir au fonctionnement de l'Union européenne après l'élargissement à de nouveaux pays. En ce qui vous concerne, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	On entend beaucoup parler de la Convention en ce moment	1	2	3
2	Les médias devraient nous parler davantage des travaux de la Convention	1	2	3
3	Les hommes politiques devraient nous parler davantage des travaux de la Convention	1	2	3

EB59.1 - NOUVEAU

Q.33. Pour l'instant, la Commission européenne est composée de 20 commissaires indépendants, incluant au moins un commissaire de chaque Etat membre. Avec l'élargissement de l'Union européenne, le nombre de commissaires pourrait être amené à augmenter. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Après l'élargissement, il devrait continuer à y avoir au moins un commissaire pour chaque Etat membre	1	2	3
2	L'Union européenne deviendrait inefficace s'il devait y avoir un commissaire de chaque Etat membre	1	2	3
3	Chaque Etat membre devrait avoir le droit de nommer un commissaire	1	2	3
4	Les petits Etats membres devraient avoir le droit de nommer le même nombre de commissaires que les grands Etats membres	1	2	3
5	Les intérêts de (NOTRE PAYS) en pâtiraient s'il n'y avait pas de commissaire (NATIONALITE)	1	2	3

EB59.1 - NOUVEAU

Q.34. Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ? Le président de la Commission européenne devrait être ... (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

- nommé seulement par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union européenne (M)..... 1
- élu seulement par le Parlement européen (M)2
- choisi à la fois par le Parlement européen
et par les Chefs d'Etat ou de gouvernement (N)3
- élu directement par les citoyens de l'Union européenne4
- Autre (SPONTANE).....5
- NSP6

EB58.1 - Q.50. - TREND MODIFIE

Q.35. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne et du président de la Commission. La présidence du Conseil européen est tenue, à tour de rôle, par chaque pays pour une durée de 6 mois. Pensez-vous que ... ?
(LIRE - UNE SEULE REPONSE)

- une présidence de 6 mois devrait être maintenue parce que cela donne à
chaque Etat membre la possibilité de présider l'Union européenne de façon régulière 1
- la présidence devrait être étendue parce que 6 mois sont trop courts pour obtenir
des résultats significatifs2
- NSP3

EB59.1 - NOUVEAU

Q.36. Actuellement, chaque Etat membre de l'Union européenne dispose, dans certains domaines, d'un droit de veto. Pensez-vous que, pour l'avenir, le droit de veto devrait ... ?

- être maintenu
en l'état pour préserver les intérêts nationaux essentiels1
- être limité à
de très rares domaines essentiels2
- être abandonné pour toutes les décisions afin de rendre l'Union européenne plus efficace3
- NSP4

EB59.1 - NOUVEAU

Q.37. Actuellement, chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. Préférez-vous verser cette contribution directement à l'Union européenne ?

- Oui..... 1
- Non.....2
- NSP3

EB57.1 - Q.43. - TREND

Q.38. Supposons qu'une (REFERENCE APPROPRIEE AUX ELECTIONS NATIONALES / GENERALES - FR : "ELECTIONS PRESIDENTIELLES") ait lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à cette élection ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où "1" signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et "10" que vous êtes sûr(e) d'aller voter. Vous pouvez utiliser les chiffres entre 1 et 10. (LIRE - MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

1 (SUR DE NE PAS ALLER VOTER)									10 (SUR D'ALLER VOTER)	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

EB57.1 - Q.44. - TREND

Q.39. Et, supposons que les élections au Parlement européen aient lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à cette élection ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où "1" signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et "10" que vous êtes sûr(e) d'aller voter. (LIRE - MONTRER MEME CARTE AVEC ECHELLE QU'EN Q.38.)

1 (SUR DE NE PAS ALLER VOTER)									10 (SUR D'ALLER VOTER)	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

EB57.1 - Q.46. - TREND LEGEREMENT MODIFIE

Q.40. Depuis les dernières élections au Parlement européen, avez-vous vu ou entendu quelque chose ou eu des contacts avec un membre du Parlement européen, de l'une ou l'autre des manières suivantes ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Oui, j'ai lu quelque chose au sujet des membres du Parlement européen dans les journaux ou magazines1,

Oui, j'ai vu des membres du Parlement européen à la télévision2,

Oui, j'ai entendu des membres du Parlement européen à la radio3,

Oui, j'ai lu quelque chose au sujet des membres du Parlement européen sur Internet4,

Oui, j'ai reçu une (des) brochure(s) ou une (des) lettre(s) d'un (de) membre(s) du Parlement européen5,

Oui, j'ai vu des membres du Parlement européen à un (des) meeting(s) public(s)
/ une (des) rencontre(s) publique(s)6,

Non, je n'ai rien vu ni entendu ni eu de contacts avec un membre du
Parlement européen.....7,

Autre (SPONTANE).....8,

NSP9,

EB57.1 - Q.51. - TREND LEGEREMENT MODIFIE

Q.41. Seriez-vous personnellement intéressé(e) ou non de voir ou entendre plus de choses à propos des membres du Parlement européen de l'une ou l'autre des manières dont nous venons de parler ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

- Oui, j'aimerais lire quelque chose au sujet des membres du Parlement européen dans les journaux ou magazines1,
- Oui, j'aimerais voir des membres du Parlement européen à la télévision2,
- Oui, j'aimerais entendre des membres du Parlement européen à la radio.....3,
- Oui, j'aimerais lire, voir ou entendre quelque chose au sujet des membres du Parlement européen sur Internet (M).....4,
- Oui, j'aimerais recevoir une (des) brochure(s) ou une (des) lettre(s) d'un (de) membre(s) du Parlement européen.....5,
- Oui, j'aimerais voir des membres du Parlement européen à un (des) meeting(s) public(s) / une (des) rencontre(s) publique(s)6,
- Non, je ne serais pas intéressé(e)7,
- Autre (SPONTANE)8,
- NSP.....9,

EB57.1 - Q.52. - TREND LEGEREMENT MODIFIE

Q.42. Pour chacune des institutions suivantes, pouvez-vous me dire si vous pensez que ses activités, décisions, etc., ont un grand effet, quelques effets ou aucun effet sur des personnes comme vous ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

	LIRE	GRAND EFFET	QUELQUES EFFETS	AUCUN EFFET	NSP
1	Le gouvernement (NATIONAL)	1	2	3	4
2	Le (PARLEMENT NATIONAL), (LA CHAMBRE DE BASE DU PARLEMENT - UK: "HOUSE OF COMMONS")	1	2	3	4
3	L'Union européenne dans son ensemble	1	2	3	4
4	Le Parlement européen en particulier	1	2	3	4
5	Le gouvernement régional (ou local) en (NOTRE	1	2	3	4

	PAYS) (NIVEAU LE PLUS ELEVE DU GOUVERNEMENT SUB-NATIONAL)				
--	--	--	--	--	--

EB57.1 - Q.47. - TREND

Q.43. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	TOUT A FAIT D'ACCORD	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	PAS DU TOUT D'ACCORD	NSP
1	Les membres du Parlement européen défendent bien vos intérêts	1	2	3	4	5
2	Le Parlement européen a plus de pouvoir que le Parlement national (FR : "L'ASSEMBLEE NATIONALE")	1	2	3	4	5
3	Les élections européennes sont vraiment importantes	1	2	3	4	5

EB59.1 - NOUVEAU

Q.44. A votre avis, sur quels sujets la campagne pour les prochaines élections européennes devrait-elle surtout mettre l'accent ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les enjeux spécifiques à (NOTRE PAYS).....1,

L'agriculture.....2,

L'environnement.....3,

La sécurité.....4,

L'emploi5,

L'immigration.....6,

L'éducation.....7,

La politique de défense commune8,

La politique étrangère.....9,

L'élargissement de l'Union européenne10,

La réforme des institutions de l'Union européenne11,

Les activités du Parlement européen12,

Les droits en tant que citoyen de l'Union européenne.....13,

NSP.....14,

EB59.1 - NOUVEAU

Q.45. Seriez-vous davantage porté(e) à voter aux élections européennes si ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	les transports publics étaient gratuits le jour des élections	1	2	3
2	il y avait des bureaux de vote dans des supermarchés	1	2	3
3	il était possible de voter sur Internet	1	2	3
4	il était possible de voter sur votre lieu de travail	1	2	3
5	les élections locales, régionales ou nationales étaient organisées le même jour que les élections européennes	1	2	3
6	les élections européennes avaient lieu le même jour dans toute l'Union européenne	1	2	3
7	(NE PAS POSER EN B, I, IRL ET UK) il existait des listes régionales de candidats	1	2	3
8	des citoyens d'autres Etats membres étaient présents sur les listes de candidats	1	2	3
9	(NE PAS POSER DANS LES PAYS OU CELA NE S'APPLIQUE PAS) la période d'inscription sur les listes électorales était allongée	1	2	3

EB59.1 - NOUVEAU

Parlons maintenant d'un autre sujet : l'élargissement de l'Union européenne.

Q.46. Laquelle de ces trois options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'Union européenne ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

- L'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie 1
- L'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays qui souhaitent en faire partie 2
- L'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire 3
- Aucune de celles-ci (SPONTANE) 4
- NSP 5

EB58.1 - Q.39. - TREND

Q.47. En pensant à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays d'Europe, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties	1	2	3
2	L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres comme (NOTRE PAYS)	1	2	3
3	Après l'élargissement à de nouveaux pays, (NOTRE PAYS) aura moins d'importance en Europe	1	2	3
4	Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage en (NOTRE PAYS)	1	2	3
5	L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs Etats membres même avant leur adhésion	1	2	3
6	Quand d'autres pays l'auront rejointe, (NOTRE PAYS) recevra moins d'aides financières de l'Union européenne	1	2	3
7	Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne	1	2	3
8	Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde	1	2	3
9	Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur	1	2	3

	le plan culturel			
10	Il faut que l'Union européenne réforme le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres	1	2	3

EB58.1 - Q.43. - TREND

Q.48. Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé(e) à propos de l'élargissement, c'est-à-dire de l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne ? Vous sentez-vous ... ?

(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

très bien informé(e)1
 bien informé(e)2
 pas très bien informé(e)3
 pas du tout bien informé(e)4
 NSP5

EB58.1 - Q.44. - TREND

Q.49. Parmi les pays suivants, desquels avez-vous déjà entendu parler ?
 (NE PAS MONTRER CARTE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

EB56.3 - Q.28. - TREND

Q.50. Dans lesquels êtes-vous déjà allés ou avez-vous des liens quelle qu'en soit la nature ?
 (MONTRER CARTE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	LIRE	<u>Q.49</u> DEJA ENTENDU PARLER	<u>Q.50</u> DEJA ALLE OU LIENS
1	Bulgarie	1,	1,
2	Chypre	2,	2,
3	République tchèque	3,	3,
4	Estonie	4,	4,
5	Hongrie	5,	5,
6	Lettonie	6,	6,
7	Lituanie	7,	7,
8	Malte	8,	8,
9	Pologne	9,	9,
10	Roumanie	10,	10,

11	Slovaquie	11,	11,
12	Slovénie	12,	12,
13	Turquie	13,	13,
14	Aucun de ceux-ci (SPONTANE)	14,	14,

EB56.3 - Q.29. - TREND MODIFIE

Commençons par une courte série de questions sur l'Union européenne.

SI SPLIT BALLOT A

Q.2. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ?
Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

	LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3
2	Une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays	1	2	3
3	Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union européenne	1	2	3
4	L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays	1	2	3
5	Le fait que l'Union européenne soit responsable des affaires qui ne peuvent pas être efficacement réglées par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux	1	2	3
6	La démission du président de la Commission européenne et des Commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité du Parlement européen	1	2	3
7	Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	1	2	3

EB58.1 - Q.26. - TREND

SI SPLIT BALLOT B

Q.2. a) L'Union européenne se compose actuellement de quinze pays. Plusieurs autres pays sont candidats pour devenir membres de l'Union européenne. L'entrée de ces nouveaux pays constitue l'élargissement de l'Union européenne. Avant cet entretien, aviez-vous déjà entendu parler de l'élargissement de l'Union européenne ?

(ENQ. : SI "NSP", VEUILLEZ CODER "NO")

Oui..... 1

Non..... 2

EB59.0 - NOUVEAU

b) Vous,
personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à
l'élargissement de l'Union européenne ?
(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Tout à fait favorable 1
Plutôt favorable 2
Plutôt opposé(e) 3
Tout à fait opposé(e) 4
Cela dépend du(des) pays (SPONTANE) 5
NSP 6

EB59.0 – NOUVEAU

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 18 mars et le 30 avril 2003, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA in Belgium – I.C.O. et de GfK Worldwide, a réalisé la vague 59.1 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Presse et communication, Secteur Opinion publique.

L'EUROBAROMETRE 59.1 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

<u>PAYS</u>	<u>INSTITUTS</u>	<u>N° INTERVIEWS</u>	<u>DATES DE TERRAIN</u>	<u>POPULATION 15+ (x 000)</u>
Belgique	INRA in BELGIUM	1,112	18/03 – 28/04	8,458
Danemark	GfK DANMARK	1,000	18/03 – 29/04	4,355
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1,021	22/03 – 9/04	13,164
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1,050	21/03 – 9/04	56,319

Grèce	MARKET ANALYSIS	1,003	21/03 – 20/04	8,899
Espagne	INRA ESPAÑA	1,000	20/03 – 26/04	34,239
France	CSA-TMO	1,075	18/03 – 24/04	47,936
Irlande	LANSDOWNE Market Research	1,024	22/03 – 18/04	3,004
Italie	INRA Demoskopea	1,027	20/03 – 15/04	49,531
Luxembourg	ILRes	600	21/03 – 27/04	357
Pays-Bas	INTOMART	1,008	22/03 – 22/04	13,010
Autriche	SPECTRA	1,021	20/03 – 7/04	6,770
Portugal	METRIS	1,001	29/03 – 22/04	8,620
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1,046	23/03 – 20/04	4,245
Suède	GfK SVERIGE	1,000	18/03 – 30/04	7,252
Grande-Bretagne	MARTIN HAMBLIN LTD	1,011	18/03 – 29/04	46,370
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	308	23/03 – 17/04	1,314
Nombre total d'interviews		16,307		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. Ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE: <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

EUROBAROMETRE STANDARD 59.1
INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE

The European Opinion Research Group EEIG
P.a. INRA in Belgium - International Coordination Office SA/NV

Christine KOTARAKOS
159, avenue de la Couronne
B -1050 BRUSSELS – BELGIUM
 Tel. ++/32 2 642 47 11 – Fax: ++/32 2 648 34 08
 e-mail: christine.kotarakos@eorg.be

BELGIQUE	INRA in BELGIUM 159 avenue de la Couronne B-1050 BRUXELLES	Ms Verena MELAN verena.melan@inra.com	tel. fax	++/32 2 642 47 11 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DENMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr Erik CHRISTIANSEN erik.christiansen@gfk.dk	tel. fax	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	INRA DEUTSCHLAND Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Mr Christian HOLST christian.holst@inra.de	tel. fax	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	Market Analysis 190 Hymettus Street GR-11635 ATHENA	Mr. Spyros Camileris markanalysis@ marketanalysis.gr	tel. fax.	++/30 1 75 64 688 ++/30 1 70 19 355
ESPAÑA	INRA ESPAÑA Avda de Burgos Nº 12, 8ª planta 28036 Madrid SPAIN	Ms Victoria MIQUEL victoria.miquel@ consulting.ecoipsos.es	tel. fax	++/34 91 7672199 ++/34 91 3834254
FRANCE	CSA-TMO 30, rue Saint Augustin F-75002 PARIS	Mr. Bruno JEANBART bruno.jeanbart@csa-tmo.fr	tel. fax	++/33 1 44 94 59 10 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP roger@Lmr.ie	tel. fax	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	INRA Demoskopea Via Salaria, 290	Mrs Maria-Adelaïde SANTILLI Santilli@demoskopea.it	tel. fax	++/39 06 85 37 521 ++/39 06 85 35 01 75

I-00199 ROMA

LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	Intomart Noordse Bosje 13-15 NL - 1201 DA HILVERSUM	Mr. Dré Koks Dre.Koks@intomart.nl	tel. fax	++/31/35/625 84 11 ++/31/35/625 84 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Ms Jitka NEUMANN neji@spectra.at	tel. fax	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4
PORTUGAL	MetrisGfK Rua Marquês da Fronteira, 8 – 1º Andar 1070 - 296 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL mafaldabrasil@metris.gfk.pt	tel. fax	++/351 210 000 200 ++/351 210 000 290
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkuja 10 A FIN-02100 ESPOO	Mrs Anu SIMULA Anu.Simula@gallup.fi	tel. fax	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	MARTIN HAMBLIN LTD Mulberry House, Smith Square 36 UK-London Swip 3HL	Mr. Ross Williams ross.williams@ martinhamblin.co.uk	tel. fax	++/44 207 222 81 81 ++/44 207 396 90 46